

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MUTUEL ALLIANCE FEDERALE

Siège social : 4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen
67913 STRASBOURG CEDEX 9
588 505 354 R.C.S. Strasbourg.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2026

Etats financiers consolidés au 31 décembre 2025**B. — Comptes consolidés****I. — Bilan****Bilan actif**

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales	4	74 103	86 611
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5a	37 488	40 177
Instruments dérivés de couverture	6a	670	824
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	7	46 808	44 693
Titres au coût amorti	10a	6 153	5 680
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	10b	73 066	70 565
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	10c	539 232	527 104
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6b	-1 607	-471
Placements financiers des activités d'assurance	13a, 13b	144 497	134 725
Contrats d'assurance émis – Actif	13a, 13b	5	10
Contrats de réassurance détenus – Actif	13a, 13b	245	284
Actifs d'impôts courants	14a	2 013	1 738
Actifs d'impôts différés	14b	1 135	1 345
Compte de régularisation et actifs divers	15a	10 414	10 275
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	16	854	803
Immeubles de placement	17	338	313
Immobilisations corporelles	18a	4 508	4 476
Immobilisations incorporelles	18b	667	690
Écarts d'acquisition	19	2 294	2 367
Total de l'actif		942 886	932 209

Bilan passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	4	12	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5b	21 686	26 643
Instruments dérivés de couverture	6a	1 090	1 636
Dettes représentées par un titre au coût amorti	11a	162 695	164 104
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	11b	30 406	33 129
Dettes envers la clientèle au coût amorti	11c	486 795	482 741
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6b	-17	-15
Passifs d'impôts courants	14a	570	727
Passifs d'impôts différés	14b	648	523
Compte de régularisation et passifs divers	15b	17 688	15 491
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	3c	0	0
Contrats d'assurance émis – passif	13c, 13d	134 020	124 700
Contrats de réassurance détenus – passif	13c, 13d	0	0
Provisions	20	4 108	3 932
Dettes subordonnées au coût amorti	21	12 857	12 532
Capitaux propres totaux		70 328	66 048
Capitaux propres – Part du groupe		68 139	63 989
Capital et réserves liées	22a	8 008	7 968
Réserves consolidées	22a	55 594	51 884
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	22b	494	194
Résultat de l'exercice		4 042	3 943
Capitaux propres – Intérêts minoritaires		2 189	2 059
Total du passif		942 886	932 209

Au 31/12/2024, un reclassement de :

- 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat".
- 107 millions d'euros a été effectué de la ligne "contrats d'assurance émis - passif" vers la ligne "Provisions".

II. — Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	24	31 870	36 608
Intérêts et charges assimilés	24	-22 805	-28 331
Commissions (produits)	25	6 653	6 457
Commissions (charges)	25	-1 676	-1 650
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	26	901	958
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	27	50	35
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti	28	2	0
Produits des contrats d'assurance émis	29, 29a	7 776	7 373
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	29, 29a	-6 063	-5 847
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus	29	-77	-74
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	29	-6 757	-4 335
Produits financiers ou charges afférents à des contrats de réassurance détenus	29	6	7
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	29b	6 906	4 499
Produits des autres activités	30	2 050	1 633
Charges des autres activités	30	-1 114	-721
Produit net bancaire		17 723	16 610
dont Produit net des activités d'assurance		1 791	1 622
Charges générales d'exploitation	31, 31a, 31b, 31d	-8 987	-8 486
Dot/Rep sur amortissements et dépréciations des immos corporelles et incorporelles	31, 31c	-821	-774
Résultat brut d'exploitation		7 914	7 351
Coût du risque de contrepartie	32	-1 828	-2 071
Résultat d'exploitation		6 087	5 280
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	16	30	23
Gains ou pertes sur autres actifs	33	6	24
Variations de valeur des écarts d'acquisition	34	-71	-2
Résultat avant impôt		6 052	5 325
Impôts sur les bénéfices	35	-1 834	-1 201
Résultat net		4 218	4 124
Résultat – Intérêts minoritaires		175	181
Résultat net (Part du groupe)		4 042	3 943

Au 31/12/2024, un reclassement d'une charge de 504 millions d'euros a été effectué de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "Intérêts et charges assimilés".

État du résultat net et des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

(en millions d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	4 218	4 124
Éléments recyclables en résultat net :		
Écarts de conversion	-203	100
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables – instruments de dettes	194	-183
Reclassement d'actifs financiers de juste valeur par capitaux propres à juste valeur par résultat	0	0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables de l'activité d'assurance	-460	-21
Réévaluation des contrats d'assurance en capitaux propres recyclables	596	-49
Réévaluation des contrats de réassurance en capitaux propres recyclables	4	-1
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	11	-10
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-2	2
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	140	-162
Éléments non recyclables en résultat net :		
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – instruments de capitaux propres à la clôture	47	-43
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – instruments de capitaux propres cédés durant l'exercice	0	0
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres de l'activité d'assurance	130	174
Effets de la réévaluation des contrats d'assurance en VFA – non recyclables	-11	5
Écart de réévaluation liés au risque de crédit propre sur les passifs financiers en JVO	0	0
Réévaluation des immobilisations	0	0
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	29	42

Quote-part des gains ou pertes non recyclables sur entreprises MEE	0	0
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	195	178
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 552	4 141
dont part du groupe	4 343	3 949
dont part des intérêts minoritaires	209	192

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

III. — Tableau de variation des capitaux propres

(En millions d'euros)	Capitaux propres, part du groupe							Résultat net – part du groupe	Capitaux propres – part du groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							
				Ecarts de conversion	Actifs à la juste valeur par capitaux propres	Instruments dérivés de couverture	Ecarts actuariels				
Solde au 31 décembre 2023	8 063	0	48 172	105	274	-1	-189	3 942	60 364	2 015	62 379
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	3 942	-	-	-	-	-3 942	-	-	-
Augmentation de capital	-95	-	-	-	-	-	-	-	-95	-	-95
Distribution de dividendes	-	-	-246	-	-	-	-	-	-246	-144	-390
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-95	0	3 695	0	0	0	0	-3 942	-341	-144	-485
Résultat consolidé de la période	-	-	-	-	-	-	-	3 943	3 943	181	4 124
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	101	-126	-10	40	-	6	11	16
Sous-total	0	0	0	101	-126	-10	40	3 943	3 949	192	4 141
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires	-	-	29	-	-	-	-	-	29	-1	28
Autres variations	-	-	-13	-	-	-	-	-	-13	-3	-16
Solde au 31 décembre 2024	7 968	0	51 884	206	148	-11	-149	3 943	63 988	2 059	66 047
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	3 943	-	-	-	-	-3 943	-	-	-
Augmentation de capital	40	-	-	-	-	-	-	-	40	-	40
Distribution de dividendes	-	-	-240	-	-	-	-	-	-240	-46	-286
Opérations d'acquisitions de participations complémentaires ou de cessions partielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	40	0	3 704	0	0	0	0	-3 943	-200	-46	-245
Résultat consolidé de la période	-	-	-	-	-	-	-	4 042	4 042	176	4 218
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-201	462	11	28	-	301	34	334
Sous-total	0	0	0	-201	462	11	28	4 042	4 343	209	4 552
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires (2)	-	-	33	-	-	-	-	-	33	-27	6
Autres variations	-	-	-26	-	-	-	-	-	-26	-6	-33
Solde au 31 décembre 2025	8 008	0	55 594	5	610	0	-121	4 042	68 139	2 189	70 328

(1) Le total des réserves au 31 décembre 2025 s'élève à 55 594 millions d'euros et sont constituées par la réserve légale pour 542 millions d'euros, les réserves statutaires pour 10 563 millions d'euros, et les autres réserves pour 44 489 millions d'euros.

(2) Concerne les augmentations de capital hors groupe

(1) Le total des réserves au 31 décembre 2025 s'élève à 55 594 millions d'euros et sont constituées par la réserve légale pour 542 millions d'euros, les réserves statutaires pour 10 563 millions d'euros, et les autres réserves pour 44 489 millions d'euros.

(2) Concerne les augmentations de capital hors groupe

IV. — Tableau des flux de trésorerie nette

(en millions d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	4 218	4 124
Impôts	1 834	1 201
Résultat avant impôts	6 052	5 325
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	784	781
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	48	-7
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	273	1 179
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-30	-23
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-69	-41
+/- (Produits)/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	8 929	4 382
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	9 935	6 271
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-2 128	-16 020
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-8 927	-4 640
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-10 189	-6 054
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-2 272	3 452

+ Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	29	26
- Impôts versés	-1 951	-1 442
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-25 438	-24 678
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-9 451	-13 082
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-427	-13 780
+/- Flux liés aux immeubles de placement	34	13
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-773	-825
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-1 166	-14 592
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-247	-486
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-888	20 185
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-1 135	19 699
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-150	76
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-11 902	-7 899
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-9 451	-13 082
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-1 166	-14 592
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-1 135	19 699
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-150	76
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	85 452	93 351
Caisse, banques centrales (actif & passif)	86 588	97 444
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-1 136	-4 093
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	73 550	85 452
Caisse, banques centrales (actif & passif)	74 088	86 588
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-538	-1 136
Variation de la trésorerie nette	-11 902	-7 899

V. — ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DE CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE

Note 1 Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2025.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n° 2022-01 de l'Autorité des normes comptables relative aux états de synthèse IFRS (*À noter que le groupe a choisi de regrouper les instruments financiers portés par ses pôles d'assurance, de manière différente de celle proposée par la Recommandation. Cf. § 2.2 « Activités d'assurance ».*). Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du groupe.

Amendements applicables au 1er janvier 2025

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2025, les amendements à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères qui précisent les cas dans lesquels une monnaie est convertible en une autre monnaie et, lorsqu'elle ne l'est pas, comment l'entreprise détermine le taux de change à appliquer et quelles informations elle doit fournir.

Le groupe n'étant pas concerné par ces problématiques, il n'y a pas d'impact dans nos comptes.

Contexte macro-économique et géopolitique

Le contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persiste, avec la poursuite de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Pour rappel, Crédit Mutuel Alliance Fédérale n'étant pas implanté sur ces zones de guerre, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

Le groupe suit également les développements en matière de droits de douane, impulsés par le gouvernement américain et les potentielles conséquences économiques sur ses clients.

L'incertitude quant à la matérialité et la nature du budget national en France et l'instabilité des gouvernements constituent des incertitudes tant pour le Groupe que pour ses clients.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres prudentiels et des ratios qui en découlent.

Risque de crédit

Dans le cadre du provisionnement des créances saines (en statut 1 & 2), Crédit Mutuel Alliance Fédérale tient compte des impacts des crises successives, ainsi que des perspectives macro-économiques.

Le niveau de provisionnement résulte d'une analyse au cas par cas, réalisée afin de suivre toute éventuelle augmentation du risque de crédit des clients professionnels ou entreprises en difficulté, et clients particuliers, qui seraient affectés, directement ou indirectement, dans un contexte économique qui reste fortement dégradé.

Depuis 2023, en ligne avec les recommandations émises par l'Autorité Bancaire Européenne et la Banque Centrale Européenne, le Groupe a engagé des travaux d'amélioration de l'approche multi-scénarios, et de facto de la méthodologie de calcul de probabilité de défaut utilisée pour mesurer l'augmentation significative du risque de crédit et l'évaluation des pertes de crédit attendues. Ces travaux se poursuivent dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel établi par le groupe.

Scénarios macro-économiques

Au 31 décembre 2025, le groupe a retenu trois scénarios macro-économiques, qui permettent d’appréhender les incertitudes liées au contexte macro-économique actuel, dont les hypothèses sont détaillées ci-après :

- Le scénario central intègre une croissance attendue du PIB, en légère reprise à partir de 2026. L’inflation s’installera durablement en dessous de 2% en 2026, suite au tassement des prix de services et au ralentissement de la hausse des salaires. La cible de 2% serait atteinte à partir de 2027. Concernant les taux directeurs BCE, une baisse est attendue, ramenant le taux de facilité de dépôts à 1,75%, qui resterait stable sur 2026. L’évolution sur les taux courts suivrait la trajectoire des taux BCE alors que les taux longs français seraient un cran plus haut que prévus précédemment, sous la pression des dettes publiques. Le taux du livret A, à 1,7% à fin 2025, poursuivrait sa baisse jusqu’en 2026 avant d’entamer une remontée progressive jusqu’à environ 2% ;
- Le scénario stressé envisage pour la période 2026 une crise géopolitique majeure liée au blocus de Taiwan par la Chine, provoquant une forte hausse des prix mondiaux et une flambée de l’inflation dans la zone euro. La mise en place de droits de douane réciproques entre la Chine et les pays de l’OTAN, combinée aux pénuries de biens manufacturés et de semi-conducteurs, entraîne une augmentation significative des coûts d’importation et un choc d’offre durable. La BCE relève fortement ses taux directeurs face aux tensions inflationnistes, ce qui alourdit les conditions de financement. En France, les inquiétudes sur la soutenabilité des finances publiques provoquent un élargissement marqué du spread souverain et une dégradation plus prononcée de l’activité. L’économie européenne subit alors un recul du PIB lié à la baisse de la consommation, aux ruptures de chaînes de production et au gel des investissements. Les marchés financiers enregistrent une chute rapide et profonde des indices boursiers, accentuée par la persistance du blocus tout au long de 2026. La sortie de crise ne s’amorce qu’en 2027, avec la levée des sanctions, la normalisation progressive des chaînes d’approvisionnement, le ralentissement de l’inflation et la reprise de la croissance, sans toutefois compenser entièrement les pertes accumulées pendant la crise ;
- Le scénario optimiste repose sur la mise en place rapide et coordonnée de plans budgétaires massifs en Zone euro, destinés à soutenir la décarbonation et à renforcer la souveraineté industrielle, numérique et énergétique. Ces investissements, adossés à une dette européenne commune et à un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l’UE, améliorent la productivité, la compétitivité et limitent la hausse des coûts salariaux unitaires. La fin de la guerre en Ukraine réduit les incertitudes économiques et entraîne une baisse des coûts de l’énergie, tandis que la décision de la Cour suprême américaine d’annuler les droits de douane réciproques met fin à l’escalade tarifaire engagée par le gouvernement américain. Parallèlement, un renforcement ambitieux des engagements climatiques est acté avec une accélération coordonnée de la transition technologique et des investissements verts. La mise en œuvre d’une taxe carbone réinvestie dans la transition, la montée en puissance des technologies d’IA et un mouvement global de réallocation de l’épargne européenne vers les secteurs stratégiques soutiennent la croissance. Dans cet environnement, la dynamique économique s’améliore nettement : l’inflation demeure contenue, la croissance européenne se renforce et les marchés actions bénéficient à la fois des gains de productivité et de l’accalmie géopolitique.

Variables macro-économiques et projections retenues dans le scénario central

Les principales variables utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues du scénario central sont détaillées ci-après :

Hypothèses macroéconomiques France	Moyenne 2026	Moyenne 2027	Moyenne 2028	Moyenne 2029
Taux d’inflation hors tabac	1,70 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Prix du pétrole (en dollars)	65	65	65	65
Taux de croissance du PIB	0,80 %	0,90 %	1,00 %	1,00 %
Taux de chômage (fin de période)	7,70 %	7,60 %	7,50 %	7,40 %
Taux de marché				
Zone euro				
Euribor 3 mois	1,85 %	2,20 %	2,35 %	2,35 %
France				
TEC 10 ans	3,34 %	3,53 %	3,60 %	3,65 %

Pondération des scénarios macro-économiques

La détermination des pondérations reflète l’anticipation du cycle économique par les économistes du Groupe Crédit Mutuel. Ces derniers confirment les probabilités d’occurrence qui avaient été attribuées au 31 décembre 2024 à chacun des scénarios.

Les pondérations des scénarios sur les trois dernières périodes sont les suivantes :

	Scénario central	Scénario pessimiste	Scénario optimiste
Au 31/12/2024	70 %	25 %	5 %
Au 30/06/2025	70 %	25 %	5 %
Au 31/12/2025	70 %	25 %	5 %

Depuis 2023, le Groupe est engagé dans un cycle d’améliorations de la prise en compte de la dimension prospective dans les calculs de pertes de crédit attendues. Les pertes de crédit attendues au 31 décembre 2025 s’élèvent à 3 476 millions d’euros, variant de -120 millions d’euros par rapport au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, le groupe comptabilise des ajustements post-modèle spécifiques :

- le premier permet de renforcer la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle,
- le second est un ajustement sectoriel. Il permet de compléter le niveau de provisionnement sur les secteurs les plus exposés aux risques climatiques (tels que l’agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d’énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage). Cet ajustement est concentré sur les expositions dont le risque de crédit a augmenté depuis l’octroi (statut 2) et consiste en un stress appliqué aux probabilités de défaut de ces contreparties.

Au 31 décembre 2025, ces deux ajustements post-modèle s’élèvent respectivement à 233 millions d’euros et 124 millions d’euros (contre 505M€ et 99M€ au 31 décembre 2024).

Les ajustements comptabilisés au 31 décembre 2025 représentent 10,2 % du montant total des pertes de crédit attendues, c’est-à-dire sur les encours en statut 1 et 2 (contre 16,8 % au 31 décembre 2024).

Analyse de sensibilité

Le groupe évalue la sensibilité du montant des pertes de crédits attendues sur les encours en statut 1 et 2 (y compris ajustement post-modèle) à la conjoncture économique. Il en ressort de ces analyses qu'une pondération à 100 % du scénario :

- pessimiste impliquerait une dotation complémentaire des pertes de crédit attendues de 13,4 %, soit 465 millions d'euros ;
- optimiste entraînerait, a contrario, une diminution des pertes de crédit attendues de 10,6 %, soit 370 millions d'euros ;
- central conduirait à une diminution des pertes de crédit attendues à 4,8 %, soit 168 millions d'euros.

Informations relatives à la gestion des risques

Elles sont dans le chapitre 6 du document de référence.

1 Périmètre et méthodes de consolidation

1.1 Entité consolidante

Au 31 décembre 2025, Crédit Mutuel Alliance Fédérale regroupe 14 fédérations de Crédit Mutuel : Centre Est Europe, Sud-Est, Ile-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi Atlantique, Loire-Atlantique Centre-Ouest, Centre, Normandie, Dauphiné-Vivaraïs, Méditerranée, Anjou, Antilles-Guyane, Massif Central et Nord Europe.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale est un groupe mutualiste adhérent à un organe central, au sens des articles L.511-30 et suivants du Code monétaire et financier. Les caisses locales de Crédit Mutuel, intégralement détenues par les sociétaires, sont à la base du groupe, selon une structure de contrôle capitalistique en « pyramide inversée ».

Afin de refléter le plus fidèlement possible la communauté d'intérêts de nos sociétaires en consolidation, l'entité « consolidante » est définie de telle sorte à traduire les liens communs de fonctionnement, de solidarité financière et de gouvernance.

Dans ce cadre, l'entité « consolidante » à la tête du groupe est constituée par les entreprises placées sous le même agrément collectif d'exercice de l'activité bancaire, délivré par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Ainsi, l'entité « consolidante » est constituée par :

■ la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe (FCMCEE), la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est (FCMSE), la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France (FCMIDF), la Fédération du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc (FCMSMB), la Fédération du Crédit Mutuel Midi Atlantique (FCMMA), la Fédération du Crédit Mutuel Loire Atlantique Centre Ouest (FCMLACO), la Fédération du Crédit Mutuel du Centre (FCMC), la Fédération du Crédit Mutuel de Normandie (FCMN), la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs (FCMDV), la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée (FCMM), la Fédération du Crédit Mutuel d'Anjou (FCMA), la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyanes (FCMAG), la Fédération du Crédit Mutuel Massif Central (FCMMC) et la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe (FCMNE). Organes politiques des groupes, elles en déterminent les grandes orientations, décident de leur stratégie et organisent la représentation des caisses ;

■ la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CF de CM), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel du Sud-Est (CRCMSE), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel d'Ile-de-France (CRCMIDF), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc (CRCMSMB), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Midi Atlantique (CRCMMA), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Loire Atlantique Centre Ouest (CRCMLACO), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel du Centre (CRCMC), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel de Normandie (CRCMN), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivaraïs (CRCMDV), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranée (CRCMM), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel d'Anjou (CRCMA), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Antilles-Guyanes (CRCMAG), la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Massif Central (CRCMMC) et la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Nord Europe (CRCMNE). Au service des caisses locales, la CF de CM est responsable des services communs du réseau, assure son animation et prend en charge la logistique du groupe. Elle centralise les dépôts des caisses, assure parallèlement leur refinancement et porte l'ensemble des emplois réglementaires pour leur compte (réserves obligatoires, ressources affectées, dépôts à la Caisse Centrale du Crédit Mutuel, etc.) ;

■ les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la FCMCEE, FCMSE, FCMIDF, FCMSMB, FCMMA, FCMLACO, FCMC, FCMN, FCMDV, FCMM, FCMA, FCMAG, FCMMC et FCMNE : ces dernières constituent la base du réseau bancaire du groupe.

1.2 Périmètre de consolidation

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28R.

Les entités contrôlées ou sous influence notable qui ne présentent pas un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés sont exclues du périmètre de consolidation. Cette situation est présumée lorsque le total de bilan ou le résultat d'une société n'a pas d'impact supérieur à 1 % sur l'équivalent consolidé ou sous-consolidé (en cas de consolidation par palier). Ce critère quantitatif n'est que relatif ; une entité peut être incluse dans le périmètre de consolidation nonobstant ce seuil, lorsque son activité ou son développement escompté lui confère la qualité d'investissement stratégique.

Le périmètre de consolidation est composé :

Des entités contrôlées : le groupe contrôle une entité s'il détient le pouvoir sur l'entité, s'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité, et il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient. Les comptes des entités contrôlées sont consolidés par intégration globale.

Des entités sous contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :

■ une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité ;

■ une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

L'ensemble des entités sous contrôle conjoint du groupe sont des coentreprises au sens d'IFRS 11.

Des entités sous influence notable : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité « consolidante » mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle. Les titres des entités dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Certaines participations détenues par des assureurs ou des sociétés de capital-développement et sur lesquelles est exercé un contrôle conjoint ou une influence notable sont comptabilisées en juste valeur par résultat.

1.3 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont les suivantes :

1.3.1 Intégration globale

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité « consolidante ».

1.3.2 Mise en équivalence

Il s'agit de substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

1.4 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuels et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

1.5 Date de clôture

Toutes les sociétés du groupe incluses dans le périmètre de consolidation arrêtent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

1.6 Élimination des opérations réciproques

Les comptes réciproques ainsi que les profits ou les pertes résultant de cessions entre les entités du groupe et ayant une incidence significative au niveau des comptes consolidés sont éliminés.

1.7 Conversion des comptes en devises étrangères

Concernant les comptes des entités étrangères exprimés en devises, le bilan est converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture. La différence sur le capital, les réserves et le report à nouveau, qui résulte de l'évolution des cours de change, est inscrite dans les capitaux propres, dans le compte « Réserves de conversion ». Le compte de résultat est converti sur la base du cours moyen de l'exercice, s'agissant d'un proxy acceptable dans un contexte d'absence de fluctuation importante des cours de change sur la période. Les différences de conversion en résultat sont inscrites directement dans le compte « Réserves de conversion ». Cet écart est réintégré en résultat en cas de cession ou de liquidation de tout ou partie de la participation détenue dans l'entité étrangère.

1.8 Écarts d'acquisition

1.8.1 Écarts d'évaluation

À la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs, les passifs, ainsi que les passifs éventuels sont évalués à leur juste valeur. Les écarts d'évaluation correspondant à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur sont comptabilisés.

1.8.2 Écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente selon la norme IFRS 5, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable. L'écart d'acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée et des intérêts minoritaires diminuée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du "goodwill total") ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise ("goodwill partiel"). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en « Variations de valeur des écarts d'acquisition ».

Dans le cas d'une augmentation/diminution du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition/prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition/cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition sont présentés sur une ligne distincte du bilan pour les sociétés intégrées globalement et au sein du poste « participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque les entités sont consolidées selon cette méthode.

Les écarts d'acquisitions n'intègrent pas les coûts directs liés aux acquisitions qui selon IFRS 3R, sont comptabilisés en résultat.

Le groupe procède régulièrement et au moins une fois par an à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition. Ils ont pour objectif de s'assurer que les écarts d'acquisition ne subissent pas une dépréciation. L'écart d'acquisition issu d'un regroupement d'entreprises est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise. La valeur recouvrable d'une UGT ou groupe d'UGT est la valeur la plus élevée entre valeur d'utilité et juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité est évaluée par rapport aux flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle est affecté l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. En pratique, les UGT sont définies par rapport aux lignes métiers selon lesquelles le groupe suit son activité.

Lorsque l'écart d'acquisition concerne une entreprise associée ou une coentreprise, il est inclus dans la valeur comptable de la valeur de mise en équivalence. Dans ce cas, il n'est pas soumis à des tests de dépréciation séparément de la valeur de mise en équivalence. Lorsque la valeur recouvrable de celle-ci (à savoir la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée et n'est pas affectée à un actif en particulier. Toute reprise de cette perte de valeur est comptabilisée dans la mesure où la valeur recouvrable de la mise en équivalence augmente ultérieurement.

2 Principes et méthodes comptables

2.1 Instruments financiers selon IFRS 9

2.1.1 Classement et évaluation des actifs financiers

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments.

2.1.1.1 Prêts, créances, ou titres de dettes acquis

L'actif est classé et évalué :

- au coût amorti, s'il est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique, cf. § ci-dessous « Caractéristiques des flux de trésorerie » (modèle de collecte) ;
- en juste valeur par capitaux propres, si l'instrument est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels et de le vendre en fonction des opportunités, sans pour autant faire du trading, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique impliquant implicitement une forte prédictibilité des flux de trésorerie liés (modèle de collecte et vente)
- en juste valeur par résultat, si :
 - il n'est pas éligible aux deux catégories précédentes (car ne remplissant pas le critère « basique » et/ou géré selon le modèle de gestion « autres »), ou
 - le groupe choisit de le classer comme tel, sur option, à l'initiation et de manière irrévocable. La mise en œuvre de cette option vise à pallier une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié.

Caractéristiques des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI (seulement paiement de principal et d'intérêts) des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité de remboursement anticipé est considérée comme raisonnable, par exemple, si :

- elle est exprimée en pourcentage du principal remboursé et elle est inférieure à 10 % du nominal remboursé ; ou
- elle est déterminée selon une formule visant à compenser l'évolution du taux d'intérêts benchmark entre la date d'octroi du crédit et sa date de remboursement anticipé.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décorrélée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

Selon les cas, l'analyse est qualitative ou quantitative. Le caractère significatif ou non de l'écart s'apprécie pour chaque exercice, et cumulativement sur la durée de vie de l'instrument. L'analyse quantitative tient compte d'un ensemble de scénarios raisonnablement possibles. À cet effet, le groupe a utilisé des courbes de taux remontant à l'an 2000.

Par ailleurs, une analyse spécifique est réalisée dans le cas des titrisations dans la mesure où existe un ordre de priorité de paiement entre les porteurs et des concentrations de risques de crédit sous forme de tranches. Dans ce cas, l'analyse nécessite d'examiner les caractéristiques contractuelles des tranches dans lesquelles le groupe a investi et des instruments financiers sous-jacents, ainsi que le risque de crédit des tranches relativement au risque de crédit des instruments financiers sous-jacents.

À noter que :

- les actifs financiers considérés comme non-basiques sont enregistrés en juste valeur par résultat,
- les parts d'OPCVM et d'OPCI ne sont pas des instruments basiques et sont également classées en juste valeur par résultat.

Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits qui peuvent être observés, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais est fondé sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et peut être remis en cause en cas de changement de modèle (cas exceptionnels).

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- la manière dont est reportée la performance de l'activité aux décisionnaires ;
- le mode de rémunération des gestionnaires ;

- la fréquence, calendrier et volumes des ventes des périodes précédentes ;
- les raisons des ventes ;
- les prévisions de ventes futures ;
- la manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- en lien avec une augmentation du risque de crédit ;
- proches de la maturité et que le produit de ces ventes correspond approximativement aux flux de trésorerie contractuels qu'il reste à percevoir ;
- exceptionnelles (par exemple, liées à un stress de liquidité).

Des cessions fréquentes (et d'une valeur unitaire non importante) ou peu fréquentes (même si elles sont d'une valeur unitaire significative) sont compatibles avec le modèle de collecte des flux de trésorerie.

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas par cas afin de démontrer le caractère « non fréquent » de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité du portefeuille titres, par exemple 2 % des cessions annuelles sur encours du portefeuille ayant une maturité moyenne de huit ans. (le groupe ne cède pas ses crédits comptabilisés dans un modèle de gestion collective).

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers, qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

Il gère également des actifs financiers sur la base d'un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs, et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction.

Au sein du groupe, le modèle de collecte des flux contractuels et ventes s'applique essentiellement aux activités de gestion de trésorerie pour compte propre et de gestion du portefeuille de liquidité.

Enfin, les actifs financiers détenus à des fins de transaction regroupent les titres acquis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance, ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres gérés globalement, pour lequel il existe un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme.

Actifs financiers au coût amorti

Ils incluent principalement :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit ;
- les autres prêts aux établissements de crédits, ainsi que ceux à la clientèle (consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués), non comptabilisés en juste valeur par résultat ;
- une partie des titres détenus par le groupe.

Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, qui est généralement le montant net décaissé. Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Les actifs sont évalués lors des arrêts suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie estimée de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Il intègre les flux de trésorerie estimés sans tenir compte des pertes sur crédit futures et inclut les commissions payées ou reçues dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Pour les titres, le coût amorti intègre l'amortissement des primes et décotes, ainsi que les frais d'acquisition, s'ils sont significatifs. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées, ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité bancaire européenne, le groupe l'a intégrée dans les systèmes d'information afin que les définitions comptable et prudentielle soient harmonisées.

La juste valeur des actifs au coût amorti est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêt : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Prêts garantis par l'État (PGE)

Le groupe s'est engagé dans le dispositif gouvernemental de soutien à l'économie lié à la crise Covid-19. Celui-ci a été renforcé en avril 2022, dans le contexte du conflit en Ukraine.

Le groupe a proposé :

- jusqu'au 30 juin 2022 des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour soutenir la trésorerie de ses clients entreprises et professionnels, et
- jusqu'au 31 décembre 2023, des PGE Résilience pour les clients qui n'auraient pas souscrit de PGE à partir de mars 2020 ou qui n'auraient pas saturé le plafond de leur 1er PGE.

Les PGE représentent des prêts in fine d'une durée de 12 mois, qui comportent une clause de différé d'amortissement sur une période d'un à cinq ans. En date de souscription, le taux d'intérêt du PGE s'établissait à 0%, augmenté du coût de la garantie d'Etat fixé entre 0,25% et 0,50 % (et refacturé au client via une commission).

A l'issue des 12 premiers mois, le bénéficiaire du PGE a eu la possibilité de fixer une nouvelle durée au PGE (limitée à 6 ans au total) et ses modalités d'amortissement. Conformément aux annonces gouvernementales du 14 janvier 2021, il a pu obtenir un « report d'un an supplémentaire » pour commencer à rembourser le capital.

Le Groupe Crédit Mutuel a estimé que cette mesure de différé d'amortissement s'inscrit dans le cadre légal du PGE (i.e. aménagement de l'échéancier contractuel, avec une 1ère échéance de remboursement annuelle). Ce « report » ne représente pas, pris isolément, un indicateur de dégradation du risque de crédit ou du probable défaut de l'emprunteur (i.e. « unlikely to pay »).

Détenus dans un objectif de collecte des flux de trésorerie et respectant le critère du prêt basique, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En date de comptabilisation initiale, ils ont été comptabilisés à leur valeur nominale, celle-ci étant représentative de la juste valeur.

En date d'anniversaire de souscription, les PGE ont fait l'objet d'un différé d'amortissement. La révision des flux liée à la prise en compte des commissions de garantie sur la durée d'amortissement a été comptabilisée comme un ajustement de la valeur comptable des PGE, avec un impact positif et immédiat en résultat. Cet impact est non significatif en date d'arrêt.

Au 31 décembre 2025, les prêts garantis par l'Etat émis par le groupe s'élèvent à 3,3 milliards d'euros, garantis à hauteur de 3,0 milliards d'euros. Les encours déclassés en statut 3 s'élèvent à 1,3 milliard d'euros.

L'évaluation des pertes de crédit attendues de ces prêts tient compte de l'effet de la garantie d'Etat (mise en œuvre par la Banque Publique d'Investissement), à hauteur de 70 % à 90 % du capital et des intérêts restant dû. Au 31 décembre 2025, la dépréciation s'élève à 0,2 milliard d'euros.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour Crédit Mutuel Alliance Fédérale, cette catégorie n'inclut que des titres. Ils sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition augmentée des coûts de transaction, en date de règlement et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés », hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation (cf. § 2.1.7 « Décomptabilisation des actifs et passifs financiers » et 2.1.8 « Évaluation du risque de crédit »).

Les revenus courus ou acquis sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ils sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession (cf. § 2.1.7 « Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les revenus perçus ou courus des instruments financiers à la juste valeur par résultat sont enregistrés au compte de résultat en produits ou charges d'intérêts.

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat.

2.1.1.2 Instruments de capitaux propres acquis

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) sont classés :

- en juste valeur par résultat ; ou
- sur option, en juste valeur par capitaux propres non recyclables, lors de la comptabilisation initiale, de manière irrévocable, dès lors qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actions et autres instruments de capitaux propres sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur augmentée des frais de transaction au moment de leur acquisition, et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés ». Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont jamais constatés en compte de résultat, y compris en cas de cession (cf. § 2.1.7 « Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Seuls les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés de manière identique aux instruments de dettes à la juste valeur par résultat.

2.1.2 Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

2.1.2.1 Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

- ceux encourus à des fins de transaction, incluant par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture ; et
- les passifs financiers non dérivés que le groupe a classé dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur). Cela inclut :
 - les instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
 - les instruments présentant, sans application de l'option juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
 - les instruments appartenant à un groupe d'instruments financiers évalués et gérés en juste valeur.

La comptabilisation des variations de juste valeur, résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur par résultat sur option, est constatée en gains ou pertes latents ou différés dans les capitaux propres non recyclables. Le groupe est marginalement concerné par la problématique du risque de crédit propre.

2.1.2.2 Passifs financiers au coût amorti

Ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés. Cela concerne les dettes envers la clientèle et les établissements de crédit, les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, non classées en juste valeur par résultat sur option.

Les dettes subordonnées sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les titres seniors non préférés créés par la loi Sapin 2 sont classés parmi les dettes représentées par un titre.

Ces passifs sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur entrée dans le bilan, puis sont valorisés, lors des arrêts suivants, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les titres émis, la juste valeur initiale est leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Contrats d'épargne réglementée

Parmi les passifs au coût amorti figurent les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) qui sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

2.1.3 Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou si il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité « consolidante » du groupe Crédit Mutuel, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.

2.1.4 Opérations en devises

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle sont convertis au taux de change à la date de clôture.

2.1.4.1 Actifs ou passifs financiers monétaires

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat ».

2.1.4.2 Actifs ou passifs financiers non monétaires évalués à la juste valeur

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat » si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les plus ou moins-values latentes ou différées lorsqu'il s'agit d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

2.1.5 Dérivés et comptabilité de couverture

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le groupe a choisi de conserver les dispositions d'IAS 39. Des informations complémentaires en annexe ou dans le rapport de gestion sont incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

En outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union européenne, continuent de s'appliquer.

Les instruments financiers dérivés sont des instruments qui présentent les trois caractéristiques suivantes :

- leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, matières premières, notations de crédit, etc.) ;
- ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul ;
- leur règlement intervient à une date future.

Le groupe Crédit Mutuel traite des instruments dérivés simples (swaps, options vanilles), principalement de taux et classés essentiellement en niveau 2 de la hiérarchie de valeur.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

2.1.5.1 Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée, afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit, associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers, lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers, lorsqu'elle est négative.

2.1.5.2 Classification des dérivés et comptabilité de couverture

Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories « actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat », même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé ;
- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat ;
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Sous IFRS 9, seuls les dérivés incorporés à des passifs financiers peuvent être comptabilisés séparément du contrat hôte.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Comptabilités de couverture

Risques couverts

Le groupe ne couvre comptablement que le risque de taux, via la micro-couverture ou plus largement par le biais de la macro-couverture.

La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encourt une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou à plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, à l'aide de dérivés.

La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux.

La gestion globale du risque de taux est décrite dans le rapport de gestion, tout comme les autres risques (change, crédit...) qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction.

La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps. Elle vise généralement à transformer un instrument à taux fixe en instrument à taux variable.

Trois formes de relation de couverture sont possibles. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

- la couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers ;
- la couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements futurs ou de transactions futures ;
- la couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. En particulier :

- l'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture ;
- la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture ;
- l'efficacité de cette couverture doit être démontrée, lors de la mise en place de la relation de couverture, puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêté. Le rapport, entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert, doit se situer dans un intervalle de 80 % à 125 %.

Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat » symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle

s'applique également, si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou, s'il s'agit d'un instrument de dettes classé en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ». Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture. Elle peut résulter de :

- la composante « risque de contrepartie » intégrée dans la valeur des dérivés ;
- la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture. En effet, les swaps sont valorisés avec une courbe OIS s'ils sont « collatéralisés » ou avec une courbe BOR dans le cas inverse. Les éléments couverts sont valorisés avec une courbe BOR.

La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en « actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat » et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur.

Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Dérivés de macro-couverture

Le groupe utilise les possibilités offertes par la Commission européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union européenne à la norme IAS 39 (carve-out) permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'efficacité de la relation de couverture est vérifiée à travers :

- un test d'absence de sur-couverture : le groupe s'assure que prospectivement et rétrospectivement, l'échéancier des éléments couverts est supérieur aux dérivés de couverture ;
- un test de non disparition de l'élément couvert qui consiste à s'assurer que la position maximale couverte historiquement est inférieure au nominal du portefeuille couvert à la date d'arrêt pour chaque bande de maturité future et chaque génération de taux ;
- un test quantitatif : un test quantitatif destiné à s'assurer rétrospectivement que les variations de juste valeur de l'instrument synthétique modélisé compensent les variations de juste valeur des instruments de couverture.

Les sources d'inefficacité liées à la macro-couverture résultent des décalages des courbes utilisées pour modéliser les portefeuilles couverts et les dérivés de couverture, et des éventuels décalages de tombées d'intérêts de ces éléments.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » par la contrepartie du compte de résultat.

Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur, par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres, au titre de la réévaluation du dérivé de couverture, sont maintenus en capitaux propres, jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou, lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

2.1.6 Garanties financières et engagements de financement

Un contrat est qualifié de garantie financière s'il impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt, en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Ces contrats peuvent être qualifiés de contrats d'assurance s'ils transfèrent un risque d'assurance significatif. Dans ce cas, ils entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 17 (cf. note 2.2.2).

S'ils prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés, entrant dans le champ d'application d'IFRS 9.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9, ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions, conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

2.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le groupe « décomptabilise » tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent (cas des renégociations commerciales), ou lorsque le groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Lors de la « décomptabilisation » d'un :

- actif ou passif financier au coût amorti ou à la juste valeur par résultat, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif ou passif et la valeur de la contrepartie reçue/versée ;
- instrument de dettes à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat, ainsi que les plus et moins-values de cession ;
- instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ainsi que les plus et moins-values de cession sont constatées en réserves consolidées sans transiter par le compte de résultat.

Le groupe « décomptabilise » un passif financier lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration. Un passif financier peut également être « décomptabilisé » en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

2.1.8 Évaluation du risque de crédit

Le modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 est fondé sur une approche « pertes attendues » tandis que celui d'IAS 39 repose sur un modèle de pertes de crédit avérées, impliquant une comptabilisation jugée trop tardive et trop faible des pertes de crédit au moment de la crise financière.

Dans ce modèle IFRS 9, les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Ainsi, ce modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'applique à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, ainsi qu'aux engagements de financement et aux garanties financières. Ces encours sont répartis en 3 catégories :

- statut 1 – encours sains non dégradés : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'est constatée depuis la comptabilisation initiale ;
- statut 2 – encours sains dégradés : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale ; et
- statut 3 – encours douteux : catégorie regroupant les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt.

Pour les statuts 1 et 2, la base de calcul des produits d'intérêt est la valeur brute de l'actif avant dépréciation tandis que pour le statut 3, il s'agit de la valeur nette après dépréciation.

2.1.8.1 Gouvernance

Les modèles pour l'affectation dans les compartiments, les scénarios prospectifs et les méthodologies de calcul des paramètres constituent le socle méthodologique des calculs de dépréciation. Ils sont validés au plus haut niveau du groupe et ont vocation à être appliqués dans l'ensemble des entités en fonction des portefeuilles concernés. L'ensemble du socle méthodologique puis toute modification de méthodologie, de pondération des scénarios ou de calcul des paramètres ainsi que le calcul des provisions devront faire l'objet d'une validation par les instances dirigeantes du groupe Crédit Mutuel.

Les instances dirigeantes se composent des organes de surveillance et exécutifs tels que définis par l'article 10 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Compte tenu des spécificités de l'organisation non centralisée du groupe Crédit Mutuel, les organes de surveillance et de direction se répartissent en deux niveaux : le national et le régional.

Le principe de subsidiarité, en vigueur au sein du groupe Crédit Mutuel, préside à la répartition des rôles entre le national et le régional, tant en mode projet que pour le fonctionnement en mode pérenne du dispositif de calcul de la dépréciation des actifs.

Au niveau national, le GT Bâle 3 approuve les procédures, les modèles et les méthodologies nationales à appliquer par les groupes régionaux. Toute évolution de calibrage des scénarios ou des paramètres utilisés dans le modèle de provisionnement IFRS 9 fait l'objet d'une validation par cette instance.

Au niveau régional, les groupes régionaux ont en charge le calcul de leurs provisions IFRS 9 au sein de leurs entités, sous la responsabilité et le contrôle de leurs organes exécutifs et de surveillance respectifs.

2.1.8.2 Définition de la frontière entre les statuts 1 et 2

Le groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours :

- les portefeuilles LDP (Low Default Portfolio, portefeuille à faible nombre de défaut pour lequel le modèle de notation repose sur une évaluation d'expert) : Grands comptes, Banques, Collectivités locales, Souverains, Financements spécialisés. Ces portefeuilles sont composés de produits tels que les crédits de fonctionnement, crédits de fonctionnement court terme, comptes courants... ;
- les portefeuilles HDP (High Default Portfolio, portefeuille qui présente un nombre de défaut suffisant pour établir un modèle de notation statistique) : Corporate de masse, Retail. Ces portefeuilles sont composés entre autres des produits prêts à l'habitat, crédit à la consommation, revolving, comptes courants...

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de statut 1 à statut 2, s'apprécie en :

- tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables ; et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, le système de notation des contreparties étant commun à l'ensemble du groupe. L'ensemble des contreparties du groupe éligibles aux approches internes, sont notées par le système. Celui-ci se fonde sur :

- des algorithmes statistiques ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP) ; ou
- des grilles de cotation élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au statut 3, le transfert d'un contrat d'un client en statut 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble de ses encours ou de ceux de ses parties liées (absence de contagion).

À noter que le groupe remet immédiatement en statut 1, toute exposition saine qui ne remplirait plus les critères d'entrée en statut 2 (tant qualitatifs que quantitatifs).

Le groupe a démontré qu'une corrélation importante existe entre les probabilités de défaut à 12 mois et à terminaison, ce qui lui permet d'utiliser le risque de crédit à 12 mois, comme une approximation raisonnable de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale ainsi que le permet la norme.

Critères quantitatifs

Sur les portefeuilles LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêt. Ainsi, plus la cotation à l'octroi est risquée, plus la tolérance relative du groupe face à une dégradation significative du risque est faible.

Sur les portefeuilles HDP, au 31 décembre 2024, le groupe est engagé dans l'adaptation des critères d'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit, en lien avec les recommandations émises par l'Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne.

Selon ces nouveaux critères le groupe a opté pour la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en Statut 1 des encours présentant un risque faible en date d'arrêt. dès lors que les trois conditions suivantes sont respectées :

- l'actif financier présente un risque de défaut faible ;
- l'emprunteur démontre une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à verser à court terme ;
- cette capacité qu'a l'emprunteur de remplir ses obligations contractuelles à court terme n'est pas nécessairement diminuée du fait de changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement lorsque la probabilité de défaut de l'instrument a été multipliée par au moins trois depuis l'origination.

Enfin, la formule de la courbe frontière, qui met en rapport la probabilité de défaut à l'octroi et la probabilité de défaut à la date d'arrêt a été revue afin de mieux refléter la dimension prospective au sein des portefeuilles HDP.

Critères qualitatifs

Le groupe associe à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés...

Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés « prudentiellement » en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

2.1.8.3 Statuts 1 et 2 – calcul des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours actualisé au taux du contrat par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage. La probabilité de défaut à un an est utilisée pour le statut 1 et la courbe de probabilité à terminaison (1 à 10 ans) pour le statut 2.

Ces paramètres reposent sur un socle commun aux modèles prudentiels, les formules étant adaptées aux besoins IFRS 9. Ils sont utilisés tant pour l'affectation aux statuts que pour le calcul des pertes attendues.

Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les modèles homologués en méthode IRB-A ;
 - les portefeuilles à faible taux de défaut, sur une échelle de probabilité de défaut externe établie ;
- sur une profondeur d'historique remontant à 1981.

Pertes en cas défaut

Elles reposent pour :

- les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêts des contrats, segmentés par type de produits et par type de garanties ;
- les portefeuilles à faible taux de défaut, sur des niveaux forfaitaires (60 % sur les souverains et 40 % sur le reste).

Facteurs de conversion

Pour tous les produits, y compris les crédits revolving, ils servent à convertir les encours hors-bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

Dimension prospective

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective. L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques. Cette dimension prospective est déterminée au niveau groupe et est prise en compte à travers la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration de note interne (ou paramètre de risque).

Pour les portefeuilles à fort taux de défaut, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarios (optimiste, central, pessimiste), qui sont pondérés en fonction de la vision du groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans (validation par les directeurs généraux des différents groupes régionaux et du Groupe Crédit Mutuel).

Ces scénarios sont élaborés par les économistes du groupe, en tenant compte des données macroéconomiques (PIB, taux de chômage, taux d'inflation, taux d'intérêt court terme et long terme, ...) publiées par les institutions (FMI, Banque mondiale, BCE, OCDE).

Le poids à attribuer au scénario servant au calcul des pertes de crédit attendues est fixé à minima à 50 % pour le scénario central et le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon l'évolution du cycle économique anticipée par les économistes du Groupe. Les pondérations sont actualisées à minima semestriellement.

Toutefois, l'approche prospective intégrée au modèle de pertes de crédit attendues pourrait être ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- récents, au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêt des comptes ;
- non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires qui affecteront avec certitude et de façon significative les paramètres de risque, sans précédent dans la chronique historique et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

Des ajustements post-modèles peuvent être considérés pour prendre en compte les conséquences d'incidents climatiques sur les pertes attendues ou les perspectives de dégradation de certains secteurs économiques.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'incorporation des informations prospectives est appliquée sur les modèles grands comptes et banques, et non sur les modèles collectivités, souverains et financements spécialisés.

Les effets des ajustements sont décrits ci-avant dans le paragraphe sur le risque de crédit.

2.1.8.4 Statut 3 – Encours douteux

En Statut 3, une dépréciation est constatée, dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation, résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts – susceptibles de générer une perte. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif d'origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

Le Groupe Crédit Mutuel applique la nouvelle définition du défaut prudentiel conformément aux lignes directrices de l'ABE, et aux normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables, dont les principaux éléments sont les suivants :

- l'analyse du défaut s'effectue dorénavant en traitement quotidien au niveau de l'emprunteur et non plus au niveau du contrat ;
- le nombre de jours de retards s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun
- Le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs. Le décompte du nombre de jours est lancé au franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (100 euros Retail, 500 euros Corporate) et relatif (plus de 1 % des engagements bilan en retard). Le compteur est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale a déployé cette nouvelle définition du défaut sur les entités IRB selon l'approche en deux étapes proposée (two-step approach) par l'ABE :

- étape 1 – Elle consiste à présenter une auto-évaluation et une demande d'autorisation auprès du superviseur. L'autorisation de mise en œuvre a été obtenue par le groupe en octobre 2019 ;
- étape 2 – Elle consiste à implémenter dans les systèmes la nouvelle définition du défaut, puis à « recalibrer » le cas échéant les modèles après une période d'observation de 12 mois des nouveaux défauts.

Le groupe estime que cette nouvelle définition du défaut telle que requise par l'ABE est représentative d'une preuve objective de dépréciation au sens comptable. Le groupe a ainsi aligné les définitions de défaut comptable (Statut 3) et prudentiel. Cette évolution constitue un changement d'estimation, dont l'impact non significatif est comptabilisé en résultat au cours de l'exercice du changement.

2.1.8.5 Actifs financiers dépréciés dès l'origine

Il s'agit de contrats dont la contrepartie est en douteux en date de comptabilisation initiale ou d'acquisition. Si l'emprunteur est en douteux en date d'arrêt, ils sont classés en Statut 3 ; sinon ils sont classés parmi les encours sains, identifiés dans une catégorie « actifs dépréciés dès l'origine » et font l'objet d'un provisionnement selon la même méthode que les expositions en Statut 2, à savoir une perte attendue sur la durée de vie résiduelle du contrat.

2.1.8.6 Comptabilisation

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque de contrepartie. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque de contrepartie, pour la partie relative à la variation du risque et, en marge d'intérêts, pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif, pour les prêts et créances et la provision est positionnée au passif dans le poste « provisions », pour les engagements de financement et de garantie (cf. 2.1.6 « Garanties financières et engagements de financement » et 2.3.2 « Provisions »). Pour les actifs en juste valeur par capitaux propres, la dépréciation constatée en coût du risque trouve sa contrepartie en « Gains ou pertes latents ou différés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.1.9 Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées, et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou non.

2.1.9.1 Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés, car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif, si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché, dans des conditions de concurrence normale.

2.1.9.2 Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le groupe utilise des données non observables, mark-to-model.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

2.1.9.3 Hiérarchie de juste valeur

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; Sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins trois contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé ;
- niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté ;
- niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non *via* les entités de capital-risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables. L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau de la donnée d'entrée qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

2.2 Activités d'assurance

2.2.1 Placements financiers des activités d'assurance

Les placements financiers des activités d'assurance, autres que les immeubles de placement, sont évalués selon la norme IFRS 9. Pour plus de détails, cf. 2.1 Instruments financiers selon IFRS 9.

Les immeubles de placement sous-jacents à des contrats d'assurance sont évalués à la juste valeur par résultat selon la norme IAS 40.

2.2.2 Contrats d'assurance et de réassurance

La norme IFRS 17 définit les règles de reconnaissance, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application :

- évaluation des contrats d'assurance au bilan : leur valeur est mise à jour à chaque arrêté, sur la base d'une réestimation des flux futurs de trésorerie rattachés à leur exécution. Cette réestimation tient compte des données de marché au titre des éléments financiers et des comportements des assurés ;
- reconnaissance de la marge : la reconnaissance en résultat de la marge future des contrats d'assurance est étalée sur la durée de la prestation d'assurance ; et
- présentation du compte de résultat : les frais généraux rattachables à l'exécution des contrats d'assurance sont présentés en diminution du produit net bancaire parmi les Charges de services d'assurance et n'affectent donc pas le total des frais généraux à la face du compte de résultat consolidé.

Le groupe a retenu l'approche Year To Date (YTD) pour évaluer les différentes composantes des modèles comptables sous IFRS 17.

Ce choix de méthode comptable est appliqué à tous les contrats d'assurance émis et contrats de réassurance détenus, elle implique de ne pas tenir compte des estimations précédemment effectuées dans ses états financiers intermédiaires.

Champ d'application

IFRS 17 s'applique aux contrats d'assurance émis, aux contrats de réassurance émis et détenus et aux contrats d'investissement à participation discrétionnaire émis.

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel l'émetteur prend en charge un risque d'assurance significatif pour le titulaire de police en convenant d'indemniser le titulaire de la police si l'événement assuré, qui est futur et incertain, affecte de manière défavorable le titulaire.

Regroupement de contrats

La norme impose d'identifier les portefeuilles de contrats d'assurance, c'est-à-dire les contrats soumis à des risques similaires et gérés ensemble. Chaque portefeuille des contrats d'assurance émis est ensuite divisé en trois niveaux de profitabilité :

- les contrats déficitaires dès leur comptabilisation initiale ;
- les contrats qui n'ont pas, lors de leur comptabilisation initiale, de possibilité significative de devenir déficitaire ;
- et les autres contrats du portefeuille.

Le niveau de profitabilité d'un groupe de contrat doit être uniforme parmi les contrats inclus dans ce groupe.

Par ailleurs, IFRS 17 telle que publiée par l'IASB introduit le principe de cohortes annuelles interdisant d'inclure dans le même groupe les contrats émis à plus d'un an d'intervalle.

Néanmoins, la norme telle qu'adoptée par l'Union européenne prévoit une exception optionnelle de l'application de cette règle pour les groupes de contrats d'assurance avec éléments de participation directe et les groupes de contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire dont les flux de trésorerie ont une incidence sur les flux de trésorerie destinés aux assurés d'autres contrats, ou subissent l'incidence de tels flux.

Le GACM applique cette exception européenne aux groupes de contrats éligibles. Les différents niveaux d'agrégation retenus par le GACM sont les suivants :

Définition des portefeuilles de contrats

Les contrats du modèle général et du modèle simplifié sont regroupés par familles homogènes de produits, sans distinction par garanties ou par entité juridique au sein d'une même zone géographique. Les contrats du modèle VFA sont regroupés en fonction du portefeuille d'actif auquel ils sont adossés.

Signature de profitabilité et définition des groupes de contrats

Compte tenu de la maille retenue par le GACM pour les portefeuilles de contrats, il s'avère que les portefeuilles de contrats présentent un niveau de profitabilité homogènes par génération de souscription. Par conséquent, un portefeuille de contrats évalué selon le modèle général ou le modèle simplifié sera subdivisé en un seul groupe par année de souscription.

Pour les contrats du modèle VFA, le groupe de contrat correspond au portefeuille de contrat, en application de l'exception européenne appliquée. Le niveau de regroupement des contrats IFRS 17 définit le niveau de regroupement des contrats à utiliser pour évaluer les passifs des contrats d'assurance et leur profitabilité.

Modèles d'évaluation

Modèle Général d'évaluation des contrats d'assurance (Approche Building Blocks Approach)

Les contrats doivent être évalués par défaut selon un modèle d'évaluation général comme la somme des éléments suivants :

- les flux de trésorerie d'exécution :
 - les estimations des flux de trésorerie futurs pondérés par leur probabilité de réalisation,
 - un ajustement pour refléter la valeur temps de l'argent (c'est-à-dire en actualisant ces flux de trésorerie futurs),
 - un ajustement pour le risque non financier ;
- la marge sur services contractuels (Contractual Service Margin, ou CSM).

Les flux de trésorerie inclus dans la frontière des contrats sont principalement constitués des primes, prestations et frais directement rattachables. Pour les contrats d'épargne, cela inclut notamment les versements libres ainsi que la phase de rente en service lorsque les contrats prévoient une sortie en rente obligatoire.

La marge de services contractuels représente le bénéfice non acquis pour un groupe de contrats d'assurance, c'est-à-dire la valeur actuelle des bénéfices futurs. Elle est amortie en produits des contrats d'assurance sur la période de couverture des contrats, au fur et à mesure que l'entité d'assurance fournit des services aux assurés selon des unités de couverture.

Le modèle général requiert de procéder à un ajustement de la marge sur services contractuels à chaque clôture du fait des variations de flux de trésorerie générés par les changements dans les hypothèses techniques (mortalité, morbidité, longévité, rachats, frais, versements futurs...).

Compte tenu de la diversité des contrats d'assurance, la détermination des unités de couverture nécessite de faire preuve de jugement en considérant à la fois le niveau de couverture défini dans le contrat (par exemple, le capital en cas de décès pour un contrat emprunteur) et la durée attendue de couverture du contrat.

La CSM d'un groupe de contrats ne peut pas être négative, tout montant négatif des flux de trésorerie d'exécution en début ou en cours de contrat est immédiatement constaté en résultat.

Taux d'actualisation

IFRS 17 impose l'utilisation de courbes de taux d'actualisation reflétant la valeur temps de l'argent, ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie et de liquidité des contrats d'assurance. Pour déterminer le taux d'actualisation, le groupe applique l'approche ascendante (ou bottom-up). Cette méthodologie consiste à sommer une composante sans risque liquide, fondée sur des taux swaps, et un ajustement pour tenir compte des caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance.

Le groupe utilise la courbe de taux EIOPA et retient les principes relatifs à l'extrapolation de la courbe des taux sans risque dans le cadre de la révision de la directive Solvabilité II (orientation générale du Conseil de l'Union européenne) car ces derniers apportent davantage de cohérence et de consistance au regard des marchés financiers.

La prime d'illiquidité est établie à partir de la composition du portefeuille d'actifs détenus par le groupe, ainsi que d'indices de rendement de marché. Elle intègre les actifs obligataires cotés et non-obligataires.

- Pour les actifs obligataires, la prime d'illiquidité est évaluée en comparant les spreads du portefeuille au rendement implicite du risque de crédit (rémunération du risque de défaut et de dégradation de la notation).
 - Pour les classes non obligataires, la prime d'illiquidité représente le sur-rendement attendu net de risques de marché. Les classes d'actifs concernées sont l'immobilier, le private equity, les fonds de dettes et la gestion alternative.
- La prime d'illiquidité est ensuite ajustée d'un coefficient d'application afin de tenir compte des différences de caractéristiques des passifs.

Ajustement pour risque non financier et niveau de confiance

L'ajustement pour le risque non financier doit refléter la rémunération requise par le groupe pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie qui est engendrée par le risque non financier lorsque le groupe exécute des contrats d'assurance.

Il a été décidé de calculer l'ajustement pour risque avec une approche quantile utilisant la Value at Risk (« VaR ») pour l'ensemble des risques. Le groupe considère qu'un quantile de 80 % représente un niveau de prudence adéquat pour les provisions techniques sous-jacentes.

L'estimation de l'ajustement au titre du risque non financier tient compte de l'effet diversification des risques. Ce modèle général s'appliquera par défaut à tous les contrats d'assurance.

La valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance est réévaluée à la fin de chaque période ultérieure. Elle est alors égale à la somme des deux montants suivants :

- le passif au titre de la couverture restante, qui regroupe la valeur des flux d'exécution réestimés à cette date (valeur actualisée des primes à recevoir et des charges de prestations à venir sur la période de couverture restante) et la marge sur services contractuels réactualisée à cette même date comme décrit ci-dessus ;
- le passif au titre des sinistres survenus, pour un montant égal à la valeur actualisée des flux estimés de trésorerie nécessaires au règlement des demandes d'indemnisation valides sur les sinistres qui se sont déjà produits.

À cette même date d'arrêt, le montant de la marge sur services contractuels est réactualisé pour tenir compte notamment :

- de l'effet des nouveaux contrats ajoutés au groupe de contrats ;
- des intérêts capitalisés au taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur initiale de la marge ;
- de la réestimation des flux de trésorerie d'exécution par les changements dans les hypothèses techniques (valeur actualisée des primes à recevoir et des charges de prestations à venir sur la période de couverture restante, hors estimations des charges à régler sur sinistres déjà survenus qui font l'objet d'une évaluation séparée).

Néanmoins, si le montant négatif lié aux changements de flux de trésorerie futurs actualisés s'avère être supérieur au montant de marge restante, l'excédent négatif est alors immédiatement comptabilisé en résultat. La marge est également capitalisée selon le taux figé à l'origine du contrat.

L'effet de désactualisation du passif lié au passage du temps est enregistré en « Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis » ainsi que celui lié au changement de taux d'actualisation. Ce dernier peut toutefois être constaté sur option en capitaux propres.

Le groupe applique l'option de neutralisation des effets de taux d'actualisation en capitaux propres pour les portefeuilles de contrats d'assurance évalués sous le modèle général.

Le groupe applique le modèle général d'évaluation aux contrats d'assurances de personnes à déroulement long ou de prévoyance (notamment les contrats des emprunteurs immobiliers, les contrats obsèques et les contrats de dépendance).

Les unités de couvertures retenues sont calibrées sur le capital assuré, donc sans référence au coût pour l'assureur.

Modèle des honoraires variables (Approche Variable Fee Approach)

La norme IFRS 17 prévoit, pour les contrats participatifs directs, une adaptation du modèle général. Ce modèle adapté, dit des « honoraires variables » (Variable Fee Approach), permet de refléter dans l'évaluation du passif d'assurance l'obligation de reverser aux assurés une part substantielle du rendement des actifs sous-jacents net des charges sur contrats (les variations de valeur des actifs sous-jacents revenant aux assurés étant neutralisées dans la marge sur services contractuels).

Les contrats d'assurance avec participation directe sont des contrats d'assurance qui, en substance, constituent des contrats pour des services liés à l'investissement, dans lesquels l'entité promet un rendement en fonction d'éléments sous-jacents. Ils sont donc définis comme des contrats d'assurance dans le cas desquels :

- les modalités contractuelles précisent que le titulaire a droit à une part d'un portefeuille d'éléments sous-jacents clairement défini ;
- l'entité s'attend à verser au titulaire une somme correspondant à une part substantielle du rendement obtenu sur la juste valeur des éléments sous-jacents ;
- l'entité s'attend à ce que toute variation des sommes à verser au titulaire soit attribuable, dans une proportion substantielle, à la variation de la juste valeur des éléments sous-jacents.

L'appréciation de l'éligibilité du contrat à la VFA sur la base de ces critères se fait à l'origine du contrat et n'est plus revue par la suite, sauf en cas de modification substantielle du contrat.

Les principales adaptations par rapport au Modèle Général concernent :

- la part de la variation de juste valeur des investissements sous-jacents qui revient à l'assureur. À chaque date d'arrêt, elle est intégrée à la marge sur services contractuels afin d'être reconnue en résultat de manière étalée sur la durée résiduelle de couverture prévue des contrats ;
- les intérêts sur la marge sur services contractuels dont les variations sont implicitement incluses dans la révision périodique de la marge sur services contractuels.

Le résultat de ces contrats est donc essentiellement représenté par le relâchement des flux d'exécution et par l'amortissement de la marge sur services contractuels. En effet, lorsque les éléments sous-jacents adossent parfaitement les passifs et sont évalués en valeur de marché par résultat, le résultat financier de ces contrats est nul. Dans le cas de non-concordance comptable entre les actifs sous-jacents et le passif d'assurance, l'option de classement en capitaux propres de l'effet des variations du passif liées à ces actifs est applicable.

Le groupe applique le modèle VFA à la totalité des produits Vie du groupe (à la fois aux contrats du fonds général et aux contrats en unités de compte). La maille de modélisation retenue est le portefeuille d'actifs sous-jacent aux contrats considérés.

Les unités de couvertures retenues sont les provisions mathématiques des contrats. Sur la base de ce driver, le groupe a dû appliquer un coefficient correcteur pour amortir la CSM en résultat et neutraliser le biais induit par l'effet dit bow wave associé à la modélisation stochastique en environnement risque neutre. Après application de l'unité de couverture corrigée, le montant de CSM qui est amorti en résultat à chaque période tient compte de l'environnement dit « monde réel », et reflète le service rendu aux assurés sur la période considérée.

Approche simplifiée (Approche Premium Allocation Approach)

La norme permet également, sous conditions, d'appliquer une approche simplifiée dite « approche de répartition des primes » (Premium allocation Approach) à des contrats d'une durée inférieure ou égale à 12 mois ou si l'application de l'approche simplifiée donne un résultat proche du Modèle Général.

Pour les contrats profitables, le passif relatif à la période résiduelle de couverture correspond au montant de primes reçues initialement diminué des frais d'acquisition et des montants déjà reconnus en résultat avant la date de clôture. Les contrats onéreux et le passif pour les sinistres survenus sont évalués selon le modèle général. Les passifs pour les sinistres survenus sont actualisés si le règlement attendu des sinistres a lieu au-delà d'un an à compter de la connaissance de la survenance. Dans ce cas, l'option de classement en capitaux propres de l'effet des variations de taux d'actualisation est également applicable.

À chaque clôture, l'ajustement des passifs au titre de la couverture restante et des sinistres survenus est enregistré en résultat.

L'approche simplifiée est appliquée par le groupe à la totalité des produits d'assurances-dommages ou de biens, dans une moindre mesure à certains produits de Santé et de Prévoyance individuelles et collectives.

Principales options normatives retenues par le groupe

Unité de couverture des groupes de contrats d'assurance

La norme IFRS 17 définit la notion d'unité de couverture comme une unité qui représente le « volume de services [...] fourni par les contrats ». Elle précise que le « volume de services » recouvre deux aspects : le « volume de prestations fourni » et la « période de couverture prévue ».

Pour chaque groupe de contrat, le groupe a déterminé une unité de couverture pour répartir la marge sur services contractuels (CSM) sur les différentes périodes de couverture prévues, en reflétant le volume des prestations fournies sur ces différentes périodes.

Pour les contrats vie et épargne retraite, l'unité de couverture utilisée pour l'amortissement de la CSM correspond à la provision mathématique rattachée à chaque contrat, ajustée pour tenir compte de l'impact du rendement réel des placements sous-jacents par rapport à la projection actuarielle en risque neutre.

Pour les contrats prévoyance emprunteur évalués selon le modèle général, l'unité de couverture utilisée pour l'amortissement de la CSM correspond au capital assuré.

Neutralisation des effets taux en OCI

Les produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis seront présentés séparément entre le compte de résultat et les capitaux propres pour les portefeuilles pour lesquels cette décomposition a été jugée pertinente, comme l'autorise la norme.

Le groupe applique l'option de neutralisation des effets de taux d'actualisation en capitaux propres pour les contrats d'assurance de prévoyance (contrats d'assurance emprunteur, obsèques, dépendance...) et les passifs pour des sinistres survenus des contrats de dommages (assurance accident corporel individuel, moyens de paiement, multirisques habitation...).

Présentation au bilan et compte de résultat

Les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus sont présentés au bilan à l'actif ou au passif selon la position globale des portefeuilles auxquels ils appartiennent (dont les dettes et créances rattachables à l'évaluation du contrat) ;

Les différents produits et charges des contrats d'assurance et de réassurance sont décomposés dans le compte de résultat consolidé au sein du produit net bancaire entre :

- résultat des activités d'assurance :
 - les produits des contrats d'assurance et de réassurance émis,
 - les charges de services afférentes aux contrats d'assurance et de réassurance émis, et
 - les produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus ;
- Résultat financier des activités d'assurance :
 - les produits et charges financiers des contrats d'assurance et de réassurance émis, et
 - les produits et charges financiers des contrats de réassurance détenus.

Les produits des contrats d'assurance présentent le relâchement des flux d'exécution pour le montant attendu sur la période (à l'exclusion des composantes d'investissement), variation de l'ajustement pour risque, amortissement de la marge sur services contractuels au titre des services rendus, montant alloué à l'amortissement des frais d'acquisition, écarts d'expérience sur primes ;

Les charges de services afférentes aux contrats d'assurance et de réassurance émis ainsi que les charges afférentes aux contrats de réassurance détenus incluent alors la quote-part engagée des frais généraux et des commissions directement rattachables à l'exécution des contrats qui sera ainsi portée en déduction du produit net bancaire. Elles comprennent également la composante de perte initiale ainsi que son amortissement dans le cas d'un portefeuille de contrats déficitaires.

Les contrats d'assurance Épargne Retraite incluent une composante investissement prenant la forme d'un dépôt versé par l'assuré et que l'assureur est contractuellement tenu de lui rembourser même si l'événement assuré ne se produit pas. Les flux de collecte et de remboursement de ces dépôts ne constituent ni des produits ni des charges afférentes à ces contrats.

Les produits et charges financiers des contrats d'assurance et de réassurance incluent essentiellement les variations de valeur des groupes de contrats liées aux effets de la valeur temps de l'argent et des risques financiers non pris en compte dans les flux estimés.

Les produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis seront présentés séparément entre le compte de résultat et les capitaux propres pour les portefeuilles concernés.

Traitement des frais internes

En tant que conglomérat de banque et d'assurance, le groupe distribue des produits d'épargne ainsi que de prévoyance (assurance emprunteur, automobile, habitation...) et met à disposition tout moyen de gestion nécessaire à l'activité pour le compte de ses filiales d'assurance.

Les prestations assurées par les réseaux bancaires (apport d'affaires, gestion administrative des contrats, mise à disposition de personnel ou de biens...) sont rémunérées par des commissions margées sur la base de conventions entre les établissements de crédit distributeurs et les filiales d'assurance.

Le nouveau modèle d'évaluation des contrats d'assurance sous IFRS 17 nécessite de projeter dans les flux d'exécution des contrats les frais d'acquisition et de gestion qui seront versés dans le futur et de présenter dans le compte de résultat d'une part, la libération des frais estimés au titre de la période et, d'autre part, les frais réels engagés par les réseaux distributeurs bancaires.

Conformément aux recommandations de l'ESMA (32-63-1320) et de l'AMF (DOC-2022-06), le groupe procède au retraitement de la marge interne au bilan et au compte de résultat de manière à refléter la valorisation des contrats d'assurance, selon IFRS 17, aux bornes du groupe Crédit Mutuel.

Évaluation des traités de réassurance

La réassurance détenue est traitée comme les contrats d'assurance émis, soit en modèle général, soit en modèle simplifié. La marge sur services contractuels représentant le gain ou la perte attendu au titre de la réassurance est négative et les flux d'exécution des contrats incluent le risque de non performance du réassureur.

2.3 Instruments non financiers

2.3.1 Contrats de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Un contrat de location financement consenti par le groupe représente un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location simple consenti par le groupe représente tout contrat de location autre qu'un contrat de location financement.

2.3.1.1 Opérations de location financement côté bailleur

Conformément à IFRS 16, les opérations de location financement réalisées avec des sociétés extérieures au groupe figurent au bilan consolidé, pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. Les opérations de location financement permettent de transférer aux locataires la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué.

Ainsi, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- sortir du bilan l'immobilisation louée ;
- constater une créance, en Actifs financiers au coût amorti, pour une valeur actualisée au taux implicite du contrat, des paiements de location à recevoir au titre du contrat de location-financement, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
- comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles existantes tout au long de la vie de l'opération de location-financement ;
- comptabiliser en marge nette d'intérêt, le revenu net de l'opération de location, celui-ci étant représentatif du taux de rentabilité périodique constant sur l'encours restant dû.

Le risque de crédit sur les créances financières est évalué et comptabilisé selon IFRS 9 (cf. § 2.1.8 « Évaluation du risque de crédit »).

2.3.1.2 Opérations de location financement côté preneur

Conformément à IFRS 16, les droits d'utilisation sont inscrits à l'actif dans le poste « immobilisations corporelles » en contrepartie d'une dette locative comptabilisée dans le poste « comptes de régularisation et passifs divers ». Les loyers versés sont ventilés entre charges d'intérêt et remboursement du principal de la dette.

2.3.2 Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et, lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé, le cas échéant, pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les engagements sociaux ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux ;
- les risques liés à l'épargne logement.

2.3.3 Avantages au personnel

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste « provisions ». Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « charges de personnel » à l'exception de la part résultant des réévaluations des passifs nets issus des régimes à prestations définies, comptabilisées en capitaux propres.

2.3.3.1 Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, pré-retraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux à long terme des emprunts du secteur privé en fonction de la durée des engagements ;
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âge, des catégories Cadre/Non cadre et des caractéristiques régionales ;
- les taux d'inflation, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT « inflaté » pour les différentes maturités ;
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI ;
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans ;
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et les produits d'intérêts qu'ils génèrent impactent le résultat. L'écart entre le rendement réel et les produits d'intérêts générés par ces actifs constitue également un écart actuariel.

Les écarts actuariels sont constatés en gains ou pertes latents ou différés, comptabilisés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Conformément à la décision IFRIC du 20 avril 2021, l'engagement de retraite des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, dont les droits sont plafonnés en fonction d'un nombre d'années d'ancienneté et soumis à la présence du salarié en date de départ à la retraite, est constitué uniquement sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond (ou entre sa date d'entrée dans l'entreprise et celle de départ en retraite si cette durée est inférieure au plafond).

2.3.3.2 Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les entités du groupe cotisent à divers régimes de retraite gérés par des organismes indépendants du groupe, pour lesquels elles ne conservent aucune obligation de paiement supplémentaire formelle ou implicite, notamment s'il s'avère que les actifs du fonds ne sont pas suffisants pour faire face aux engagements.

Ces régimes n'étant pas représentatifs d'engagement pour le groupe, ils ne font donc pas l'objet d'une provision. Les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel la cotisation est due.

2.3.3.3 Autres avantages à long terme

Il s'agit des avantages à verser, autres que ceux postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat, dont le paiement est attendu à plus de douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel le personnel a rendu les services correspondants, comme par exemple les médailles du travail.

L'engagement du groupe au titre des autres avantages à long terme est chiffré selon la méthode des unités de crédits projetés. Cependant, les écarts actuariels sont immédiatement constatés en résultat de la période.

Les engagements au titre des médailles du travail sont parfois couverts par des contrats d'assurances. Seule la partie non couverte de cet engagement fait l'objet d'une provision.

2.3.3.4 Indemnités de fin de contrat de travail

Ces indemnités résultent de l'avantage accordé par le groupe lors de la résiliation du contrat avant l'âge normal de départ en retraite ou suite à la décision du salarié de partir volontairement en échange d'une indemnité.

Ces provisions font l'objet d'une actualisation dès lors que leur paiement est prévu dans un délai supérieur à douze mois après la date de clôture.

2.3.3.5 Avantages à court terme

Il s'agit des avantages dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice autres que les indemnités de fin de contrat, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, certaines primes.

Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme sur l'exercice au cours duquel les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus à l'entreprise.

2.3.4 Immobilisations

2.3.4.1 Immobilisations dont le groupe est propriétaire

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties.

Les dotations aux amortissements concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dotations aux amortissements concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « charges des autres activités » du compte de résultat.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

- Terrain aménagements réseaux : 15-30 ans ;
- Constructions – gros œuvre structure : 20-80 ans (en fonction du type d'immeuble concerné) ;
- Constructions – équipements : 10-40 ans ;
- Agencements et installations : 5-15 ans ;
- Mobilier et matériel de bureau : 5-10 ans ;

- Matériel de sécurité : 3-10 ans ;
- Matériel roulant : 3-5 ans ;
- Matériel informatique : 3-5 ans.

Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1-10 ans ;
- Fonds de commerce acquis : 9-10 ans (si acquisition de portefeuille de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations incorporelles non amortissables (comme les droits au bail antérieurs à la première application d'IFRS 16) font l'objet d'un test de dépréciation a minima une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » (pour les dotations) et « Produits des autres activités » (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

2.3.4.2 Immobilisations dont le groupe est locataire

La définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et, d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Côté preneur, les contrats de location simple et les contrats de location financement sont comptabilisés selon un modèle unique, avec constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat ;
- en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers ;
- d'un amortissement linéaire de l'actif et de charges d'intérêts dégressives au compte de résultat.

Le groupe active principalement ses contrats immobiliers. La flotte automobile n'a été retraitée que lorsqu'elle était localement significative et les matériels informatiques et de sécurité ont été écartés au motif de leur caractère substituable, conformément à la norme. Seul un nombre limité de contrats informatiques jugés significatifs, a été activé.

D'autres actifs sous-jacents ont pu être écartés via les exemptions de courte durée et de faible valeur (fixée à 5 milliers d'euros). Le groupe n'a pas de contrat de location pouvant donner lieu à la comptabilisation d'actif incorporel ou d'immeuble de placement.

Ainsi, les droits d'utilisation sont enregistrés en « immobilisations corporelles », et les obligations locatives en « autres passifs ». Les droits au bail, sont reclassés en immobilisations corporelles quand ils concernent des contrats qui ne sont pas en tacite reconduction. Les droits d'utilisation et les obligations locatives font l'objet d'impôts différés actifs ou passifs pour le montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Au compte de résultat, les charges d'intérêt figurent en « marge d'intérêt » tandis que les dotations aux amortissements sont présentées dans la rubrique dédiée des frais généraux.

Pour le calcul de l'obligation locative sont utilisés :

- la durée du contrat location. Celle-ci représente a minima la période non résiliable du contrat et peut être allongée pour tenir compte de toute option de renouvellement/prorogation que le groupe est raisonnablement certain d'exercer. Au regard de la déclinaison opérationnelle de la méthodologie groupe, tout nouveau bail commercial 3/6/9 sera activé sur une durée de neuf ans par défaut (ou sur une durée égale à sa période non résiliable s'agissant d'un autre type de bail). La durée de tout contrat en tacite prorogation sera allongée jusqu'à la date de fin du plan moyen terme, horizon raisonnable de poursuite du contrat (*Des groupes régionaux qui portent en direct les baux.*). Sur les baux 3/6/9 en exception, le contrat sera activé sur une durée de 12 ans, le groupe ne bénéficiant pas d'incitation économique à rester au-delà, au regard du déplaçonnement des loyers après cette période ;
- le taux d'actualisation est le taux marginal d'endettement correspondant à la durée retenue. Il s'agit d'un taux amortissable par centrale de refinancement du groupe et par devise ;
- le loyer hors taxes. Le groupe est marginalement concerné par les loyers variables.

2.3.5 Commissions

Le groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent. Ainsi, les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Ces commissions sont donc comptabilisées parmi les produits et charges d'intérêt.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions rémunérant un service continu sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

Les commissions rémunérant un service ponctuel sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cette prestation.

2.3.6 Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent l'ensemble des impôts assis sur le résultat, exigibles ou différés. Les impôts exigibles sur les résultats sont calculés selon les règles fiscales en vigueur.

Le groupe comptabilise la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE), et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle et donc, ne constate pas d'impôts différés dans les comptes consolidés.

2.3.6.1 Impôts différés

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé, à l'exception des écarts d'acquisition.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable en utilisant les taux de l'impôt sur les sociétés connus à la clôture de l'exercice et applicables au cours des exercices suivants.

Des actifs nets des passifs d'impôts différés sont constatés lorsque leur probabilité d'utilisation est élevée. Les impôts exigibles ou différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge, à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres, pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Amendement à IAS 12 - Réforme fiscale internationale - modèle de règles du pilier 2

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE, reprises par la Directive (UE) 2022/2523 et transposées en France par l'article 33 de la loi de Finance 2024, ont pour but d'instaurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union Européenne.

Selon celles-ci, un impôt complémentaire est à payer si le taux effectif d'imposition selon les règles Global Anti-Base Erosion (GLoBe) de l'OCDE par juridiction est inférieur à 15%.

IAS 12 prévoit une exemption temporaire obligatoire de comptabilisation des impôts différés liés à Pilier 2. Un chantier a été lancé sur 2023 afin de recenser la liste des juridictions et d'estimer la charge d'impôt courant liée à Pilier 2 dès 2024. L'impact lié à cette réforme fiscale est non significatif pour le groupe.

2.3.6.2 Incertitudes relatives au traitement portant sur l'impôt sur le résultat

Conformément à IFRIC 23, le groupe évalue la probabilité que l'administration fiscale accepte ou non une position retenue. Il en déduit les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition.

En cas de position fiscale incertaine, les montants à payer sont estimés sur la base du montant le plus probable ou de la valeur attendue selon la méthode qui reflète la meilleure anticipation du montant qui sera payé ou reçu.

2.3.7 Intérêts pris en charge par l'État de certains prêts

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'État. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'État une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'État.

Les bonifications perçues de l'État sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

2.3.8 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés s'il est disponible en vue d'être vendu et si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan dans les rubriques « actifs non courants destinés à être cédés » et « dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat dans la rubrique « gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées ».

2.4 Jugements et estimations utilisés dans l'élaboration des états financiers

L'élaboration des états financiers du groupe exige la formulation d'hypothèses afin d'effectuer les évaluations nécessaires et comportent des risques et des incertitudes concernant leur réalisation dans le futur, notamment dans le contexte des conflits russo-ukrainien et au Moyen-Orient et des conditions macro-économiques existantes en date de clôture.

Les réalisations futures peuvent être influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les changements climatiques et environnementaux
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif, la définition d'une transaction forcée ainsi que la définition de ce qu'est un paramètre observable, sont des notions qui requièrent le jugement ;
- contrats d'assurance, notamment s'agissant des flux de trésorerie futurs d'exécution ;
- régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux ;
- dépréciation sur actifs, notamment les pertes de crédits attendues (cf. § « 2.1.8 Évaluation du risque de crédit ») ;
- provisions, dépréciations sur actifs incorporels et écarts d'acquisition ;
- impôts différés actifs.

3 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées au niveau du Groupe Crédit Mutuel dans son ensemble, y compris les autres établissements adhérents à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel et les sociétés mises en équivalence.

Les transactions réalisées entre le groupe et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché, au moment de la réalisation de ces transactions.

La liste des sociétés consolidées est présentée dans la Note 3. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans les tableaux d'annexes les données relatives à ces opérations réciproques, lorsqu'elles concernent les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable, et sont mises en équivalence.

4 Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et non encore appliquées

4.1 Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne

Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 relatifs au classement et à l'évaluation des instruments financiers

L'Union Européenne a adopté les amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » relatifs au classement et à l'évaluation des instruments financiers. Ils seront applicables, rétrospectivement, aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026.

Ces amendements apportent des précisions sur l'évaluation du caractère « basique » des flux contractuels d'un actif financier, notamment en présence de clauses conditionnelles dont la réalisation dépend d'objectifs environnementaux, sociaux ou de gouvernance (ESG).

Le Groupe a développé une offre de produits en lien avec les enjeux de durabilité, parmi lesquels des prêts et des titres dont les caractéristiques financières évoluent en fonction de l'atteinte ou non d'objectifs en matière sociale, environnementale ou de gouvernance par l'emprunteur. Ces clauses contingentes sont susceptibles de déclencher [une diminution ou une majoration] du taux de rémunération de l'instrument dans une fourchette de l'ordre de [- 10 bp et +10 bp], modifiant par la même les flux de trésorerie associés à l'instrument.

Au 31 décembre 2025, l'ensemble de ces instruments répondent au critère de prêt basique et sont comptabilisés au coût amorti.

Ces amendements requièrent également la communication d'informations complémentaires concernant les instruments de capitaux propres désignés comme évalués à la juste valeur par capitaux propres et les actifs et passifs assortis de clauses conditionnelles.

Enfin, ces amendements précisent les modalités de décomptabilisation des actifs et passifs financiers et introduisent une option comptable pour la décomptabilisation de passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 clarifiant la manière dont une entité comptabiliserait les contrats d'achat et de livraison d'électricité dépendante de sources naturelles

L'Union Européenne a adopté les amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » clarifiant la manière dont une entité comptabiliserait les contrats d'achat et de livraison d'électricité dépendante de sources naturelles. Ils seront applicables, rétrospectivement, aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les amendements visent notamment à préciser les conditions d'application de l'exemption « pour usage propre » qui permet, sous conditions, d'exclure du champ d'application de la norme IFRS 9 certains contrats de livraison d'électricité provenant de sources naturelles.

Le Groupe n'a pas de contrat significatif de livraison d'électricité provenant de sources naturelles.

Nouvelle norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »

L'IASB a publié le 9 avril 2024 la nouvelle norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplacera la norme IAS 1 à partir du 1^{er} janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union Européenne. La norme sera d'application rétrospective.

Cette nouvelle norme reprend en grande partie les exigences d'IAS 1. Les nouvelles exigences concerneront particulièrement la présentation du compte de résultat, les informations présentées au titre des mesures de performance définies par la direction et l'agrégation ou la désagrégation des informations quantitatives présentées dans les états financiers.

Les impacts pour le Groupe sont en cours d'évaluation.

Note 2 Répartition du bilan et du compte de résultat par secteur d'activité et par zone géographique

Les secteurs d'activité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont les suivants :

- La banque de détail regroupe :
 - a) les activités de réseau bancaire : caisses locales du Crédit Mutuel des 14 fédérations, banques régionales du CIC, BECM, Beobank, TARGOBANK Corporate Banking
 - b) le crédit à la consommation : TARGOBANK en Allemagne (activité principale) et Cofidis,
 - c) les filiales métier : les activités dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau regroupent principalement l'affacturage et le crédit-bail mobilier et immobilier ;
- L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel ;
- Les métiers spécialisés regroupent :
 - a) les activités de gestion d'actifs et de banque privée en France et à l'étranger,
 - b) la banque de financement : financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, financements structurés, international et succursales étrangères,
 - c) les activités de marché qui comprennent les activités commerciales et d'investissement (taux, actions et crédit),
 - d) Le capital-investissement ;
- Les autres métiers comprennent les éléments non affectables à une autre activité : les holdings intermédiaires, les participations minoritaires, l'immobilier d'exploitation, les structures logistiques, la presse, les entités informatiques et les opérations réciproques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules trois entités font exception en raison de leur présence dans plusieurs activités :

- le CIC et la BFCM : dans ce cas, la contribution au compte de résultat et au bilan consolidés de ces deux entités fait l'objet de répartitions analytiques entre les différents secteurs d'activité auxquels elles contribuent.
- la société TARGOBANK AG s'articule autour de trois activités en Allemagne : TARGOBANK Retail pour le crédit à la consommation, TARGOBANK Factoring et Equipment Finance pour les filiales du réseau bancaire (factoring et leasing) et TARGOBANK Corporate Banking pour le réseau bancaire.

2a Répartition du bilan par secteur

31/12/2025	Banque de détail	Assurance	Métiers Spécialisés	Autres Métiers	Total
Actif					
Caisse, Banques centrales	12 918	-	8 422	52 763	74 103
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	676	-	33 943	2 870	37 488
Instruments dérivés de couverture	39	-	145	487	670
Actifs financiers au coût amorti dont :	551 848	-	59 126	7 477	618 451
▪ Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	59 408	-	6 760	6 897	73 066
▪ Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	491 016	-	47 637	580	539 232
▪ Titres au coût amorti	1 424	-	4 729	-	6 153
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 205	-	24 203	21 400	46 808
Placements financiers des activités d'assurance	-	144 497	-	-	144 497
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8	-	-	846	854
Passif					
Banques centrales	-	-	12	-	12
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	21 344	342	21 686
Instruments dérivés de couverture – Passif	29	-	241	820	1 090
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	30 406	-	30 406
Dettes envers la clientèle	442 338	-	42 208	2 249	486 795
Dettes représentées par un titre	26 002	501	40 415	95 777	162 695

31/12/2024	Banque de détail	Assurance	Métiers Spécialisés	Autres Métiers	Total
Actif					
Caisse, Banques centrales	11 305	-	5 829	69 477	86 611
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	636	-	36 795	2 746	40 177
Instruments dérivés de couverture	16	-	185	623	824
Actifs financiers au coût amorti dont :	539 557	-	58 402	5 389	603 348
▪ Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	57 575	-	8 010	4 981	70 565
▪ Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	480 760	-	45 936	408	527 104
▪ Titres au coût amorti	1 223	-	4 457	-	5 680
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 017	-	24 387	19 288	44 693
Placements financiers des activités d'assurance	-	134 725	-	-	134 725
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7	-	-	796	803
Passif					
Banques centrales	-	-	18	-	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	26 204	439	26 643
Instruments dérivés de couverture – Passif	61	-	444	1 131	1 636
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	33 129	-	33 129

Dettes envers la clientèle	435 920	18	40 150	6 653	482 741
Dettes représentées par un titre	24 797	511	35 254	103 542	164 104

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat". Ce reclassement porte sur le secteur Banque de financement dans les Métiers Spécialisés.

Détail des métiers du secteur « banque de détail »

31/12/2025	Réseau bancaire	Crédits à la consommation	Filiales métier	Total Banque de détail
Actif				
Caisse, Banques centrales	2 000	10 870	48	12 918
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	550	1	125	676
Instruments dérivés de couverture	39	-	-	39
Actifs financiers au coût amorti dont :	461 872	46 574	43 401	551 848
• Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	58 903	231	275	59 408
• Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	402 969	44 920	43 127	491 016
• Titres au coût amorti	-	1 424	-	1 424
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 078	123	4	1 205
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8	-	-	8
Passif				
Banques centrales	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture – Passif	29	-	-	29
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	395 375	34 273	12 690	442 338
Dettes représentées par un titre	26 001	-	1	26 002

31/12/2024	Réseau bancaire	Crédits à la consommation	Filiales métier	Total Banque de détail
Actif				
Caisse, Banques centrales	1 947	9 314	43	11 305
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	518	6	112	636
Instruments dérivés de couverture	16	-	-	16
Actifs financiers au coût amorti dont :	453 290	43 729	42 538	539 557
• Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	56 936	220	419	57 575
• Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	396 345	42 296	42 119	480 760
• Titres au coût amorti	9	1 214	-	1 223
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	916	101	1	1 017
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7	-	-	7
Passif				
Banques centrales	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture – Passif	61	-	-	61
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	388 670	33 388	13 862	435 920
Dettes représentées par un titre	24 797	-	1	24 797

Détail des métiers du secteur « métiers spécialisés »

31/12/2025	Gestion d'actifs et banque privée	Banque de financement	Activités de marché	Capital investissement	Total Métiers spécialisés
Actif					
Caisse, Banques centrales	5 410	3 012	-	-	8 422
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	431	5 893	23 388	4 230	33 943
Instruments dérivés de couverture	74	27	45	-	145
Actifs financiers au coût amorti dont :	23 679	28 753	6 684	11	59 126
• Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	1 013	1 309	4 435	4	6 760
• Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	20 434	24 985	2 217	-	47 637
• Titres au coût amorti	2 232	2 459	32	7	4 729
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	90	14 412	9 701	-	24 203
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-
Passif					
Banques centrales	12	-	-	-	12
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	238	3 122	17 984	-	21 344

Instruments dérivés de couverture – Passif	2	10	228	-	241
Dettes envers les établissements de crédit	-	30 404	-	-	30 405
Dettes envers la clientèle	26 864	13 620	1 724	-	42 208
Dettes représentées par un titre	60	24 264	16 091	-	40 415

31/12/2024	Gestion d'actifs et banque privée	Banque de financement	Activités de marché	Capital investissement	Total Métiers spécialisés
Actif					
Caisse, Banques centrales	4 072	1 757	-	-	5 829
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	470	5 033	27 135	4 157	36 795
Instruments dérivés de couverture	92	55	38	-	185
Actifs financiers au coût amorti dont :	23 138	29 095	6 147	23	58 402
• Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	1 026	2 818	4 156	10	8 010
• Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	20 053	23 923	1 959	-	45 936
• Titres au coût amorti	2 058	2 354	32	13	4 457
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	88	13 463	10 836	-	24 387
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-
Passif					
Banques centrales	17	1	-	-	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	150	3 023	23 030	-	26 204
Instruments dérivés de couverture – Passif	3	14	427	-	444
Dettes envers les établissements de crédit	-	33 129	-	-	33 129
Dettes envers la clientèle	26 383	12 274	1 493	-	40 150
Dettes représentées par un titre	44	20 720	14 490	-	35 254

2b Répartition du compte de résultat par secteur

31/12/2025	Banque de détail	Assurance	Métiers Spécialisés	Autres Métiers	Total
Produit net bancaire	13 239	1 548	2 932	5	17 723
Frais généraux	-8 187	-158	-1 518	54	-9 808
Résultat brut d'exploitation	5 051	1 390	1 414	59	7 914
Coût du risque de contrepartie	-1 748	0	-79	-1	-1 828
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	3	0	0	-39	-35
Résultat avant impôts	3 307	1 390	1 335	19	6 052
Impôt sur les sociétés	-1 033	-403	-250	-148	-1 834
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés	0	0	0	0	0
Résultat net comptable	2 274	987	1 085	-129	4 218
Minoritaires	-	-	-	-	175
Résultat net part du groupe	-	-	-	-	4 042

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 16 et 19).

31/12/2024	Banque de détail	Assurance	Métiers Spécialisés	Autres Métiers	Total
Produit net bancaire	12 347	1 439	2 916	-91	16 610
Frais généraux	-7 835	-145	-1 467	187	-9 259
Résultat brut d'exploitation	4 512	1 293	1 450	96	7 351
Coût du risque de contrepartie	-1 947	0	-125	1	-2 071
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	-1	-1	-1	48	45
Résultat avant impôts	2 564	1 292	1 324	145	5 325
Impôt sur les sociétés	-714	-309	-207	28	-1 201
Résultat net comptable	1 850	983	1 117	173	4 124
Minoritaires	-	-	-	-	181
Résultat net part du groupe	-	-	-	-	3 943

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 16 et 19).

Détail des métiers du secteur « banque de détail »

31/12/2025	Réseau bancaire	Crédits à la consommation	Filiales métier	Total Banque de détail
Produit net bancaire	8 820	3 678	741	13 239
Frais généraux	-5 816	-1 916	-455	-8 187
Résultat brut d'exploitation	3 004	1 762	286	5 051
Coût du risque de contrepartie	-684	-1 003	-60	-1 748
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	1	1	1	3
Résultat avant impôts	2 321	760	226	3 307

Impôt sur les sociétés	-704	-265	-64	-1 033
Résultat net comptable	1 617	496	162	2 274

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 16 et 19).

31/12/2024	Réseau bancaire	Crédits à la consommation	Filiales métier	Total Banque de détail
Produit net bancaire	8 243	3 349	754	12 347
Frais généraux	-5 651	-1 747	-438	-7 835
Résultat brut d'exploitation	2 593	1 603	316	4 512
Coût du risque de contrepartie	-973	-910	-64	-1 947
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	-2	1	0	-1
Résultat avant impôts	1 618	693	253	2 564
Impôt sur les sociétés	-435	-205	-74	-714
Résultat net comptable	1 183	489	178	1 850

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 16 et 19).

Détail des métiers du secteur « métiers spécialisés »

31/12/2025	Gestion d'actifs et banque privée	Banque de financement	Activités de marché	Capital-investissement	Total Métiers Spécialisés
Produit net bancaire	1 342	628	593	370	2 932
Frais généraux	-944	-181	-295	-97	-1 518
Résultat brut d'exploitation	397	446	297	273	1 414
Coût du risque de contrepartie	-1	-78	0	0	-79
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	0	0	0	0	0
Résultat avant impôts	396	369	297	273	1 335
Impôt sur les sociétés	-98	-88	-74	10	-250
Résultat net comptable	298	281	224	283	1 085

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 16 et 19).

31/12/2024	Gestion d'actifs et banque privée	Banque de financement	Activités de marché	Capital-investissement	Total Métiers Spécialisés
Produit net bancaire	1 343	687	525	361	2 916
Frais généraux	-943	-157	-272	-94	-1 467
Résultat brut d'exploitation	399	531	252	267	1 450
Coût du risque de contrepartie	-66	-82	2	21	-125
Gains ou pertes sur autres actifs (1)	0	0	-1	0	-1
Résultat avant impôts	334	448	254	288	1 324
Impôt sur les sociétés	-91	-52	-62	-2	-207
Résultat net comptable	243	396	192	286	1 117

(1) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 16 et 19).

2c Répartition du bilan par zone géographique

	31/12/2025				31/12/2024			
	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total
Actif								
Caisses, Banques centrales	53 220	17 871	3 012	74 103	70 167	14 687	1 757	86 611
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31 227	406	5 855	37 488	34 755	482	4 940	40 177
Instruments dérivés de couverture	591	74	6	670	703	92	29	824
Actifs financiers au coût amorti	530 603	78 162	9 686	618 451	517 841	74 826	10 681	603 348
<i>dont prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	71 037	1 272	758	73 066	67 195	1 247	2 123	70 565
<i>dont prêts et créances sur la clientèle</i>	457 284	73 019	8 928	539 232	448 520	70 026	8 558	527 104
<i>dont titres au coût amorti</i>	2 282	3 871	0	6 153	2 126	3 553	0	5 680
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	31 574	840	14 394	46 808	30 616	663	13 413	44 693
Placements financiers des activités d'assurance	142 626	1 872	0	144 497	132 822	1 904	0	134 725
Participations dans les entreprises MEE	690	8	157	854	646	7	149	803
Passif								
Banques centrales	0	12	0	12	0	17	1	18
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	18 317	3 112	257	21 686	23 460	2 793	390	26 643
Instruments dérivés de couverture	1 079	2	8	1 090	1 624	3	9	1 636
Dettes envers les établissements de crédit	3 652	17 149	9 605	30 406	5 579	15 935	11 614	33 129

Dettes envers la clientèle	412 818	69 631	4 346	486 795	410 977	67 850	3 914	482 741
Dettes représentées par un titre	143 478	2 205	17 013	162 695	148 413	2 570	13 121	164 104
(1) États-Unis, Canada, Singapour, Hong Kong, et Tunisie								

Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat" dans la zone "Europe hors France".

2d Répartition du compte de résultat par zone géographique

	31/12/2025				31/12/2024			
	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total	France	Europe hors France	Autres pays (1)	Total
Produit net bancaire (2)	13 193	4 239	291	17 723	12 350	3 972	288	16 610
Frais généraux	-7 330	-2 367	-111	-9 808	-6 971	-2 185	-104	-9 259
Résultat brut d'exploitation	5 863	1 871	180	7 914	5 380	1 787	184	7 351
Coût du risque de contrepartie	-1 021	-783	-23	-1 828	-1 214	-870	13	-2 071
Gains ou pertes sur autres actifs (3)	-58	1	22	-35	24	0	20	45
Résultat avant impôts	4 784	1 089	178	6 052	4 190	917	218	5 325
Résultat net global	3 318	756	144	4 218	3 313	638	175	4 127
Résultat net part du groupe	3 160	741	141	4 042	3 148	624	172	3 943
(1) États-Unis, Canada, Corée du sud, Singapour, Hong Kong et Tunisie.								
(2) 25,5 % du PNB (hors activités logistique et holding) a été réalisé à l'étranger en 2025 de même qu'en 2024.								
(3) Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition								

Note 3 Périmètre de consolidation

3a Composition du périmètre de consolidation

Conformément à l'avis de la Commission bancaire, la société mère du groupe est constituée par les sociétés incluses dans le périmètre de globalisation. Les entités qui la composent sont :

- la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CF de CM) ;
- les Fédérations du Crédit Mutuel Centre Est Europe (FCMCEE), du Sud-Est (FCMSE), d'Ile-de-France (FCMIDF), de Savoie-Mont Blanc (FCMSMB), de Midi-Atlantique (FCMMA), de Loire- Atlantique Centre Ouest (FCMLACO), du Centre (FCMC), du Dauphiné-Vivaraïs (FCMDV), de Méditerranée (FCMM), de Normandie (FCMN), d'Anjou (FCMA), du Massif Central (FCMMC), d'Antilles-Guyane (FCMAG) et Nord Europe (FCMNE) ;
- les caisses régionales du Crédit Mutuel du Sud-Est (CRCMSE), d'Ile-de-France (CRCMIDF), de Savoie-Mont Blanc (CRCMSMB), de Midi-Atlantique (CRCMMA), de Loire-Atlantique Centre Ouest (CRCMLACO), du Centre (CRCMC), du Dauphiné-Vivaraïs (CRCMDV), de Méditerranée (CRCMM), de Normandie (CRCMN), d'Anjou (CRCMA), du Massif Central (CRCMMC), d'Antilles- Guyane (CRCMAG) et Nord Europe (CRCMNE) ;
- les caisses de Crédit Mutuel adhérentes aux fédérations du Crédit Mutuel Centre Est Europe, du Sud-Est, d'Ile-de-France, de Savoie-Mont Blanc, de Midi-Atlantique, de Loire-Atlantique Centre Ouest, du Centre, du Dauphiné-Vivaraïs, de Méditerranée, de Normandie, d'Anjou, du Massif Central, d'Antilles-Guyane et Nord Europe.

Depuis le 31 décembre 2024, les changements intervenus sur le périmètre de consolidation sont les suivants :

- entrées : Ebra Medias (dans le groupe de presse EBRA), Sofedis, SAS RES holding
- fusion : CIC Capital Ventures Quebec avec CIC Capital Canada, Nord Europe Partenariat avec la fédération CMNE, Madmoizelle avec Humanoid, Davai avec Kciop, EBRA MEDIAS Alsace, EBRA MEDIAS Lorraine Franche-Comté et EBRA MEDIAS Rhone-Alpes PACA avec EBRA MEDIAS.

	Pays	31/12/2025			31/12/2024		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode*	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode*
A. Réseau bancaire							
Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)	France	100	98	IG	100	98	IG
Beobank	Belgique	100	99	IG	100	99	IG
CIC Est	France	100	98	IG	100	98	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	France	100	98	IG	100	98	IG
CIC Lyonnaise de Banque Monaco (succursale du CIC LB)	Monaco	100	98	IG	100	98	IG
CIC Nord Ouest	France	100	98	IG	100	98	IG
CIC Ouest	France	100	98	IG	100	98	IG
CIC Sud Ouest	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	France	100	98	IG	100	98	IG
B. Crédits à la consommation							
Cofidis Belgique	Belgique	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis France	France	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis Espagne (succursale de Cofidis France)	Espagne	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis Hongrie (succursale de Cofidis France)	Hongrie	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis Portugal (succursale de Cofidis France)	Portugal	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis SA Pologne (succursale de Cofidis France)	Pologne	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis SA Slovaquie (succursale de Cofidis France)	Slovaquie	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis Italie (succursale de Cofidis France)	Italie	100	98	IG	100	98	IG

Cofidis République Tchèque	République Tchèque	100	98	IG	100	98	IG
Creatis	France	100	98	IG	100	98	IG
MCB (Magyar Cofidis Bank Zrt.)	Hongrie	100	98	IG	100	98	IG
Margem-Mediação Seguros, Lda	Portugal	100	98	IG	100	98	IG
Monabanq	France	100	98	IG	100	98	IG
Targobank AG **	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
C. Filiales du réseau bancaire							
Bail Actéa	France	100	98	IG	100	98	IG
Bail Actéa Immobilier	France	100	98	IG	100	98	IG
CCLS Leasing Solutions	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Caution Habitat	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Factoring	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Home Loan SFH	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Immobilier	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Leasing	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Leasing Espagne (succursale de Crédit Mutuel Leasing)	Espagne	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Leasing Benelux	Belgique	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Leasing Nederland (succursale de Crédit Mutuel Leasing Benelux)	Pays-Bas	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Leasing Gmbh	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Real Estate Lease	France	100	98	IG	100	98	IG
Factofrance	France	100	98	IG	100	98	IG
FCT Crédit Mutuel Factoring	France	100	98	IG	100	98	IG
FCT Factofrance	France	100	98	IG	100	98	IG
Gesteurop	France	100	98	IG	100	98	IG
LYF SA	France	46	45	ME	45	44	ME
Paysurf	France	100	94	IG	100	94	IG
Targo Factoring GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Finanzberatung GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Leasing GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Versicherungsvermittlung GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
D. Banque de financement et activités de marché							
Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM)	France	98	98	IG	98	98	IG
Caroline 1	France	100	98	IG	100	98	IG
CIC Bruxelles (succursale du CIC)	Belgique	100	98	IG	100	98	IG
CIC Hong-Kong (succursale du CIC)	Hong-Kong	100	98	IG	100	98	IG
CIC Londres (succursale du CIC)	Royaume-Uni	100	98	IG	100	98	IG
CIC New York (succursale du CIC)	États-Unis	100	98	IG	100	98	IG
CIC Singapour (succursale du CIC)	Singapour	100	98	IG	100	98	IG
Satellite	France	100	98	IG	100	98	IG
E. Gestion d'actifs et banque privée							
Banque de Luxembourg	Luxembourg	100	98	IG	100	98	IG
Banque de Luxembourg Belgique (succursale de Banque de Luxembourg)	Belgique	100	98	IG	100	98	IG
Banque de Luxembourg Investments SA (BLI)	Luxembourg	100	98	IG	100	98	IG
Banque Transatlantique (BT)	France	100	98	IG	100	98	IG
Banque Transatlantique Belgium	Belgique	100	98	IG	100	98	IG
Banque Transatlantique Londres (succursale de BT)	Royaume-Uni	100	98	IG	100	98	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	Luxembourg	100	98	IG	100	98	IG
CIC Private Debt	France	100	99	IG	100	99	IG
CIC Suisse	Suisse	100	98	IG	100	98	IG
Cigogne Management	Luxembourg	100	99	IG	100	99	IG
Crédit Mutuel Asset Management	France	100	99	IG	100	99	IG
Crédit Mutuel Epargne Salariale	France	100	89	IG	100	90	IG
Crédit Mutuel Gestion	France	100	99	IG	100	99	IG
Crédit Mutuel Impact	France	100	99	IG	100	99	IG
Dubly Transatlantique Gestion	France	100	98	IG	100	98	IG
Groupe La Française	France	100	99	IG	100	99	IG
La Française Finance Services (LFFS)	France	100	99	IG	100	99	IG
La Française Finance Services Luxembourg branch (succursale de LFFS)	Luxembourg	100	99	IG	100	99	IG
La Française Finance Services Italian branch (succursale de LFFS)	Italie	100	99	IG	100	99	IG
La Française Finance Services sucursal en Espana (succursale de LFFS)	Espagne	100	99	IG	100	99	IG
La Française Group Korea Limited	Corée du sud	100	99	IG	100	99	IG
La Française Group UK Finance Limited	Grande Bretagne	100	99	IG	100	99	IG
La Française Group UK Limited	Grande Bretagne	100	99	IG	100	99	IG
La Française Group UK Limited Allemagne (succursale de LFG UK Limited)	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG

La Française Group Singapore PTE Limited	Singapour	100	99	IG	100	99	IG
La Française Real Estate Managers	France	100	99	IG	100	99	IG
La Française Sytematic Asset Management GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
LFP Multi Alpha	France	100	99	IG	100	99	IG
New Alpha Asset Management	France	67	66	IG	52	51	IG
F. Capital-investissement							
CIC Capital Belgium	Belgique	100	98	IG	100	98	IG
CIC Capital Canada Inc.	Canada	100	98	IG	100	98	IG
CIC Capital Deutschland GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
CIC Capital Suisse SA	Suisse	100	98	IG	100	98	IG
CIC Capital Ventures Quebec	Canada			FU	100	98	IG
CIC Conseil	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Capital	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Equity	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Equity SCR	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Innovation	France	100	98	IG	100	98	IG
G. Autres métiers							
2SF Société des services fiduciaires	France	33	30	ME	33	30	ME
Actéa Environnement	France	100	100	IG	100	100	IG
Affiches d'Alsace Lorraine	France	100	97	IG	100	97	IG
Alsacienne de Portage des DNA	France	100	97	IG	100	97	IG
Banque de Tunisie	Tunisie	35	35	ME	35	35	ME
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	France	62	66	ME	62	67	ME
Carizy	France	100	98	IG	100	98	IG
Centre de conseil et de service (CCS)	France	100	100	IG	100	100	IG
CIC Participations	France	100	98	IG	100	98	IG
Cofidis Group	France	100	98	IG	100	98	IG
Crédit Mutuel Titres	France	81	84	IG	81	84	IG
Davai	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Academie	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Editions	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Events	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Info	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Medias	France	100	98	IG			NC
EBRA Medias Alsace	France			FU	100	98	IG
EBRA Medias Bourgogne Rhone-Alpes	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Medias Lorraine Franche Comté	France			FU	100	98	IG
EBRA Medias Rhone-Alpes PACA	France			FU	100	98	IG
EBRA Portage Bourgogne Rhone-Alpes	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Portage Dauphiné Savoie	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Productions	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Services	France	100	98	IG	100	98	IG
EBRA Studio	France	100	98	IG	100	98	IG
EIP	France	100	100	IG	100	100	IG
Est Bourgogne Médias	France	100	98	IG	100	98	IG
Euro Automatic Cash	Espagne	50	45	ME	50	45	ME
Euro Protection Surveillance	France	89	82	IG	89	82	IG
Euro-Information	France	90	90	IG	90	90	IG
Euro-Information Développement	France	100	90	IG	100	90	IG
Euro-Information Services	France	100	90	IG	100	90	IG
Euro TVS	France	100	91	IG	100	91	IG
Foncière Massena	France	100	88	IG	100	88	IG
Fonds Révolution Environnementale et Solidaire	France	100	93	IG	100	93	IG
France Régie	Allemagne	100	97	IG	100	97	IG
GEIE Synergie	France	100	98	IG	100	78	IG
Gens d'Évènement	France	70	69	IG	70	69	IG
GIE CMN Prestations	France	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Progrès	France	100	98	IG	100	98	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries (GRLI)	France	100	98	IG	100	98	IG
Humanoid	France	100	80	IG	100	80	IG
Immo CMM	France	100	100	IG	100	100	IG
Immobilier BCL Lille	France	55	55	IG	55	55	IG
Journal de la Haute Marne	France	50	49	ME	50	49	ME
KCIOP	France	100	98	IG	62	61	IG

La Liberté de l'Est	France	100	98	IG	100	98	IG
La Tribune	France	100	98	IG	100	98	IG
Le Dauphiné Libéré	France	100	98	IG	100	98	IG
Le Républicain Lorrain	France	100	98	IG	100	98	IG
Lemon Start	France	100	80	IG	100	80	IG
Les Dernières Nouvelles d'Alsace	France	99	97	IG	99	97	IG
L'Est Républicain	France	100	98	IG	100	98	IG
L'immobilière du CMN	France	100	100	IG	100	100	IG
Loire Événement Organisation	France	55	54	IG	55	54	IG
Lumedia	Luxembourg	50	49	ME	50	49	ME
Lyf SAS	France	50	45	ME	50	45	ME
Mademoiselle	France			FU	100	80	IG
Media des massifs français	France	68	67	IG	68	67	IG
Mediaportage	France	100	98	IG	100	98	IG
Mutuelles Investissement	France	100	98	IG	100	98	IG
Nord Europe Partenariat	France			FU	100	100	IG
Nord Europe Participations et Investissements	France	100	100	IG	100	100	IG
Oddity H.	France	81	80	IG	81	80	IG
Presstic Numerama	France	100	80	IG	100	80	IG
PRO EXPO Services	France	100	54	IG	100	54	IG
RES 1 (ex Crédit Mutuel Impact Forêts)	France	100	93	IG	100	93	IG
RES 2 (ex Crédit Mutuel Impact Forêts II)	France	100	93	IG	100	93	IG
SAP Alsace	France	100	98	IG	100	98	IG
SAS RES holding	France	100	93	IG			NC
SCI 14 Rue de Londres	France	100	88	IG	100	88	IG
SCI ACM	France	100	88	IG	100	88	IG
SCI Centre Gare	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI CMN	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI CMN Locations	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI CMN1	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI CMN2	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI CMN3	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI La Tréflière	France	100	99	IG	100	99	IG
SCI Le Progrès Confluence	France	100	98	IG	100	98	IG
SCI Provence Lafayette	France	100	88	IG	100	88	IG
SCI Richebé Inkerman	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI Saint Augustin	France	100	88	IG	100	88	IG
SFINE Bureaux	France	100	100	IG	100	100	IG
SFINE Propriété à vie	France	100	100	IG	100	100	IG
Société d'Edition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura (SEHLJ)	France	100	98	IG	100	98	IG
Société Foncière et Immobilière Nord Europe	France	100	100	IG	100	100	IG
Sofedis	France	100	99	IG			NC
Targo Deutschland GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Dienstleistungs GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Technology GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Transactimmo	France	100	100	IG	100	100	IG
H. Sociétés d'assurance							
ACM Belgium Life SA (ex NELB)	Belgique	100	88	IG	100	88	IG
ACM Capital	France	100	88	IG	100	88	IG
ACM Deutschland Life AG	Allemagne	100	93	IG	100	93	IG
ACM Deutschland non Life AG	Allemagne	100	93	IG	100	93	IG
ACM Deutschland AG	Allemagne	100	93	IG	100	93	IG
ACM GIE	France	100	88	IG	100	88	IG
ACM IARD	France	100	88	IG	97	85	IG
ACM Vie SA	France	100	88	IG	100	88	IG
ACM Vie, Société d'Assurance Mutuelle	France	100	100	IG	100	100	IG
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	France	89	88	IG	90	88	IG
<p>* Méthode : IG = Intégration Globale ; ME = Mise en Equivalence ; NC = Non Consolidée ; FU = Fusionnée</p> <p>** la société TARGOBANK AG en Allemagne s'articule autour de trois activités : TARGOBANK Retail pour le crédit à la consommation, TARGOBANK Factoring et Equipment Finance pour les filiales du réseau bancaire (factoring et leasing) et TARGOBANK Corporate Banking pour le réseau bancaire.</p>							

3b Informations sur les implantations incluses dans le périmètre de consolidation

L'article L.511-45 du Code monétaire et financier impose aux établissements de crédit de publier des informations sur leurs implantations et leurs activités dans chaque état ou territoire. Le pays de chaque implantation est mentionné dans le périmètre de consolidation.

Le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009 dans les États ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée sur la liste fixée par la parution au journal officiel de l'UE du 07/05/2025.

Pays	Produit net bancaire	Bénéfice ou perte avant impôts et taxes	Impôts courants	Impôts différés	Autres taxes et charges sociales	Effectifs moyens en ETP	Subventions publiques
Allemagne	2 276	817	-151	-71	-131	6 222	0
Belgique	535	197	-34	1	-66	1 574	0
Canada	7	4	-3	1	0	7	0
Espagne	173	-42	0	3	-9	844	0
États-Unis d'Amérique	168	93	-26	3	-8	103	0
France	13 193	6 625	-1 367	-99	-1 841	60 811	0
Hong-Kong	16	8	-1	0	-1	25	0
Hongrie	65	-12	-2	0	-5	664	0
Italie	197	43	-13	1	-9	413	0
Luxembourg	429	197	-38	0	-34	1 170	0
Monaco	10	6	-1	0	0	19	0
Pays-Bas	1	1	0	0	0	2	0
Pologne	19	-3	0	-1	-3	132	0
Portugal	192	80	-23	2	-9	728	0
République de Corée	1	0	0	0	0	2	0
République tchèque	17	-4	0	0	-2	160	0
Royaume-Uni	87	33	-5	0	-5	100	0
Singapour	99	62	-9	0	-3	153	0
Slovaquie	16	-3	0	0	-2	106	0
Suisse	223	73	-6	5	-18	463	0
Tunisie (1)	0	22	0	0	0	0	0
Total	17 723	8 196	-1 678	-155	-2 144	73 698	0

(1) Entité consolidée par mise en équivalence.

3c Entités intégrées globalement ayant des minoritaires significatifs

31/12/2025	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement (1)			
	Pourcentage d'intérêt/ Pourcentage de droits de vote	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	Réserves latentes	PNB
Euro-Information	10 %	9	237	0	2 845	115	0	1 963
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	12 %	118	983	-37	137 241	942	898	1 443

(1) Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.

31/12/2024	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement (1)			
	Pourcentage d'intérêt/ Pourcentage de droits de vote	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	Réserves latentes	PNB
Euro-Information	10 %	13	229	0	2 798	141	0	1 837
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	12 %	115	933	-137	128 341	951	618	1 356

(1) Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.

3d Participations dans des entités structurées non consolidées**Financements d'actifs**

Le groupe octroie des prêts à des entités structurées dont le seul objet est la détention des actifs afin d'être mis en location, les loyers reçus permettant à l'entité structurée le remboursement de ses emprunts. Ces entités sont dissoutes à l'issue de l'opération de financement. Le groupe est généralement le seul actionnaire.

Pour cette catégorie, l'exposition maximale aux pertes sur les entités structurées correspond à la valeur comptable de l'actif financé de l'entité structurée.

Organismes de placement collectif ou fonds

Le groupe intervient comme gestionnaire et dépositaire. Il propose à sa clientèle des fonds dans lesquels il n'a pas vocation à investir. Le groupe commercialise et gère ces fonds, dédiés ou publics, et pour cela est rémunéré par des commissions.

Pour certains fonds proposant des garanties aux porteurs de parts, le groupe peut être contrepartie aux swaps mis en place. Dans les cas exceptionnels où le groupe serait tout à la fois gestionnaire et investisseur de telle façon qu'il serait supposé agir d'abord pour son propre compte, cette entité serait alors intégrée dans le périmètre de consolidation.

Un intérêt dans une entité structurée non consolidée est un lien contractuel ou non qui expose le groupe à la variabilité des rendements associés à la performance de l'entité.

Le risque du groupe est essentiellement un risque opérationnel de manquement à son mandat de gestion ou de dépositaire et, le cas échéant, est également exposé au risque à hauteur des sommes investies.

Aucun soutien financier n'a été accordé aux entités structurées du groupe sur l'exercice.

	31/12/2025			31/12/2024		
	Véhicules de titrisation (SPV)	Gestion d'actifs (OPCVM/SCPI) ⁽¹⁾	Autres entités structurées ⁽²⁾	Véhicules de titrisation (SPV)	Gestion d'actifs (OPCVM/SCPI) ⁽¹⁾	Autres entités structurées ⁽²⁾
Total bilan	0	40 120	3 890	0	37 925	3 211
Valeurs comptables des actifs financiers	0	21 157	1 443	0	19 460	1 417

(1) Les montants indiqués concernent les OPCVM détenus à plus de 20 % et dont le groupe Crédit Mutuel assure la gestion, y compris unités de compte détenues par les assurés.
(2) Les autres entités structurées correspondent à des entités de financement d'actifs.

Note 4 Caisse, Banques centrales (actif/passif)

	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, Banques centrales – actif		
Banques centrales	73 235	85 506
dont réserves obligatoires	2 689	2 820
Caisse	868	1 105
Total	74 103	86 611
Banques centrales – passif	12	18

Note 5 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

5a Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total
Titres	11 373	609	7 497	19 479	11 526	735	7 149	19 410
• Effets publics	662	0	0	662	1 787	0	0	1 787
• Obligations et autres titres de dettes	9 028	609	918	10 555	8 665	735	936	10 336
Cotés	9 028	0	288	9 316	8 665	0	296	8 961
Non cotés	0	609	630	1 239	0	735	640	1 375
dont OPC	0	0	560	560	0	0	565	565
• Actions et autres instruments de capitaux propres	1 683	0	5 056	6 739	1 074	0	5 036	6 110
Cotés	1 683	0	1 394	3 077	1 074	0	1 273	2 347
Non cotés	0	0	3 662	3 662	0	0	3 763	3 763
• Titres immobilisés	0	0	1 523	1 523	0	0	1 177	1 177
Titres de participations	0	0	383	383	0	0	374	374
Autres titres détenus à long terme	0	0	89	89	0	0	92	92
Parts dans les entreprises liées	0	0	1 025	1 025	0	0	687	687
Autres titres immobilisés	0	0	26	26	0	0	24	24
Instruments dérivés	6 138	0		6 138	6 355	0	0	6 355
Prêts et créances	11 797	0	14	11 811	14 362	0	15	14 377
dont pensions	11 797	0		11 797	14 362	0	0	14 362
Autres actifs classés à la JVPR	0	0	60	60	0	0	35	35
Total	29 308	609	7 571	37 488	32 243	735	7 199	40 177

Au 31/12/2024, un reclassement de 283 millions d'euros a été effectué sur les "obligations et autres titres de dettes" classés en "Autres JVPR", de Non cotés vers Cotés. Les "Autres actifs classés à la JVPR" ont également été reclassés pour 35 millions d'euros, de "Transaction" vers "Autres JVPR".

Liste des principales participations non consolidées comptabilisées à la juste valeur par résultat

		% détenu	JV au 31/12/2025	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Crédit Logement	Non coté	5 %	74	1590	12389	207	111
CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat)	Non coté	10 %	59	612	19219	10	5
Groupe Forestier Vosges Nord	Non coté	100%	248	27	27	2	< 1

Les différents chiffres (hors pourcentage de détention) se rapportent à l'exercice 2024.

5b Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	18 604	23 916
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ⁽¹⁾	3 082	2 727
Total	21 686	26 643
<i>(1) Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat". Ce reclassement impacte la ligne "Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat".</i>		

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	31/12/2025	31/12/2024
Vente à découvert de titres	931	1 425
• Obligations et autres titres de dettes	52	616
• Actions et autres instruments de capitaux propres	879	809
Dettes représentatives des titres donnés en pension	11 282	15 834
Instruments dérivés de transaction	5 783	6 016
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	608	641
Total	18 604	23 916

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
Titres émis ⁽¹⁾	2 733	2 733	0	2 448	2 448	0
Dettes interbancaires	47	47	0	69	68	1
Dettes envers la clientèle	302	302	0	210	210	0
Total	3 082	3 082	0	2 727	2 726	1
<i>(1) Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat". Ce reclassement impacte la ligne "Titres émis".</i>						

5c Analyse des instruments dérivés de transaction

	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments de taux	183 105	4 440	4 280	179 161	4 082	3 971
Swaps	149 312	3 881	4 051	143 082	3 450	3 794
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	33 793	559	229	36 079	631	177
Instruments de change	165 469	1 412	1 268	156 059	2 015	1 831
Swaps	94 332	25	17	94 871	79	49
Autres contrats fermes	13 909	1 096	960	14 741	1 558	1 404
Options et instruments conditionnels	57 228	291	291	46 447	378	378
Autres que taux et change	19 909	286	235	22 994	258	214
Swaps	5 355	101	109	6 444	108	126
Autres contrats fermes	9 414	96	89	11 941	41	32
Options et instruments conditionnels	5 140	89	37	4 609	109	56
Total	368 483	6 138	5 783	358 214	6 355	6 016

Les dérivés sont actualisés en cohérence avec le taux de rémunération du collatéral auquel ils se rattachent :

- Si le dérivé est compensé en CCP (LCH ou Eurex) : la courbe de taux RFR de la devise correspondante définie par la CCP. La valorisation des dérivés EUR compensés avec Eurex tient compte de la base LCH / Eurex.

- Si le dérivé est resté en bilatéral (contrepartie bancaire) : courbe d'actualisation quasi exclusivement Ester (car les CSA ou ARG prévoient quasi exclusivement de l'échange de collatéral en EUR)

- Si le dérivé est non collatéralisé (cas des clients) : courbe d'actualisation Euribor

L'écart résultant de la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture est comptabilisé en inefficacité. Par ailleurs, la valeur des dérivés tient compte du risque de contrepartie.

Note 6 Couverture

6a Instruments dérivés de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Couverture de Fair Value Hedge	309 593	670	1 090	296 772	824	1 636
Swaps	309 592	670	1 090	296 771	824	1 636
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	1	0	0	1	0	0
Total	309 593	670	1 090	296 772	824	1 636

Les dérivés sont actualisés en cohérence avec le taux de rémunération du collatéral auquel ils se rattachent :

- Si le dérivé est compensé en CCP (LCH ou Eurex) : la courbe de taux RFR de la devise correspondante définie par la CCP. La valorisation des dérivés EUR compensés avec Eurex tient compte de la base LCH / Eurex.

- Si le dérivé est resté en bilatéral (contrepartie bancaire) : courbe d'actualisation quasi exclusivement Ester (car les CSA ou ARG prévoient quasi exclusivement de l'échange de collatéral en EUR)

- Si le dérivé est non collatéralisé (cas des clients) : courbe d'actualisation Euribor

L'écart résultant de la différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture est comptabilisé en inefficacité. Par ailleurs, la valeur des dérivés tient compte du risque de contrepartie.

Echéancier de la valeur nominale des instruments dérivés de couverture

31/12/2025	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2025
Couverture de Fair Value Hedge	13 877	30 591	150 189	114 935	309 593
Swaps	13 877	30 591	150 189	114 935	309 592
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	0	0	1	0	1
Total	13 877	30 591	150 189	114 935	309 593

31/12/2024	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2024
Couverture de Fair Value Hedge	17 995	30 359	143 285	105 133	296 772
Swaps	17 995	30 359	143 284	105 133	296 771
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0
Options et instruments conditionnels	0	0	1	0	1
Total	17 995	30 359	143 285	105 133	296 772

6b Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuille		
▪ d'actifs financiers	-1 607	-471
▪ de passifs financiers	-17	-15

6c Éléments couverts en Fair Value Hedge

Éléments couverts à l'actif

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice
Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	6 832	0	0	7 896	0	0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	286 392	-1 628	-1 126	270 544	-503	1 588
Titres au coût amorti	1 201	-26	9	1 040	-34	21
Actifs financiers à la JVCP	23 913	-324	-17	25 496	-307	105
Total	318 338	-1 978	-1 134	304 976	-844	1 714

Éléments couverts au passif

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice	Valeur au bilan	Dont réévaluation liée à la couverture	Dont réévaluation de l'exercice
Dettes représentées par un titre	76 043	-1 319	146	79 668	-1 465	929
Dettes envers les établissements de crédit	7 976	-476	-42	23 072	-434	445
Dettes envers la clientèle	61 416	-17	-1	24 322	-15	15
Total	145 435	-1 812	103	127 062	-1 914	1 389

Note 7 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics	15 447	15 018
Obligations et autres titres de dettes	30 337	28 635
▪ Cotés	29 284	27 517
▪ Non cotés	1 054	1 118
Créances rattachées	326	330
Sous-total brut titres de dettes	46 110	43 983
Dont titres de dettes dépréciés (S3)	20	3
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-20	-18
Autres dépréciations (S3)	-11	-3
Sous-total net titres de dettes	46 080	43 962
Actions et autres instruments de capitaux propres	126	104
▪ Cotés	0	0
▪ Non cotés	126	104
Titres immobilisés	603	627
▪ Titres de participations	87	82
▪ Autres titres détenus à long terme	476	473
▪ Parts dans les entreprises liées	40	72
Sous-total instruments de capitaux propres	729	731
Total	46 808	44 693
dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	-123	-159
dont titres de participation cotés	0	0

Note 8 Hiérarchie de la Juste Valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan

31/12/2025	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers IFRS 9 – Hors assurance				
Juste valeur par capitaux propres	35 092	10 988	727	46 808
Effets publics et valeurs assimilées	15 457	82	0	15 539
Obligations et autres titres de dettes	19 636	10 904	0	30 540
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	1	125	126
Participations et ATDLT	0	0	563	563
Parts entreprises liées	0	0	40	40
Prêts et Créances EC - JVCPR	0	0	0	0
Prêts et Créances Clientèle - JVCPR	0	0	0	0
Transaction/JVO/Autres	5 010	26 403	6 076	37 488
Effets publics et valeurs assimilées – Transaction	50	612	0	662
Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées - Autres JVPR	0	0	0	0
Obligations et autres titres de dettes – Transaction	1 710	7 242	76	9 028
Obligations et autres titres de dettes – Juste valeur sur option	0	0	609	609
Obligations et autres titres de dettes – Autres JVPR	283	586	49	918
Actions et autres instruments de capitaux propres – Transaction	1 515	167	0	1 683
Actions et autres instruments de capitaux propres – Autres JVPR (1)	1 394	0	3 662	5 056
Participations et ATDLT – Autres JVPR	1	1	470	472
Parts entreprises liées – Autres JVPR	0	0	1 051	1 051
Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	0	0	0
Prêts et créances sur établissements de crédit - Autre JVPR	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle – Autres JVPR	0	11 797	0	11 797
Prêts et créances sur la clientèle – Transaction	0	14	0	14
Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
Dérivés et autres actifs financiers – Transaction	57	5 924	158	6 138
Autres actifs classés à la JVPR	0	60	0	60
Instruments dérivés de couverture	0	670	0	670
Total	40 103	38 061	6 803	84 967
Actifs financiers IFRS 9 – placements des activités d’assurance				
Juste valeur par capitaux propres	78 173	4 423	2 013	84 609
Effets publics et valeurs assimilées	36 671	177	0	36 848
Obligations et autres titres de dettes	39 009	767	0	39 776
Actions et autres instruments de capitaux propres	1 398	18	0	1 416
Participations et ATDLT	1 095	0	2 013	3 108
Parts entreprises liées	0	0	0	0
Prêts et Créances EC – JVCPR	0	3 461	0	3 461

Transaction/JVO/Autres	44 232	12 925	0	57 157
Effets publics et valeurs assimilées – Transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées – Juste valeur sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées – Autres JVPR	175	7	0	183
Obligations et autres titres de dettes – Transaction	0	0	0	0
Obligations et autres titres de dettes – Juste valeur sur option	0	0	0	0
Obligations et autres titres de dettes – Autres JVPR	27 893	5 172	0	33 065
Actions et autres instruments de capitaux propres – Transaction	0	0	0	0
Actions et autres instruments de capitaux propres – Autres JVPR	16 163	7 239	0	23 402
Prêts et créances – Autre JVPR	0	164	0	164
Prêts et créances sur établissements de crédit – Autre JVPR	0	0	0	0
Dérivés et autres actifs financiers – Transaction	0	0	0	0
Immeubles d'exploitation – Autres JVPR	0	343	0	343
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Immeubles hors exploitation AJVPR	0	2 694	0	2 694
Total	122 404	20 043	2 013	144 460
Passifs financiers IFRS 9				
Transaction/JVO	1 027	20 318	342	21 686
Dettes envers les établissements de crédit – Juste valeur sur option	0	47	0	47
Dettes envers la clientèle – Juste valeur sur option	0	302	0	302
Dettes – Transaction	0	11 282	0	11 282
Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	1 027	5 954	342	7 322
Instruments dérivés de couverture	0	1 090	0	1 090
Total	1 027	21 408	342	22 776

(1) Comporte notamment les participations détenues par les sociétés capital-investissement du groupe.

- niveau 1 : cours coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables ;
- niveau 3 : valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité des titres jugés peu liquides et des dérivés.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ces dernières incluent le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Hierarchie de la Juste Valeur – Détail du niveau 3	Ouverture	Achats	Ventes/ remboursements	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture
Actions et autres instruments de capitaux propres - Autres JVPR	3 762	469	-525	-314	280	0	-10	3 662

31/12/2024	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers IFRS 9 – Hors assurance				
Juste valeur par capitaux propres	33 190	10 682	820	44 693
Effets publics et valeurs assimilées	14 113	914	90	15 117
Obligations et autres titres de dettes	19 077	9 766	0	28 844
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	1	102	104
Participations et ATDLT	0	0	556	556
Parts entreprises liées	0	0	72	72
Transaction/JVO/Autres	5 995	25 844	8 339	40 177
Effets publics et valeurs assimilées – Transaction	1 210	577	0	1 787
Obligations et autres titres de dettes – Transaction	2 082	5 427	1 157	8 666
Obligations et autres titres de dettes – Juste valeur sur option	0	0	735	735
Obligations et autres titres de dettes – Autres JVPR	289	586	60	935
Actions et autres instruments de capitaux propres – Transaction	1 074	0	0	1 074
Actions et autres instruments de capitaux propres – Autres JVPR (1)	1 274	0	3 762	5 036
Participations et ATDLT – Autres JVPR	4	1	462	466
Parts entreprises liées – Autres JVPR	0	0	711	711
Prêts et créances sur la clientèle – Autres JVPR	0	14 362	0	14 362
Prêts et créances sur la clientèle – Transaction	0	15	0	15
Dérivés et autres actifs financiers – Transaction	61	4 841	1 453	6 355

Autres actifs classés à la JVPR	0	35	0	35
Instruments dérivés de couverture	1	820	2	824
Total	39 186	37 347	9 161	85 694
Actifs financiers IFRS 9 – Placements des activités d'assurance				
Juste valeur par capitaux propres	73 767	4 190	1 913	79 870
Effets publics et valeurs assimilées	33 428	217	0	33 645
Obligations et autres titres de dettes	38 153	677	0	38 830
Actions et autres instruments de capitaux propres	1 240	19	0	1 259
Participations et ATDLT	946	0	1 907	2 852
Parts entreprises liées	0	0	6	6
Prêts et Créances EC – JVCPR	0	3 277	0	3 277
Transaction/JVO/Autres	39 685	12 461	0	52 146
Effets publics et valeurs assimilées – Transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées – Juste valeur sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées – Autres JVPR	170	7	0	177
Obligations et autres titres de dettes – Transaction	0	0	0	0
Obligations et autres titres de dettes – Juste valeur sur option	0	0	0	0
Obligations et autres titres de dettes – Autres JVPR	25 129	5 349	0	30 478
Actions et autres instruments de capitaux propres – Transaction	0	0	0	0
Actions et autres instruments de capitaux propres – Autres JVPR	14 387	6 614	0	21 000
Prêts et créances – Autre JVPR	0	147	0	147
Prêts et créances sur établissements de crédit – Autre JVPR	0	0	0	0
Dérivés et autres actifs financiers – Transaction	0	0	0	0
Immeubles d'exploitation – Autres JVPR	0	344	0	344
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Immeubles hors exploitation AJVPR	0	2 708	0	2 708
Total	113 452	19 360	1 913	134 724
Passifs financiers IFRS 9				
Transaction/JVO	1 769	23 037	1 837	26 643
Dettes envers les établissements de crédit – Juste valeur sur option	0	69	0	69
Dettes envers la clientèle – Juste valeur sur option	0	210	0	210
Dettes représentées par un titre – Juste valeur sur option	0	2 448	0	2 448
Dettes subordonnées – Juste valeur sur option	0	0	0	0
Dettes – Transaction	0	15 835	0	15 835
Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	1 769	4 476	1 837	8 082
Instruments dérivés de couverture	0	1 628	9	1 636
Total	1 769	24 665	1 846	28 280

(1) Comporte notamment les participations détenues par les sociétés capital-investissement du groupe.

(2) Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué en niveau 2 par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre" (en note 37) vers la ligne "Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option" (note 8)

Lors de la clôture de l'exercice, la méthode de classification dans les différents niveaux de juste valeur a été affinée sur certains instruments financiers de la succursale CIC New York, principalement des instruments de type Mortgage-Backed Securities (MBS).

L'analyse a mis en évidence que ces instruments ne répondaient pas aux critères de niveau 1 (prix coté non ajusté sur un marché actif pour un instrument identique) et devaient être classés en niveau 2 selon les principes de la norme IFRS 13.

Les montants suivants ont ainsi été reclassés en niveau 2 pour l'exercice 2024 :

Dans les instruments évalués à la juste valeur par capitaux propres :

- obligations et autres titres de dettes : 6592 millions de dollars (6 345 millions d'euros)

Dans les instruments évalués à la juste valeur par résultat :

- effets publics et valeurs assimilées - Transaction : 2 millions de dollars (2 millions d'euros)

- Obligations et autres titres de dettes – Transaction : 4 403 millions de dollars (4 238 millions d'euros)

Note 9 Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB. Les portefeuilles de trading et de titres à la juste valeur par capitaux propres ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable 31/12/2025	Valeur comptable 31/12/2024
RMBS	1 104	1 115
CMBS	0	0
CLO	4 364	3 836
Autres ABS	5 984	5 099
Total	11 451	10 051

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

31/12/2025	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Juste valeur par résultat	47	0	0	5	52
Coût amorti	7	0	243	3 141	3 391
Juste valeur - Autres	1	0	31	147	179
Juste valeur par capitaux propres	1 049	0	4 090	2 691	7 829
Total	1 104	0	4 364	5 984	11 451
France	500	0	971	1 444	2 916
Espagne	41	0	0	378	419
Royaume Uni	162	0	408	287	857
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	379	0	120	2 326	2 825
États-Unis	1	0	2 865	1 113	3 979
Autres	20	0	0	436	456
Total	1 104	0	4 364	5 984	11 451
US Agencies	0	0	0	0	0
AAA	1 097	0	3 975	2 505	7 578
AA	4	0	309	872	1 185
A	1	0	49	2	51
BBB	0	0	0	0	0
BB	0	0	0	0	0
Inférieur ou égal à B	1	0	0	6	7
Non noté	0	0	31	2 599	2 630
Total	1 104	0	4 364	5 984	11 451
Origination 2020 et avant	21	0	146	84	251
Origination 2021	196	0	646	385	1 227
Origination 2022	150	0	53	295	498
Origination 2023	192	0	111	1 685	1 988
Origination 2024	274	0	1 320	2 017	3 612
Origination 2025	272	0	2 087	1 516	3 875
Total	1 104	0	4 364	5 984	11 451

31/12/2024	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Juste valeur par résultat	111	0	0	22	133
Coût amorti	11	0	306	2 936	3 252
Juste valeur – Autres	1	0	14	128	143
Juste valeur par capitaux propres	993	0	3 516	2 013	6 522
Total	1 115	0	3 836	5 099	10 051
France	557	0	835	1 256	2 648
Espagne	49	0	0	332	381
Royaume Uni	54	0	171	366	591
Europe hors France, Espagne et Royaume Uni	416	0	172	1 679	2 267
États-Unis	2	0	2 659	1 158	3 818
Autres	37	0	0	308	345
Total	1 115	0	3 836	5 099	10 051
US Agencies	0	0	0	0	0
AAA	1 100	0	3 497	2 079	6 676
AA	9	0	248	546	803
A	4	0	77	3	84
BBB	0	0	0	0	0
BB	0	0	0	0	0
Inférieur ou égal à B	1	0	0	7	9
Non noté	0	0	14	2 465	2 480
Total	1 115	0	3 836	5 099	10 051
Origination 2020 et avant	238	0	544	77	859
Origination 2021	244	0	1 486	510	2 240
Origination 2022	194	0	212	398	804
Origination 2023	187	0	323	1 980	2 490
Origination 2024	252	0	1 272	2 135	3 658
Total	1 115	0	3 836	5 099	10 051

Note 10 Actifs financiers au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Titres au coût amorti	6 153	5 680
Prêts et créances sur les établissements de crédit	73 066	70 565
Prêts et créances sur la clientèle	539 232	527 104
Total	618 451	603 349

10a Titres au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Titres	6 138	5 679
▪ Effets publics	2 862	2 554
▪ Obligations et autres titres de dettes	3 276	3 125
Cotés	2 686	2 383
Non cotés	590	742
Créances rattachées	18	17
Total brut	6 156	5 696
dont actifs dépréciés (S3)	1	23
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-3	-2
Autres dépréciations (S3)	0	-14
Total net	6 153	5 680

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable des titres de dettes HQLA comptabilisés à l'actif au coût amorti s'élève à 3 527 millions d'euros. La juste valeur estimée de ces actifs s'élève à 3 475 millions d'euros.

10b Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Créances saines (S1/S2)	71 861	69 072
▪ Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	55 866	53 345
▪ Autres comptes ordinaires	2 546	3 854
▪ Prêts	1 674	1 685
▪ Autres créances	9 971	8 132
▪ Pensions	1 804	2 056
Créances rattachées	1 206	1 494
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-1	-1
Total	73 066	70 565

(1) Concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A).

10c Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Créances saines (S1/S2)	511 621	500 231
Créances commerciales	19 270	17 960
Autres concours à la clientèle	491 148	481 098
▪ crédits à l'habitat	267 673	264 131
▪ autres concours et créances diverses (1) (2)	223 475	216 967
Créances rattachées	1 203	1 173
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 203	16 031
Créances brutes	528 824	516 262
Dépréciations sur encours sains (S1/S2) (3)	-2 955	-3 076
Autres dépréciations (S3)	-7 871	-7 549
Sous-total I	517 998	505 637
Location financement (investissement net)	20 820	20 911
▪ Mobilier	15 434	15 458
▪ Immobilier	5 386	5 453
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	1 057	1 081
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-203	-201
Autres dépréciations (S3)	-439	-324
Sous-total II	21 235	21 467
Total	539 232	527 104
dont prêts participatifs	12	12
dont prêts subordonnés	2 150	1 885

(1) Dont 3,3 milliards d'euros au 31 décembre 2025 de prêts garantis par l'état (PGE) accordés dans le cadre de la crise Covid-19.

(2) Sont inclus les dépôts de garantie versés en représentation des engagements de paiements accordés au fonds de résolution unique (289 M€) et Fonds de garantie des dépôts (305 M€).

(3) Ce poste comprend un ajustement post-modèle – cf. note 1 – Principes comptables.

Ventilation des prêts garantis par l'état (PGE)

	Encours			Dépréciations		
	S1	S2	S3	S1	S2	S3
Montants au 31/12/2025	1 230	783	1 323	-9	-3	-174
Montants au 31/12/2024	2 779	1 960	1 491	-2	-6	-186

Opérations de location financement avec la clientèle

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Valeur brute comptable	21 992	3 544	-3 657	-2	21 877
Dépréciations des loyers non recouvrables	-525	-313	194	2	-642
Valeur nette comptable	21 467	3 231	-3 463	0	21 235

Ventilation par durée des loyers futurs minimaux à recevoir au titre de la location financement

	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total
Loyers futurs minimaux à recevoir	6 191	12 571	3 531	22 293
Valeurs actualisées des loyers futurs	5 630	11 808	3 500	20 938
Produits financiers non acquis	561	763	31	1 355

Note 11 Passifs financiers au coût amorti**11a Dettes représentées par un titre au coût amorti**

	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse	85	79
TMI & TCN (1)	61 651	61 141
Emprunts obligataires	85 143	87 874
Titres seniors non préférés	13 995	12 987
Dettes rattachées ⁽¹⁾	1 821	2 023
Total	162 695	164 104

(1) Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre au coût amorti" vers la ligne "Passifs financiers à la juste valeur par résultat". Ce reclassement impacte les lignes "TMI & TCN" et "Dettes rattachées".

11b Dettes envers les établissements de crédit

	31/12/2025	31/12/2024
Autres comptes ordinaires	1 306	3 006
Emprunts	14 936	13 888
Autres dettes	2 915	3 244
Pensions	11 102	12 766
Dettes rattachées	147	225
Total	30 406	33 129

11c Dettes envers la clientèle au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'épargne à régime spécial	162 612	163 299
• à vue	131 183	128 285
• à terme	31 429	35 014
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	37	27
Sous-total	162 649	163 326
Comptes à vue	194 899	194 181
Comptes et emprunts à terme	127 312	123 326
Pensions	27	9
Dettes rattachées	1 878	1 840
Autres dettes	30	59
Dettes d'assurance et de réassurance	0	0
Sous-total	324 146	319 415
Total	486 795	482 741

11d Compensation des actifs et passifs financiers

31/12/2025	Montants bruts des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers							
Dérivés	12 774	-6 070	6 704	-3 639	0	-402	2 664
Pensions	20 510	-1 095	19 415	0	-19 002	-338	74
Total	33 284	-7 165	26 119	-3 639	-19 002	-740	2 738

31/12/2025	Montants bruts des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
Passifs financiers							
Dérivés	12 942	-6 070	6 873	-3 638	0	-840	2 395
Pensions	23 567	-1 095	22 473	0	-22 082	-293	97
Total	36 510	-7 165	29 345	-3 638	-22 082	-1 133	2 492

31/12/2024	Montants bruts des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
Actifs financiers							
Dérivés	8 117	-1 031	7 086	-4 962	0	-748	1 376
Pensions	22 874	-980	21 894	0	-21 597	-252	46
Total	30 991	-2 011	28 980	-4 962	-21 597	-1 000	1 422

31/12/2024	Montants bruts des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montants nets
				Impacts des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
Passifs financiers							
Dérivés	8 683	-1 031	7 652	-4 897	0	-2 356	399
Pensions	29 698	-980	28 718	0	-28 377	-308	33
Total	38 381	-2 011	36 370	-4 897	-28 377	-2 664	432

Ces informations, requises par un amendement à IFRS 7, ont pour but de permettre la comparabilité avec le traitement applicable selon les principes comptables généralement admis aux États-Unis (US GAAP), moins restrictifs que les normes IFRS.

Les montants figurant dans la 2^e colonne correspondant à la compensation comptable, selon IAS 32, pour les opérations passant en chambre.

La colonne « Impact des conventions-cadre de compensation » correspond aux encours de transactions relevant de contrats exécutoires mais ne faisant pas l'objet d'une compensation comptable. Cela concerne notamment les opérations pour lesquelles le droit à compenser s'exerce en cas de défaut, d'insolvabilité ou de la faillite d'une des parties aux contrats. Sont concernés les dérivés et les pensions, traités ou non *via* des chambres de compensation.

La colonne « Instruments financiers reçus/donnés en garantie » comprend les collatéraux échangés sous forme de titres à leur valeur de marché.

La colonne « Trésorerie reçue/versée (cash collateral) » inclut les dépôts de garantie reçus ou donnés en contrepartie des valeurs de marchés positives ou négatives des instruments financiers. Ils sont comptabilisés au bilan dans les rubriques de prêts et créances aux établissements de crédit et à la clientèle à l'actif, et de dettes envers les établissements de crédit et la clientèle au passif.

Note 12 Valeur brute et cadrage des dépréciations**12a Valeurs brutes soumises à dépréciation**

	31/12/2024	Acquisitions/ Production	Vente/ remboursement	Transfert	Autres (1)	31/12/2025
Actifs financiers au coût amorti – prêts et créances Établissements de crédit soumis	70 566	25 516	-24 023	0	1 007	73 067
aux pertes attendues à 12 mois (S1)	70 566	25 516	-24 023	-2	1 007	73 065
aux pertes attendues à maturité (S2)	0	0	0	2	0	2
Actifs financiers au coût amorti – prêts et créances sur la clientèle soumis	538 254	166 570	-153 876	0	-247	550 700
aux pertes attendues à 12 mois (S1)	475 967	156 535	-137 557	-9 139	-998	484 808
aux pertes attendues à maturité (S2)	45 174	9 351	-12 510	5 203	417	47 635
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	16 837	657	-3 755	3 908	316	17 963
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	277	27	-54	28	18	296
Actifs financiers au coût amorti – titres	5 696	1 615	-1 117	-20	-18	6 156
soumis aux pertes attendues à 12 mois (S1)	5 665	1 615	-1 115	0	-17	6 148

soumis aux pertes attendues à maturité (S2)	8	0	0	0	0	8
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	23	0	-2	-20	-1	1
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	43 983	22 397	-18 734	20	-1 555	46 111
aux pertes attendues à 12 mois (S1)	43 979	22 394	-18 731	-5	-1 554	46 083
aux pertes attendues à maturité (S2)	1	3	0	5	0	9
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	3	0	-3	20	-1	20
Total	658 499	216 098	-197 750	0	-813	676 034
<i>(1) Modification des flux ne donnant pas lieu à décomptabilisation et flux divers.</i>						

Valeur comptable brute des expositions par catégorie et par fourchette de probabilité de défaut (prêts à la clientèle)

Par tranche de probabilité de défaut 12 mois IFRS 9	Dont actifs dépréciés dès l'origine	Soumis aux pertes attendues à 12 mois (S1)	Soumis aux pertes attendues à maturité (S2)	Soumis aux pertes attendues sur actifs dépréciés à la clôture mais non dépréciés dès l'origine (S3)
< 0,1	3	200 144	2 031	0
0,1-0,25	0	79 197	530	0
0.26-0,99	0	95 558	9 839	0
1-2,99	5	67 839	12 900	0
3-9,99	7	34 509	11 952	0
>= 10	341	7 559	10 383	17 963
Total	356	484 808	47 635	17 963

12b Cadrage des dépréciations

	31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2025
Actifs financiers au coût amorti – Prêts et créances Établissements de crédit	-1	-1	1	0	-1
pertes attendues à 12 mois (S1)	-1	-1	1	0	-1
pertes attendues à maturité (S2)	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti – Prêts et créances sur la clientèle	-11 150	-6 274	5 957	-1	-11 468
dont actifs dépréciés (S3) dès l'origine	0	0	0	0	0
pertes attendues à 12 mois (S1)	-1 434	-916	1 083	0	-1 267
pertes attendues à maturité (S2)	-1 843	-2 131	2 080	2	-1 892
dont créances clients relevant d'IFRS 15	0	0	0	0	0
pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	-7 873	-3 227	2 794	-4	-8 310
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti – titres	-16	0	2	10	-3
pertes attendues à 12 mois (S1)	-2	0	0	0	-2
pertes attendues à maturité (S2)	-1	0	0	0	-1
pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	-14	0	2	12	0
aux pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture et dès l'origine	0	0	0	0	0
Actifs financier en JVCP – titres de dettes	-21	-16	16	-10	-31
dont actifs dépréciés (S3) dès l'origine	0	0	0	0	0
pertes attendues à 12 mois (S1)	-18	-16	13	1	-20
pertes attendues à maturité (S2)	0	0	0	0	0
pertes attendues sur actifs dépréciés (S3) à la clôture mais non dépréciés dès l'origine	-3	0	3	-11	-11
Total	-11 188	-6 291	5 976	-1	-11 503

Le groupe a mené un test de sensibilité du coût du risque (y compris ajustement post-modèle). Il est présenté en note 1.

12c Répartition des dépréciations

31/12/2025	Encours bruts			Dépréciations					
	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement ⁽¹⁾	S2	Dont ajustement ⁽¹⁾	S3	Encours nets
Prêts et créances Établissements de crédit	73 065	2	0	-1	0	0	0	0	73 066
Prêts et créances clientèle	484 808	47 635	18 259	-1 267	-131	-1 892	-194	-8 310	539 232
Actifs financiers au coût amorti - titres	6 148	8	1	-2	0	-1	0	0	6 153
Actifs financiers en JVCP - titres de dettes	46 083	8	20	-20	0	0	0	-11	46 080
Actifs financiers en JVCP - Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	610 103	47 653	18 279	-1 290	-131	-1 893	-194	-8 321	664 531

(1) Ajustement post-modèle.

31/12/2024	Encours bruts			Dépréciations					
	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement ⁽¹⁾	S2	Dont ajustement ⁽¹⁾	S3	Encours
Prêts et créances Établissements de crédit	70 566	0	0	-1	0	0	0	0	70 565
Prêts et créances clientèle	475 967	45 174	17 114	-1 434	-121	-1 843	-210	-7 873	527 105
Actifs financiers au coût amorti – titres	5 665	8	23	-2	0	-1	0	-14	5 679
Actifs financiers en JVCP – titres de dettes	43 979	1	3	-18	0	0	0	-3	43 962
Actifs financiers en JVCP – Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	596 177	45 183	17 140	-1 455	-121	-1 844	-210	-7 890	647 311

(1) Ajustement post-modèle.

Note 13 Activités d’assurance

Placements des activités d’assurance

	31/12/2025	31/12/2024
Placements financiers d’assurance		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	57 158	52 147
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	84 609	79 869
Prêts et créances, au coût amorti	36	1
Instruments de dettes au coûtamorti	0	0
Immeubles de placement (1)	2 694	2 708
Sous-total Placements financiers d’assurance (2)	144 497	134 725
Actifs des contrats d’assurance	5	10
Actifs des contrats de réassurance	245	284
Total	144 747	135 019

(1) Les immeubles de placement sont comptabilisés à la juste valeur par résultat ;
(2) Les encours en statut 3 sont de 18 millions d'euros, dépréciés intégralement.

Liste des principales participations non consolidées détenues par les assurances

		% détenu	JV au 31/12/2025	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Ardian Holding	Non coté	20 %	1 234	832	1 814	1 037	342
Desjardins	Non coté	10 %	554	3 347	13 697	nc	743
Serenis assurances	Non coté	100 %	90	68	288	nc	4

Les différents chiffres (hors pourcentage de détention) se rapportent à l’exercice 2024 et sont en millions d’euros.

Répartition des instruments de dette détenus par les assurances selon la méthode du Rating Médian

Rating Median	% au 31/12/2025
AAA	14%
AA	9%
A	61%
BBB	12%
Non noté	4%
Total	100%

13a Actifs financiers des assurances à la juste valeur par résultat

	31/12/2025				31/12/2024			
	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Autres JVPR	Total
Titres	0	0	56 651	56 651	0	0	51 656	51 656
• Effets publics	0	0	183	183	0	0	177	177
• Obligations et autres titres de dettes	0	0	33 066	33 066	0	0	30 478	30 478
Cotés	0	0	27 892	27 892	0	0	25 129	25 129
Non cotés	0	0	5 174	5 174	0	0	5 349	5 349
dont OPC	0	0	31 083	31 083	0	0	28 390	28 390
• Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0	23 402	23 402	0	0	21 001	21 001
Cotés	0	0	16 163	16 163	0	0	14 387	14 387
Non cotés	0	0	7 239	7 239	0	0	6 614	6 614
• Participations, parts entreprises liées et ATDLT	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de participations	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0
Immeubles d’exploitation à la juste valeur par résultat	0	0	343	343	0	0	344	344
Prêts et créances	0	0	164	164	0	0	147	147
Total	0	0	57 158	57 158	0	0	52 147	52 147

13b Actifs financiers des assurances à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics	36 850	33 648
Obligations et autres titres de dettes	39 816	38 870
▪ Cotés	39 030	38 174
▪ Non cotés	786	696
Créances rattachées	0	0
Sous-total brut titres de dettes	76 666	72 518
Dont titres de dettes dépréciés (S3)	18	18
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-24	-24
Autres dépréciations (S3)	-18	-18
Sous-total net titres de dettes	76 624	72 476
Prêts	3 462	3 277
Créances rattachées	0	0
Sous-total brut prêts et créances	3 462	3 277
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-1	-1
Autres dépréciations (S3)	0	0
Sous-total net prêts et créances	3 461	3 276
Actions et autres instruments de capitaux propres	1 416	1 259
▪ Cotés	1 398	1 240
▪ Non cotés	18	19
Titres immobilisés	3 108	2 858
▪ Titres de participations	3 108	2 852
▪ Parts dans les entreprises liées	0	6
Sous-total instruments de capitaux propres	4 524	4 117
Total	84 609	79 869
Dont plus ou moins-values latentes constatées en capitaux propres	639	395
Dont titres de participation cotés.	1 095	946

13c Distinction des passifs d'assurance pour couverture restante et sinistres survenus

	31/12/2025					Total
	Passif au titre de la couverture restante (LRC)		Passif au titre des sinistres survenus (LIC)			
	Hors élément de perte	Élément de perte	Contrats hors PAA	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des contrats PAA (BE)	Ajustement pour risque non financier des contrats PAA (RA)	
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	-11	0	1	0	0	-10
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	120 078	180	1 165	3 867	117	125 408
Solde à l'ouverture	120 067	180	1 166	3 867	117	125 397
A – Produits des activités d'assurance	-7 776	0	0	0	0	-7 776
Charges de sinistres et autres charges d'assurance survenus en cours d'exercice	0	-126	1 623	4 476	43	6 016
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	16	0	0	0	0	16
Perte sur les contrats onéreux	0	286	0	0	0	286
Variations liées aux sinistres survenus lors d'années antérieures (ajustement de la LIC)	0	0	-70	-154	-32	-255
B – Charges afférentes aux activités d'assurance	16	160	1 553	4 322	12	6 063
C – Composante d'investissement	-6 470	0	6 470	0	0	0
Résultat des activités d'assurance (A+B+C)	-14 230	160	8 023	4 322	12	-1 713
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis OCI	-763	0	-11	-24	-5	-803
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis hors OCI	6 668	4	16	68	2	6 757
Effet des variations des taux de change	0	0	0	0	0	0
D – Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	-8 324	163	8 028	4 365	9	4 240
Primes reçues	17 344	0	0	0	0	17 344
Sinistres et frais payés, y compris composante d'investissement	0	0	-7 960	-4 287	0	-12 247
Flux de trésorerie d'acquisition des contrats	-21	0	0	0	0	-21
E – Total flux de trésorerie	17 323	0	-7 960	-4 287	0	5 076
F – Transfert vers d'autres postes du bilan	-129	0	0	0	0	-129
Contrats d'assurance – actif	-6	0	1	0	0	-5
Contrats d'assurance – passif	128 943	343	1 233	3 945	125	134 590
Solde à la clôture (D+E+F)	128 937	343	1 233	3 945	125	134 585

	31/12/2024					Total
	Passif au titre de la couverture restante (LRC)		Passif au titre des sinistres survenus (LIC)			
	Hors élément de perte	Élément de perte	Contrats hors PAA	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des contrats PAA (BE)	Ajustement pour risque non financier des contrats PAA (RA)	
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	-16	0	1	0	0	-15
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	114 714	102	1 085	3 735	106	119 742
Solde à l'ouverture	114 697	102	1 087	3 735	106	119 727
A – Produits des activités d'assurance	-7 373	0	0	0	0	-7 373
Charges de sinistres et autres charges d'assurance survenus en cours d'exercice	0	-66	1 574	4 310	39	5 857
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition	15	0	0	0	0	15
Perte sur les contrats onéreux	0	142	0	0	0	142
Variations liées aux sinistres survenus lors d'années antérieures (ajustement de la LIC)	0	0	-68	-67	-31	-166
B – Charges afférentes aux activités d'assurance	15	75	1 506	4 243	8	5 847
C – Composante d'investissement	-6 399	0	6 399	0	0	0
Résultat des activités d'assurance (A+B+C)	-13 756	75	7 904	4 243	8	-1 526
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis OCI	43	0	2	21	1	66
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis hors OCI	4 247	3	13	70	2	4 335
Effet des variations des taux de change	0	0	0	0	0	0
D – Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	-9 467	78	7 920	4 334	10	2 875
Primes reçues	15 028	0	0	0	0	15 028
Sinistres et frais payés, y compris composante d'investissement	0	0	-7 840	-4 202	0	-12 042
Flux de trésorerie d'acquisition des contrats	-21	0	0	0	0	-21
E – Total flux de trésorerie	15 006	0	-7 840	-4 202	0	2 964
F – Transfert vers d'autres postes du bilan	-170	0	0	0	0	-170
Contrats d'assurance – actif	-11	0	1	0	0	-10
Contrats d'assurance – passif	120 078	180	1 165	3 867	117	125 408
Solde à la clôture (ouverture +D+E+F)	120 067	180	1 166	3 867	117	125 397

Un reclassement de 107 millions d'euros a été effectué au 31/12/2024 de la ligne "contrats d'assurance -passif" (colonne LRC - hors élément de perte) vers la ligne "Provisions" (note 20).

Rapprochement des dettes et créances rattachables aux contrats d'assurance et aux traités de réassurance

	31/12/2025				31/12/2024			
	Solde à la clôture	Dettes rattachables – CASH BASIS	Créances rattachables – CASH BASIS	Solde à la clôture (y compris dettes et créances rattachables)	Solde à la clôture	Dettes rattachables – CASH BASIS	Créances rattachables – CASH BASIS	Solde à la clôture (y compris dettes et créances rattachables)
Assurance								
Actif des contrats d'assurance	-5	0	0	-5	-10	0	0	-10
Passif des contrats d'assurance	134 589	0	0	0	125 408	-708	0	124 700
Total dettes et créances rattachables aux contrats d'assurance	134 584	-570	0	134 014	125 398	-708	0	124 690
Réassurance								
Actifs des traités de réassurance	378	0	-133	245	377	0	-93	284
Passifs des traités de réassurance	0	0	0	0	0	0	0	0
Total dettes et créances rattachables aux traités de réassurances	378	0	-133	245	377	0	-93	284

Un reclassement de 107 millions d'euros a été effectué au 31/12/2024 de la ligne "contrats d'assurance -passif" vers la ligne "Provisions" (note 20)

13d Distinction des passifs d'assurance (BE, RA, CSM)

	31/12/2025			
	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs (BE)	Ajustement au titre du risque non financier (RA)	Marge sur services contractuels (CSM)	Total
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	-71	20	41	-10
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	109 841	1 789	8 974	120 604
Solde à l'ouverture	109 770	1 808	9 015	120 594
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat	0	0	-833	-833
Variation de l'ajustement pour risque non financier écoulé sur la période	0	-147	0	-147
Ajustements liés à l'expérience	-23	23	0	0
Variations relatives aux services rendus au cours de la période	-23	-124	-833	-980
Contrats comptabilisés au cours de la période	-502	160	394	52
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	-2 502	515	1 987	0
Changements dans les estimations entraînant des pertes ou reprises de pertes sur les groupes de contrats déficitaires	48	78	0	126
Variations liées aux services futurs	-2 956	753	2 381	178
Variations des flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus	-53	-16	0	-70
Variations liées aux services passés	-53	-16	0	-70
Résultat des activités d'assurance	-3 032	613	1 548	-871
Effet de taux neutralisés en OCI	-726	-48	0	-774
Charges financières nettes des contrats d'assurance (hors OCI)	6 647	20	21	6 688
Effets des variations de taux de change	0	0	0	0
Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	2 889	585	1 568	5 042
Primes reçues	12 445	0	0	12 445
Sinistres et frais payés, y compris composante d'investissement	-8 059	0	0	-8 059
Flux de trésorerie d'acquisition des contrats	-21	0	0	-21
Total flux de trésorerie	4 365	0	0	4 365
Transfert vers d'autres postes du bilan	-129	0	0	-129
Actifs des contrats d'assurance à la clôture	-84	25	53	-5
Passifs des contrats d'assurance à la clôture	116 980	2 368	10 529	129 877
Solde à la clôture	116 896	2 393	10 584	129 873

	31/12/2024			
	Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs (BE)	Ajustement au titre du risque non financier (RA)	Marge sur services contractuels (CSM)	Total
Actifs des contrats d'assurance à l'ouverture	-60	18	27	-15
Passifs des contrats d'assurance à l'ouverture	104 399	1 781	9 066	115 245
Solde à l'ouverture	104 339	1 799	9 093	115 230
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat	0	0	-811	-811
Variation de l'ajustement pour risque non financier écoulé sur la période	0	-146	0	-146
Ajustements liés à l'expérience	-37	20	0	-16
Variations relatives aux services rendus au cours de la période	-37	-125	-811	-974
Contrats comptabilisés au cours de la période	-367	105	292	30
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	-432	10	422	0
Changements dans les estimations entraînant des pertes ou reprises de pertes sur les groupes de contrats déficitaires	13	-3	0	10
Variations liées aux services futurs	-786	113	713	40
Variations des flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus	-53	-16	0	-68
Variations liées aux services passés	-53	-16	0	-68
Résultat des activités d'assurance	-875	-28	-98	-1 001
Effet de taux neutralisés en OCI	528	21	0	548
Charges financières nettes des contrats d'assurance (hors OCI)	3 722	17	20	3 760
Effets des variations de taux de change	0	0	0	0
Total des variations en résultat et dans les autres éléments du résultat global	3 374	10	-78	3 306
Primes reçues	10 173	0	0	10 173
Sinistres et frais payés, y compris composante d'investissement	-7 925	0	0	-7 925
Flux de trésorerie d'acquisition des contrats	-21	0	0	-21
Total flux de trésorerie	2 227	0	0	2 227
Transfert vers d'autres postes du bilan	-170	0	0	-170
Actifs des contrats d'assurance à la clôture	-71	20	41	-10
Passifs des contrats d'assurance à la clôture	109 841	1 789	8 974	120 604
Solde à la clôture	109 770	1 808	9 015	120 594

Un reclassement de 107 millions d'euros a été effectué au 31/12/2024 de la ligne "contrats d'assurance - passif" (colonne BE) vers la ligne "Provisions" (note 20).

13e Passifs d'assurance comptabilisés initialement au cours de la période

	31/12/2025		
	Contrats profitables émis	Contrats déficitaires émis	Total
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	8	12	21
Sinistres attendus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	5 162	831	5 993
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures	5 170	843	6 013
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie futures	-5 615	-900	-6 515
Ajustement au titre du risque non financier	51	108	160
Marge sur Services Contractuels	394	0	394
Perte sur contrats d'assurance détenus et comptabilisés initialement au cours de la période	0	52	52

	31/12/2024		
	Contrats profitables émis	Contrats déficitaires émis	Total
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	9	12	21
Sinistres attendus et autres charges afférentes aux activités d'assurance	4 143	594	4 737
Estimations de la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures	4 152	605	4 758
Estimations de la valeur actualisée des entrées de trésorerie futures	-4 485	-640	-5 125
Ajustement au titre du risque non financier	41	65	105
Marge sur Services Contractuels	292	0	292
Perte sur contrats d'assurance détenus et comptabilisés initialement au cours de la période	0	30	30

13f Éléments sous-jacents aux contrats VFA

Éléments sous-jacents des contrats d'assurance avec participation directe	31/12/2025	31/12/2024
	Éléments sous-jacents des contrats de participations directes	Éléments sous-jacents des contrats de participations directes
Placements financiers		
Juste valeur par capitaux propres	71 744	67 478
Effets publics et valeurs assimilées	29 423	26 939
Obligations et autres titres de dettes	32 947	31 476
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0
Participations et ATDLT	1 892	1 790
Parts entreprises liées	203	201
Prêts et créances	7 279	7 072
Juste valeur par résultat	57 268	52 396
Effets publics et valeurs assimilées	171	166
Obligations et autres titres de dettes	31 489	28 901
Actions et autres instruments de capitaux propres	22 667	20 416
Participations et ATDLT	0	0
Parts entreprises liées	0	0
Prêts et créances	152	143
Dérivés et autres actifs financiers – transaction	29	0
Immeubles d'exploitation AJVPR	312	312
Immeubles hors exploitation AJVPR	2 448	2 458
Instruments dérivés de couverture	0	0
Coût amorti	377	175
Prêts et créances sur les établissements de crédit	377	175
Prêts sur la clientèle	0	0
Autres actifs	84	-14
Actifs d'impôts courants	1	0
Actifs d'impôts différés	0	-86
Autres actifs	59	55
Comptes de régularisation – Actif	24	17
Total placements financiers	129 473	120 035
Passifs financiers		
Juste valeur par résultat	6 872	6 744
Dérivés et autres passifs financiers – Trading	0	27
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 872	6 700
Comptes crédit clientèle – Autres – À terme	0	17

Autres passifs	126	46
Autres Passifs	25	33
Passifs d'impôts différés	89	0
Comptes de régularisation – Passif	12	13
Total passifs financiers	6 998	6 790

13g Échéancier CSM – Assurance

	31/12/2025				31/12/2024			
	Entre 0 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Entre 0 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Total
CSM Contrat d'assurance	3 575	2 989	4 020	10 584	3 647	2 918	2 450	9 015
CSM Contrat de réassurance	18	11	14	43	19	12	16	47

13h Incidence de l'application de la méthode rétrospective modifiée sur la CSM et les produits des activités d'assurance au cours des périodes ultérieures**Contrats d'assurance émis**

	31/12/2025	31/12/2024
Résultat d'assurance		
Nouveaux contrats et contrats évalués selon l'approche rétrospective complète (FRA) en date de transition	2 855	2 646
Contrats et contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée (MRA) en date de transition	850	913
Contrats d'assurance enregistrés selon l'approche par la juste valeur (JV) en date de transition	203	229
Total	3 907	3 788

	31/12/2025	31/12/2024
CSM		
Nouveaux contrats et contrats évalués selon l'approche rétrospective complète (FRA) en date de transition	294	239
Contrats et contrats évalués selon l'approche rétrospective modifiée (MRA) en date de transition	734	897
Contrats d'assurance enregistrés selon l'approche par la juste valeur (JV) en date de transition	255	278
Total	1 283	1 414

Ces tableaux ne concernent que les contrats d'assurance de personnes.

13i Suivi du flux de CSM selon la méthode de transition

	31/12/2025			31/12/2024		
	Contrats d'assurance enregistrés selon l'approche rétrospective modifiée (MRA)	Contrats d'assurance enregistrés selon l'approche par la juste valeur (JV)	Autres contrats	Contrats d'assurance enregistrés selon l'approche rétrospective modifiée (MRA)	Contrats d'assurance enregistrés selon l'approche par la juste valeur (JV)	Autres contrats
CSM à l'ouverture	897	278	239	1 008	310	161
Variation de la marge sur services contractuels comptabilisée en résultat pour services rendus	-39	-13	-11	-60	-19	-11
Variations liées aux services passés	-39	0	0	-60	-19	-11
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	-138	-11	-64	-66	-14	-20
Contrats comptabilisés au cours de la période	0	0	124	0	0	104
Variations liées aux services futurs	-138	-11	61	-66	-14	84
Charges financières sur contrats émis	14	1	6	14	1	5
Total des éléments reconnus	14	1	6	14	1	5
Transfert vers d'autres postes du bilan	0	0	0	0	0	0
CSM fin de période	734	255	294	897	278	239

Gestion des risques assurance

La gestion du risque d'assurance porte globalement sur l'ensemble des risques que prend un assureur lors de la commercialisation de contrats d'assurance.

Le cycle inversé qui caractérise le secteur de l'assurance impose d'inscrire le suivi de ce risque technique dans la durée.

Les entités d'assurance du groupe développent et commercialisent une gamme complète de produits d'assurances, à destination principalement de la clientèle de particuliers et de professionnels.

La gestion du risque d'assurance s'articule autour des principaux piliers suivants :

- les pôles métiers qui assurent le développement commercial et la tarification afin d'assurer la suffisance a priori des primes pour couvrir les sinistres à venir ;
- le service actuariat-provisions techniques qui coordonne le calcul des provisions des bilans sociaux ;
- l'équipe Solvabilité II qui est responsable des calculs réglementaires et des sensibilités associées ;
- le contrôle de gestion dont les reportings et les analyses de fond permettent de suivre ce risque d'assurance dans la durée sur l'ensemble des métiers ;
- le service réassurance qui recense l'intégralité des risques à externaliser, définit le programme de couverture adéquat et le place sur le marché ;
- la fonction clé actuarielle qui a pour vocation la coordination actuarielle des différents pôles d'activité, la coordination du calcul des provisions techniques prudentielles et qui émet un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;

▪ la fonction clé gestion des risques qui est responsable de la coordination du système de gestion des risques.

Analyse de concentration

	31/12/2025	31/12/2024
France	126 680	112 835
Autres	1 532	1 730
Total	128 212	114 565

Analyse de sensibilité

	31/12/2025		31/12/2024	
	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Rachats massifs de 10 %	30	13	10	0
Contrats d'assurance	30	13	10	0
Contrats de réassurance	0	0	0	0
Instruments financiers	0	0	0	0

	31/12/2025		31/12/2024	
	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Hausse de la mortalité de 5%	-75	-68	-44	-38
Contrats d'assurance	-75	-68	-44	-38
Instruments financiers	0	0	0	0

Evolution de l'estimation de la charge totale non actualisée sur les sinistres par année de survenance

	A la fin de la période	A un an	A deux ans	A trois ans	A quatre ans	A cinq ans	A six ans	A sept ans	Sinistres payés cumulés	Estimation des flux de trésorerie futurs au titre des prestations des sinistres survenus
Survenances antérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 180
2018	0	0	0	2 576	2 583	2 602	2 605	2 606	2 448	159
2019	0	0	2 835	2 832	2 824	2 817	2 814	0	2 640	175
2020	0	3 015	2 910	2 896	2 865	2 854	0	0	2 644	209
2021	3 132	3 115	3 077	3 085	3 060	0	0	0	2 736	324
2022	3 497	3 591	3 601	3 630	0	0	0	0	3 121	509
2023	3 697	3 649	3 521	0	0	0	0	0	3 126	513
2024	3 976	3 847	0	0	0	0	0	0	3 096	751
2025	4 216	0	0	0	0	0	0	0	2 459	1 757
Survenances totales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 576
Estimation des flux de trésorerie futurs au titre des frais de gestion des sinistres survenus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	259
Effet d'actualisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-719
Estimation des flux de trésorerie futurs au titre des sinistres survenus présentés au bilan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 116

Risques de taux des contrats d'assurance

	31/12/2025		31/12/2024	
	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Hausse de 50 bp des taux sans risque	1	-287	-1	-217
Contrats d'assurance	133	1 753	13	1 515
Contrats de réassurance	0	-11	0	-9
Instruments financiers	-132	-2 029	-13	-1 723
Baisse de 50 bp des taux sans risque	0	304	1	228
Contrats d'assurance	-133	-1 848	-13	-1 604
Contrats de réassurance	0	12	0	10
Instruments financiers	133	2 140	14	1 822

Analyse de sensibilité aux risques actions

	31/12/2025		31/12/2024	
	Impact résultat net	Impact capitaux propres	Impact résultat net	Impact capitaux propres
Baisse de 20 % du prix des actions	-36	-297	-38	-274
Contrats d'assurance	6 301	6 352	5 066	5 095
Contrats de réassurance	0	0	0	0
Instruments financiers	-6 337	-6 649	-5 104	-5 368

Analyse de maturité – Estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs

	31/12/2025				
	Moins d'un an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrat d'assurance- Passif					
Total	2 210	3 122	11 770	102 301	119 403

	31/12/2024				
	Moins d'un an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrat d'assurance- Passif					
Total	2 256	3 030	10 483	95 810	111 579

Un reclassement de 107 millions d'euros a été effectué au 31/12/2024 de la ligne "contrats d'assurance - passif" vers la ligne "Provisions" (note 20)

Montants payables à vue

Les montants payables à vue, correspondant à la valeur de rachat des contrats d'assurance, ainsi que leur valeur comptable sont présentés comme suit :

	31/12/2025	31/12/2024
Montants payables à vue	114 532	106 345
Valeur comptable	128 236	118 928

Courbes des taux IFRS 17

Les flux de trésorerie futurs sont actualisés selon la courbe de taux ci-dessous. Celle-ci reflète la valeur temps de l'argent ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie et de liquidité des contrats d'assurance du GACM.

	31/12/2025	31/12/2024
Taux 1 an	2,7%	3,1%
Taux 5 ans	3,1%	3,0%
Taux 10 ans	3,5%	3,1%
Taux 20 ans	3,9%	3,1%
Taux 30 ans	3,8%	3,0%

Note 14 Impôts**14a Impôts courants**

	31/12/2025	31/12/2024
Actif (par résultat)	2 013	1 738
Passif (par résultat)	570	727

14b Impôts différés

	31/12/2025	31/12/2024
Actif (par résultat)	988	942
Actif (par capitaux propres)	147	403
Passif (par résultat)	704	491
Passif (par capitaux propres)	-56	32

Répartition des impôts différés par grandes catégories

	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Reports fiscaux déficitaires				
Différences temporaires sur	-	-	-	-
▪ Dépréciations des actifs financiers	648	-	597	-
▪ Réserve latente de location financement	-	510	-	344
▪ Réévaluation des instruments financiers	1 847	3 048	1 701	2 575
▪ Charges à payer et produits à recevoir	328	119	379	76
▪ Résultat des sociétés transparentes	-	-	-	-
▪ Activité d'assurance	2 531	1 365	2 114	1 137
▪ Autres décalages temporaires	106	28	98	3
▪ Déficit fiscal	97	-	68	-
Compensation	-4 420	-4 420	-3 612	-3 612
Total des actifs et passifs d'impôts différés	1 135	648	1 345	523

Les impôts différés sont calculés selon le principe du report variable.

Note 15 Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

15a Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	221	282
Comptes d'ajustement sur devises	59	206
Produits à recevoir	674	719
Comptes de régularisation divers	4 289	3 727
Sous-total	5 243	4 934
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	130	144
Débiteurs divers	4 896	5 089
Stocks et assimilés	113	84
Autres emplois divers	32	24
Sous-total	5 171	5 341
Total	10 414	10 275

15b Comptes de régularisation et passifs divers

	31/12/2025	31/12/2024
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	12	10
Comptes d'ajustement sur devises	2 310	418
Charges à payer	2 477	2 372
Produits constatés d'avance	1 696	1 587
Comptes de régularisation divers	6 524	6 620
Sous-total	13 019	11 007
Autres passifs		
Obligations locatives – Immobilier	992	1 097
Obligations locatives – Autres	56	13
Comptes de règlement sur opérations sur titres	566	282
Versements restant à effectuer sur titres	219	222
Créditeurs divers	2 836	2 870
Sous-total	4 669	4 484
Total	17 688	15 491

15c Obligations locatives par durée résiduelle

31/12/2025	d ≤ 1 an	1 an < d ≤ 3 ans	3 ans < d ≤ 6 ans	6 ans < d ≤ 9 ans	d > 9 ans	Total
Obligations locatives	229	404	250	100	67	1 048
▪ Immobilier	213	369	244	100	67	992
▪ Autres	16	35	6	0	0	56

31/12/2024	d ≤ 1 an	1 an < d ≤ 3 ans	3 ans < d ≤ 6 ans	6 ans < d ≤ 9 ans	d > 9 ans	Total
Obligations locatives	230	436	277	100	66	1 109
▪ Immobilier	227	429	274	100	66	1 096
▪ Autres	3	7	3	0	0	13

Note 16 Participation dans les entreprises mises en équivalence

16a Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

31/12/2025	Pays	Quote-part détenue	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus	JV de la participation (si cotée)
Entités sous influence notable						
Banque de Tunisie	Tunisie	35,33%	160	22	9	149
Caisse Centrale du Crédit Mutuel (1)	France	66,16%	635	14	20	NC*
LYF SAS	France	50,00%	1	-6	0	NC*
LYF SA	France	46,25%	8	1	0	NC*
2SF Société des services fiduciaires	France	33,33%	43	0	0	NC*
Autres participations	-		0	0	0	-
Total (1)	-		847	30	29	
Coentreprises						

Euro Automatic Cash	Espagne	50,00%	8	0	0	NC*
Total (2)	-		8	0	3	
Total (1)+(2)	-		854	30	32	

(1) La Caisse Centrale de Crédit Mutuel est maintenue en mise en équivalence du fait d'une influence notable, malgré un taux de détention des droits de vote supérieur à 50 % et compte tenu de l'analyse des règles de gouvernance propres à cette entité du groupe Crédit Mutuel.

* NC : Non communiqué.

31/12/2024	Pays	Quote-part détenue	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus	JV de la participation (si cotée)
Entités sous influence notable						
Banque de Tunisie	Tunisie	35,33%	153	9	7	149
Caisse Centrale du Crédit Mutuel (1)	France	67,19%	633	23	15	NC*
LYF SAS	France	50,00%	0	-9	0	NC*
LYF SA	France	44,75%	7	0	0	NC*
2SF Société des services fiduciaires	France	33,33%	2	0	0	NC*
Autres participations	-		0	0	0	-
Total (1)	-		796	23	22	
Coentreprises						
Euro Automatic Cash	Espagne	50,00%	7	0	3	NC*
Total (2)	-	0	7	0	3	0
Total (1)+(2)	-	0	803	23	25	0

(1) La Caisse Centrale de Crédit Mutuel est maintenue en mise en équivalence du fait d'une influence notable, malgré un taux de détention des droits de vote supérieur à 50 % et compte tenu de l'analyse des règles de gouvernance propres à cette entité du groupe Crédit Mutuel.

* NC : Non communiqué.

16b Données financières publiées par les principales entreprises MEE

	31/12/2025					
	Total bilan	PNB ou CA	RBE	Résultat net	Réserves OCI	Capitaux propres
Entités sous influence notable						
Banque de Tunisie (1) (2)	8 639	510	307	188	NC*	1 411
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	9 948	41	32	26	-10	961
LYF SAS	3	2	-12	-12	0	1
LYF SA	25	3	1	1	0	17
2SF Société des services fiduciaires	1 183	0	0	0	0	161
Coentreprises						
Euro Automatic Cash	42	15	1	1	1	21

(1) Montants 2024.
(2) En millions Dinar Tunisien

	31/12/2024					
	Total bilan	PNB ou CA	RBE	Résultat net	Réserves OCI	Capitaux propres
Entités sous influence notable						
Banque de Tunisie (1) (2)	7 719	478	326	170	NC*	1 301
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	9 810	54	45	35	-33	933
LYF SAS	3	-1	-18	-18	0	1
LYF SA	26	1	0	0	0	16
2SF Société des services fiduciaires	120	-1	0	0	0	39
Coentreprises						
Euro Automatic Cash	43	15	-1	-2	1	21

(1) Montants 2023.
(2) En millions Dinar Tunisien
* NC : Non communiqué.

Note 17 Immeubles de placement

31/12/2024	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Coût historique	445	36	-5	7	483
Amortissement et dépréciation	-132	-14	1	0	-145
Montant net	313	22	-4	7	338

La juste valeur des immeubles de placement comptabilisés au coût amorti est de 370 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Note 18 Immobilisations corporelles et incorporelles

18a Immobilisations corporelles

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Coût historique					
Terrains d'exploitation	509	13	-2	0	520
Constructions d'exploitation	5 742	242	-122	3	5 865
Droits d'utilisation – Immobilier	2 107	175	-153	0	2 129
Droits d'utilisation – Autres	70	2	-1	0	71
Autres immobilisations corporelles	3 512	560	-508	0	3 564
Total	11 940	992	-786	3	12 149
Amortissement et dépréciation					
Terrains d'exploitation	-1	0	0	0	-1
Constructions d'exploitation	-3 701	-186	104	-2	-3 785
Droits d'utilisation – Immobilier	-1 039	-242	116	0	-1 165
Droits d'utilisation – Autres	-52	-12	49	0	-15
Autres immobilisations corporelles	-2 671	-241	229	8	-2 675
Total	-7 464	-681	498	6	-7 641
Montant net	4 476	311	-288	9	4 508

Dont immeubles loués en location financement

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Terrains d'exploitation	7	0	0	0	7
Constructions d'exploitation	96	0	-2	0	94
Total	103	0	-2	0	101

18b Immobilisations incorporelles

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Coût historique					
Immobilisations générées en interne ⁽¹⁾	850	80	-2	-1	927
Immobilisations acquises	1 693	68	-33	-10	1 718
▪ logiciels	334	28	-3	-1	358
▪ autres	1 359	40	-30	-9	1 360
Total	2 543	148	-35	-11	2 645
Amortissement et dépréciation					
Immobilisations générées en interne	-724	-70	2	0	-792
Immobilisations acquises	-1 129	-90	20	12	-1 187
▪ logiciels	-283	-24	3	-1	-305
▪ autres	-846	-66	17	14	-881
Total	-1 853	-168	22	21	-1 978
Montant net	690	-20	-13	10	667

(1) Ces rubriques correspondent aux logiciels développés en interne et immobilisés dans nos filiales Euro-Information et TARGOBANK AG.

Note 19 Écarts d'acquisition

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres	31/12/2025
Écarts d'acquisition brut	4 764	0	0	0	0	4 764
Dépréciations	-2 397	0	0	-73	0	-2 470
Écart d'acquisition net	2 367	0	0	-73	0	2 294

Unités génératrices de trésorerie	Valeur de l'EA au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres	Valeur de l'EA au 31/12/2025
TARGOBANK	1 018	0	0	0	0	1 018
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	497	0	0	0	0	497
Cofidis Group	378	0	0	-72	0	306
Groupe La Française	199	0	0	0	0	199
Cofidis France	79	0	0	0	0	79
Euro-Protection Surveillance	51	0	0	0	0	51
EBRA	46	0	0	-1	0	46
SIIC Foncière Massena	26	0	0	0	0	26
Crédit Mutuel Equity SCR	21	0	0	0	0	21
Banque de Luxembourg	13	0	0	0	0	13
Cofidis Italie	9	0	0	0	0	9
Banque Transatlantique	6	0	0	0	0	6

Dubly Transatlantique Gestion	5	0	0	0	0	5
Carizy	4	0	0	0	0	4
Autres	14	0	0	0	0	14
Total	2 367	0	0	-73	0	2 294

Les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés font l'objet de tests au minimum annuels qui visent à s'assurer de leur valeur recouvrable. Une perte de valeur est constatée par dépréciation de l'écart d'acquisition lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable. Le contexte économique actuel, ses conséquences observées sur les résultats au 31 décembre 2025, ainsi que les incertitudes macro-économiques pour les années suivantes, ont conduit le groupe à identifier de potentiels indices de perte de valeur des écarts d'acquisition. En conséquence, le groupe a procédé à la mise à jour des tests de dépréciation de ses principales unités génératrices de trésorerie.

La valeur recouvrable est déterminée selon deux types de méthodes :

- la juste valeur nette des coûts de vente, qui est basée sur l'observation des multiples de valorisation sur des transactions comparables ou des paramètres de marché retenus par les analystes sur des entités aux activités similaires ;
- la valeur d'utilité, qui repose sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus après prise en compte des exigences de fonds propres : cette méthode est généralement retenue au 31 décembre 2025.

Pour la détermination de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie reposent sur les plans d'affaire déterminés par la direction sur une durée maximum de cinq à sept ans, puis sur la projection d'un flux à l'infini en fonction d'un taux de croissance à long terme. Ce dernier est fixé à 2 % pour l'ensemble de l'Europe, ce qui est une hypothèse mesurée comparativement au taux d'inflation observé sur très longue période.

Les flux de trésorerie utilisés dans le calcul de la valeur d'utilité tiennent enfin compte des exigences de fonds propres prudentiels.

Le taux d'actualisation des flux de trésorerie correspond au coût du capital, lequel est déterminé à partir d'un taux sans risque à long terme auquel s'ajoute une prime de risque, pondérée par un coefficient de sensibilité au risque (β) permettant d'apprécier la volatilité du marché. Le coût du capital a été actualisé au 31 décembre 2025 avec :

- 9 % pour les UGT de banque de détail et de leasing, implantées en Allemagne ;
- 10 % pour les UGT de banque de détail, de crédit à la consommation et de leasing, implantées en France.

Les flux de trésorerie utilisés dans le calcul de la valeur d'utilité sont déterminés sur la base des exigences de fonds propres prudentiels.

Les principaux facteurs de sensibilité du test de valeur recouvrable reposant sur la valeur d'utilité sont le taux d'actualisation et le niveau anticipé des flux futurs, lui-même impacté par les facteurs de sensibilité suivants :

- le niveau de réalisation des plans d'affaires ;
- le niveau de fonds propres alloués à chaque UGT ;
- le taux de croissance à l'infini.

Lorsque la valeur d'utilité a été mise en œuvre comme test de dépréciation, les paramètres et leur sensibilité ont été les suivants :

	TARGOBANK Allemagne	Cofidis (1)	CIC
	Banque de réseau	Crédit à la consommation	Banque de réseau
Coût du capital	9 %	10 %	10 %
Effet de la variation de 50 points de base à la hausse du coût du capital	-5 %	-7 %	-5 %
Effet de la baisse de 50 points de base du taux de croissance à l'infini	0 %	-1 %	0 %
Effet de la variation de 50 points de base à la hausse des exigences de fonds propres CET1	-3 %	-4 %	-3 %

Si les hypothèses de sensibilité ci-dessus étaient retenues, cela n'impliquerait pas de dépréciation de l'écart d'acquisition sur TARGOBANK Allemagne et CIC.

1. Cofidis France et Cofidis Group.

Note 20 Provisions

20a Provisions

	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	31/12/2025
Provisions pour risques	606	396	-14	-352	21	657
Sur engagements de garantie (2)	370	188	-2	-171	-3	382
▪ dont pertes attendues à 12 mois (S1)	68	42	0	-41	0	69
▪ dont pertes attendues à maturité (S2)	112	52	0	-70	-4	90
▪ dont provisions pour exécution des engagements sur signature	190	94	-2	-60	1	223
Sur engagements de financement (2)	124	159	-3	-141	0	139
▪ dont pertes attendues à 12 mois (S1)	81	97	0	-87	-2	89
▪ dont pertes attendues à maturité (S2)	37	59	0	-54	3	45
Sur risques pays	0	0	0	0	0	0
Provisions fiscales	4	1	0	-2	-2	1
Provisions pour litiges	47	34	-5	-7	-1	68
Provisions pour risques sur créances diverses	61	14	-4	-32	28	67
Autres provisions	1 832	569	-130	-303	-35	1 933
▪ Provision pour épargne logement	296	0	-7	-82	0	207
▪ Provisions pour éventualités diverses	1 045	271	-116	-90	-12	1 098
▪ Autres provisions (1)	491	298	-7	-131	-23	628
Provisions pour engagements de retraite	1 494	234	-53	-127	-30	1 518
Total	3 932	1 199	-197	-782	-44	4 108

Un reclassement de 107 millions d'euros a été effectué de la ligne "contrats d'assurance émis -passif" (note 13) vers la ligne "Provisions pour engagements de retraite" (ligne "primes liées aux médailles du travail dans note 20b)

- (1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des SPV à hauteur de 568 millions d'euros au 31 décembre 2025.
- (2) Le poste comprend un ajustement post-modèle – cf note 1-Principes comptables.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU).

Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1 % des dépôts couverts de ces mêmes banques.

Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunéré (cf. note 10c).

Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1 % précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée.

L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible.

Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe CréditMutuel.

20b Engagements de retraite et avantages similaires.

	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	31/12/2025
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière	1 211	208	-169	-33	1 217
Compléments de retraite	54	6	-7	-1	52
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	223	19	-3	-1	238
Sous-total comptabilisé	1 488	233	-179	-35	1 507
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe					
Engagements envers les salariés et retraités (1)	6	1	0	4	11
Juste valeur des actifs	0	0	0	0	0
Sous-total comptabilisé	6	1	0	4	11
Autres engagements	0	0	0	0	0
Total comptabilisé	1 494	234	-179	-31	1 518

(1) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite sont relatives aux entités situées à l'étranger.

Régime à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation (2)	3,80%	3,50%
Taux attendu d'augmentation des salaires (3)	Minimum 3.73%	Minimum 3.29%

(2) Le taux d'actualisation, déterminé par référence aux taux long terme des emprunts du secteur privé, est estimé à partir de l'indice IBOXX.

(3) L'augmentation annuelle des salaires est l'estimation de l'inflation future cumulée à la hausse des salaires ; elle est également fonction de l'âge du salarié.

Évolution de la provision relative aux indemnités de fin de carrière

	31/12/2024	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Écarts actuariels liés à l'expérience	Écart actuariel lié aux changements d'hypothèses		Paiement aux bénéficiaires	Cotisations au régime	Transfert Mobilité	Autres	31/12/2025
						Démographiques	Financières					
Engagements	1 636	55	1	58	-5	-2	-19	-63	-4	1	-6	1 651
Contrat d'assurance hors groupe et actifs gérés en externe	425	0	15	0	-3	0	-4	0	2	0	0	434
Provisions	1 211	55	-14	58	-1	-2	-15	-63	-6	1	-6	1 217

Sensibilité taux d'actualisation

Passif à 3 % (-25 pb)	Passif à 4 % (+25 pb)	Duration
55	-52	19

	31/12/2023	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Écarts actuariels liés à l'expérience	Écart actuariel lié aux changements d'hypothèses		Paiement aux bénéficiaires	Cotisations au régime	Transfert Mobilité	Autres	31/12/2024
						Démographiques	Financières					
Engagements	1 586	49	1	58	8	11	-17	-70	-4	15	-2	1 636
Contrat d'assurance hors groupe et actifs gérés en externe	411	0	13	0	0	0	21	0	-20	0	0	425
Provisions	1 176	49	-12	58	7	11	-38	-69	16	15	-2	1 211

Variation de la juste valeur des actifs du régime

	JV des actifs 31/12/2024	Effet de l'actualisation	Écart actuariel	Rendement des actifs du régime	Cotisations des membres au régime	Cotisations de l'employeur	Paiements aux bénéficiaires	Effet des variations de change	Transfert Mobilité	Autres	JV des actifs 31/12/2025
Juste valeur des actifs du régime	1 069	0	-4	37	2	168	-34	0	1	-3	1 236

Détail de la juste valeur des actifs du régime

	Actifs cotés sur un marché actif				Actifs non cotés sur un marché actif			
	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres	Immobilier	Autres
Composition des actifs du régime	56 %	26 %	1 %	10 %	3 %	1 %	3 %	0 %

20c Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

	31/12/2025	31/12/2024
Encours des plans d'épargne logement		
Ancienneté inférieure à 10 ans	4 749	7 949
Ancienneté supérieure à 10 ans	21 001	21 083
Total	25 750	29 032
Encours de comptes d'épargne logement	4 413	4 421
Total des comptes et plans d'épargne logement	30 163	33 453

Prêts d'épargne-logement	31/12/2025	31/12/2024
Encours de prêts d'épargne-logement source de provisions pour risques inscrits à l'actif du bilan	268	177

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations/ Reprises nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	1	2	0	3
Sur plans d'épargne-logement	286	-94	0	192
Sur prêts d'épargne-logement	9	3	0	12
Total	296	-89	0	207
Analyse par ancienneté des provisions sur les plans d'épargne logement				
Ancienneté inférieure à 10 ans	30	0	0	0
Ancienneté supérieure à 10 ans	256	0	0	0
Total	286	-94	0	192

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques. Ces produits permettent d'épargner et, éventuellement, de bénéficier d'un prêt Épargne Logement. On distingue deux phases :

- une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier,
- une seconde phase, optionnelle, de prêt.

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) génèrent pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

L'évolution de la provision s'explique essentiellement par la hausse des taux de marché et la baisse des encours d'épargne.

Note 21 Dettes subordonnées

	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées	12 597	11 675
Emprunts participatifs	0	39
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	595
Autres dettes	0	0
Dettes rattachées	260	223
Total	12 857	12 532

Principales subordonnées

(en millions d'euros)	Type	Date Émission	Montant Émission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	10/03/2014	120 M€	120 M€	4,25	27/06/2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	24/03/2016	1 000 M€	996 M€	2,375	24/03/2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	12/09/2016	300 M€	300 M€	2,13	12/09/2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	04/11/2016	700 M€	689 M€	1,875	04/11/2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	31/03/2017	500 M€	492 M€	2,625	31/03/2027
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	15/11/2017	500 M€	487 M€	1,625	15/11/2027
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	25/05/2018	500 M€	485 M€	2,5	25/05/2028
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	18/06/2019	1 000 M€	1 000 M€	1,875	18/06/2029
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	19/11/2021	750 M€	648 M€	1,125	19/11/2031
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16/06/2022	1 250 M€	1 242 M€	3,875	16/06/2032
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	11/01/2023	1 250 M€	1273 M€	5,125	11/01/2033
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	11/01/2024	1 500 M€	1475 M€	4,375	11/01/2034
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	15/01/2025	1 250 M€	1246 M€	4,000	15/01/2035
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	14/11/2025	750 M€	742 M€	3,75	14/05/2036
Assurances du Crédit Mutuel	TSR	21/10/2021	750 M€	757 M€	(2)	21/04/2042
Assurances du Crédit Mutuel	TSR	30/04/2024	500 M€	500 M€	(3)	30/10/2044

(1) Montants nets d'intra-groupe et d'écart de réévaluation pour les instruments couverts.
(2) Taux fixe jusqu'au 21/04/2032 à 1,85 %, variable à Euribor 3 mois +2,65 % au-delà.
(3) Taux fixe jusqu'au 30/10/2034 à 5 %, variable à Euribor 3 mois +3,25 % au-delà.

Note 22 Réserves liées au capital et réserves**22a Capitaux propres part du groupe (hors résultat et gains et pertes latents)**

	31/12/2025	31/12/2024
Capital et réserves liées au capital	8 008	7 968
▪ Capital	8 008	7 968
Réserves consolidées	55 594	51 884
▪ Réserves réglementées	6	6
▪ Autres réserves (dont effets liés à la première application)	55 603	51 908
dont résultat de cession sur instruments de capitaux propres	150	172
▪ dont Report à nouveau	-15	-30
Total	63 602	59 852

Les Caisses de Crédit Mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles ;
- de parts B négociables ;
- de parts P à intérêts prioritaires.

Les parts B et assimilées ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au minimum une part A. Les statuts des caisses locales limitent la souscription de parts B et assimilées par un même sociétaire à 50 000 euros (à l'exception du réinvestissement du dividende versé en parts B). Conformément à la loi du 10 septembre 1947, le capital ne peut être inférieur, suite à des retraits d'apports, au quart du montant le plus élevé atteint par le capital par le passé.

Le régime de rachat des parts B diffère selon qu'elles aient été souscrites avant ou après le 31 décembre 1988 :

- les parts souscrites jusqu'au 31 décembre 1988 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire pour le 1er janvier de chaque année. Ce remboursement, qui s'effectue sous réserve du respect des dispositions réglementant la diminution du capital, est subordonné à un préavis minimal de 3 mois ;
- les parts souscrites à compter du 1er janvier 1989 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire en observant un préavis de 5 ans, sauf en cas de mariage, de décès ou de chômage. Ces opérations sont également soumises au respect des dispositions réglementant la diminution du capital.

La caisse peut, sur décision du conseil d'administration et en accord avec le conseil de surveillance, dans les mêmes conditions, rembourser tout ou partie des parts de cette catégorie.

Les parts P à intérêts prioritaires sont émises par les caisses régionales de Crédit Mutuel de Normandie et Midi-Atlantique.

Au 31 décembre 2025 le capital des Caisses de Crédit Mutuel se répartit comme suit :

- 252,7 millions d'euros au titre des parts A ;
- 7 754,5 millions d'euros au titre des parts B et assimilées ;
- 0,7 millions d'euros au titre des parts P.

Au 31 décembre 2024, ces montants étaient de :

- 257,8 millions d'euros au titre des parts A ;
- 7 709,4 millions d'euros au titre des parts B et assimilées ;
- 0,8 millions d'euros au titre des parts P.

22b Gains ou pertes latents ou différés (part du groupe)

	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes latents ou différés (1) liés aux :		
▪ Placements des activités d'assurances en JVCPR – instruments de dettes	-756	-878
▪ Placements des activités d'assurance en JVCPNR – instruments de capitaux propres	1 491	1 387
▪ Actifs financiers en juste valeur par capitaux propres recyclables – instruments de dettes	-146	-337
▪ Actifs financiers en juste valeur par capitaux propres non recyclables – instruments de capitaux propres	21	-25
▪ Dérivés de couverture (CFH)	-	-11
▪ Écarts de conversion	45	244
▪ Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-40	-38
▪ Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-121	-149
▪ Risque de crédit propre sur les passifs financiers en JVO	-	-
▪ Autres	-	-
Total	494	194
<i>(1) Soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet.</i>		

22c Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	31/12/2025	31/12/2024
	Mouvements	Mouvements
Écarts de conversion		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	-199	99
Sous-total	-199	99
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP – instruments de dettes		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	190	-180
Sous-total	190	-180
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP – instruments de capitaux propres		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	46	-42
Sous-total	46	-42
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	11	-10
Sous-total	11	-10
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP de l'activité d'assurance		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	-287	135
Sous-total	-287	135
Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance en capitaux propres recyclables		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	513	-38
Sous-total	513	-38
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	28	40
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-2	2
Total	301	6

22d Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Écarts de conversion	-199	0	-199	99	0	99
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP - instruments de dettes	256	-65	190	-180	0	-180
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP - instruments de capitaux propres	46	0	46	-42	0	-42
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP de l'activité d'assurance	-389	101	-287	133	2	135
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	15	-4	11	-13	3	-10
Réévaluation des contrats d'assurance et de réassurance en capitaux propres recyclables	692	-179	513	-52	13	-38
Réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Écart de réévaluation liés au risque de crédit propre sur les passifs financiers JVO transférés en réserves	0	0	0	0	0	0
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	48	-20	28	50	-11	40
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-2	0	-2	2	0	2
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	467	-166	301	-3	8	6

Note 23 Engagements donnés et reçus

Engagements donnés

	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	91 046	84 203
Engagements en faveur d'établissements de crédit	697	487
Engagements en faveur de la clientèle	90 349	83 716
Engagements de garantie	28 360	27 639
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	4 974	4 496
Engagements d'ordre de la clientèle	23 386	23 143
Engagements sur titres	11 130	10 280
Autres engagements donnés	11 130	10 280
Engagements donnés de l'activité d'assurance	5 853	5 762

Engagements reçus

	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	30 252	35 476
Engagements reçus d'établissements de crédit	30 252	35 476
Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	99 181	104 057
Engagements reçus d'établissements de crédit	62 737	60 889
Engagements reçus de la clientèle	36 444	43 168
Engagements sur titres	7 390	6 153
Autres engagements reçus	7 390	6 153
Engagements reçus de l'activité d'assurance	3 130	3 040

Actifs financiers transférés qui ne sont pas intégralement décomptabilisés

	31/12/2025			31/12/2024		
	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers au coût amorti
Prêts de titres et titres donnés en pension livrée						
Valeur comptable des actifs	6 841	13 018	1 386	16 383	10 701	1 778
Valeur comptable des passifs associés	7 911	13 154	1 408	16 189	10 755	1 774
Titrisation						
Valeur comptable des actifs	0	0	0	0	0	0
Valeur comptable des passifs associés	0	0	0	0	0	0
Juste valeur des actifs	0	0	0	0	0	0
Juste valeur des passifs associés	0	0	0	0	0	0
Position nette	0	0	0	0	0	0

Le Groupe transfère, partiellement ou intégralement, certains actifs financiers sans que les conditions de décomptabilisation ne soient remplies pour tout ou partie de ces actifs. Ces opérations recouvrent notamment les cas des prêts de titres et des titres donnés en pension livrée ainsi que les créances cédées à titre de garanties ou à des véhicules de titrisation consolidés.

Prêts de titres et titres donnés en pension livrée

Pour son activité de refinancement, le Groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Cela se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge et le groupe est exposé à la non restitution des titres. Le groupe reste exposé aux risques de crédit et de marché sur ces titres.

Les titres cédés temporairement sont maintenus à l'actif, dans leur catégorie d'origine. Les passifs associés à ces opérations sont enregistrés au passif en dettes ou en passifs financiers à la juste valeur.

Titrisation

Pour son activité de refinancement, le Groupe a recours à la titrisation de créances et à la cession des titres émis à des investisseurs externes. Le groupe s'engage à verser aux investisseurs les flux de trésorerie issus des créances titrisées. Les actifs titrisés, constituant une garantie vis-à-vis des investisseurs, restent inscrits à l'actif. Les passifs associés aux créances titrisées correspondent aux parts de titrisation souscrites par des tiers.

Note 24 Intérêts et produits/charges assimilés

	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit & banques centrales	4 113	-1 773	7 021	-2 538
Clientèle	17 256	-7 846	16 971	-10 246
▪ dont crédit-bail et location simple	1 302	-398	1 270	-414
▪ dont obligation locative	0	-19	0	-16
Instruments dérivés de couverture	7 367	-7 380	9 181	-8 420

Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 439	-580	1 879	-1 045
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 538	0	1 378	0
Titres au coût amorti	157	0	178	0
Dettes représentées par un titre	0	-5 216	0	-6 058
Dettes subordonnées	0	-10	0	-24
Total	31 870	-22 805	36 608	-28 331
<i>dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE :</i>	23 064	-14 845	25 549	-18 866

Au 31/12/2024, un reclassement d'une charge de 504 millions d'euros a été effectué dans le compte de résultat de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "intérêts et charges assimilés". Ce reclassement impacte dans cette note la ligne "Dettes représentées par un titre".

Note 25 Commissions

	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	22	-8	22	-9
Clientèle	2 350	-17	2 166	-28
Titres	1 298	-147	1 210	-124
• dont activités gérées pour compte de tiers	946	0	884	0
Instruments dérivés	3	-13	3	-12
Change	32	-1	30	-2
Engagements de financement et de garantie	152	-55	151	-60
Prestations de services	2 796	-1 435	2 875	-1 415
Total	6 653	-1 676	6 457	-1 650

Note 26 Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2025	31/12/2024
Instruments de transaction	321	-211
Instruments à la juste valeur sur option	-49	50
Inefficacité des couvertures	-35	-2
Sur couverture de juste valeur (FVH)	-35	-2
• Variations de juste valeur des éléments couverts	-1 458	477
• Variations de juste valeur des éléments de couverture	1 423	-479
Résultat de change	193	145
Autres Instruments à la juste valeur sur résultat (1)	471	976
Total des variations de juste valeur	901	958
<i>(1) Dont 333 millions d'euros provenant de l'activité de capital investissement en 2025 contre 236 millions d'euros en 2024. Les autres variations correspondent aux variations de juste valeur sur les autres portefeuilles à la JVR.</i>		

Au 31/12/2024, un reclassement d'une charge de 504 millions d'euros a été effectué dans le compte de résultat de la ligne "Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" vers la ligne "intérêts et charges assimilés". Ce reclassement impacte la ligne "Autres Instruments à la juste valeur sur résultat".

Note 27 Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes	26	29
PV/MV réalisées sur instruments de dettes	25	6
Total	50	35

Note 28 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti

	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers au coût amorti	0	0
PV/MV réalisées sur :	2	0
Effets publics	0	0
Obligations et TRF	2	0
Total	2	0

Note 29 Produits nets des activités d'assurance

	31/12/2025	31/12/2024
Revenus des contrats d'assurance	7 776	7 373
Charges des contrats d'assurance	-6 063	-5 847
Résultat des contrats d'assurance	1 713	1 526
Charges nettes des traités de réassurance	-77	-74
Résultat des activités d'assurance	1 636	1 452
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	-6 757	-4 335

Produits nets des placements financiers d'assurance	6 906	4 499
Produits ou charges financières liés aux contrats de réassurance détenus	6	7
Autres produits et charges	0	0
Total	1 791	1 622

29a Analyse des produits des activités d'assurance et réassurance

	31/12/2025	31/12/2024
Assurance		
Revenus des contrats d'assurance non évalués sous le modèle comptable de répartition des primes (PAA) :		
• Marge sur services contractuels comptabilisée en résultat sur la période	833	811
• Variation de l'ajustement pour risque non financier non liée aux services passés	146	146
• Portion des primes imputée à la récupération des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	16	15
• Charges de sinistres attendues sur la période et autres charges afférentes	1 686	1 660
• Autres	18	0
Revenus des contrats d'assurance non évalués sous le modèle comptable de répartition des primes (PAA)	2 700	2 632
Revenus des contrats d'assurance évalués sous le modèle comptable de répartition des primes (PAA)	5 076	4 740
Charges liées aux contrats d'assurance	-6 063	-5 847
Total résultat de services d'assurance	1 713	1 526
Réassurance		
Charges des contrats de réassurance non évalués sous le modèle comptable de répartition des primes (PAA) :		
• Marge sur services contractuels comptabilisée en résultat sur la période	-5	-5
• Variation de l'ajustement pour risque non financier non liée aux services passés	-1	-1
• Charges de sinistres attendues sur la période et autres charges afférentes	-13	-13
• Autres	0	0
Charges afférentes aux contrats de réassurance non évalués sous le modèle comptable de répartition des primes (PAA)	-18	-19
Charges afférentes aux contrats de réassurance évalués sous le modèle comptable de répartition des primes (PAA)	-143	-106
Revenus des contrats de réassurance	85	50
Total résultat de services de réassurance	-77	-74

29b Produits nets des placements liés aux activités d'assurance

	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits/charges assimilés	2 074	1 841
Prêts et créances au coût amorti	-76	-50
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	342	356
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 808	1 535
Commissions sur titres	41	37
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4 645	2 453
• Instruments de transaction	0	0
• Résultat de change	-40	16
• Autres Instruments à la juste valeur sur résultat	4 685	2 437
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	81	166
• Dividendes	158	171
• PV/MV réalisées sur instruments de dettes	-77	-5
Gains ou pertes nets sur actifs et passifs financiers au coût amorti	0	0
Produits nets sur immeubles de placement	71	20
Coût du risque de crédit sur les placements liés aux activités d'assurance	-6	-18
Total	6 906	4 499

29c Lien entre les produits/charges financières d'assurance et le rendement d'investissement tirés des actifs

	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits/charges assimilés	2 074	1 841
Autres revenus d'investissement	4 838	2 676
Coût du risque des placements financiers d'assurance	-6	-18
Résultat d'investissement	6 906	4 499
Variation de la juste valeur des éléments sous-jacents des contrats avec participation directe	-6 639	-4 221
Effets de l'option d'atténuation des risques	0	0
Intérêts courus	-118	-113
Effet de désactualisation des passifs d'assurance	0	0
Effet de variation des taux d'actualisation et autres hypothèses financières	803	-66
perttes nettes de change	0	0
Charges financières nettes sur contrats d'assurance	-5 954	-4 400
Intérêts courus	6	7

Autres revenus	-10	5
Résultat financier net des contrats de réassurance	-4	12
Variations des contrats d'investissements (passifs)	-439	167
Variations issues des participations de tireurs dans des fonds consolidés	0	0
Total	510	278
<i>dont comptabilisé en résultat</i>	155	172
<i>dont comptabilisé en OCI</i>	355	106

Note 30 Produits et charges des autres activités

	31/12/2025	31/12/2024
Produits des autres activités		
Charges refacturées	133	126
Autres produits	1 917	1 507
Sous-total	2 050	1 633
Charges des autres activités		
Immeubles de placement :	-14	-8
• dotations aux provisions/amortissements	-14	-8
Autres charges	-1 100	-713
Sous-total	-1 114	-721
Total net des autres produits et charges	936	912

Note 31 Frais généraux

	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-6 019	-5 657
Autres charges générales d'exploitation	-2 845	-2 705
Dotations et reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-820	-774
Charges générales d'exploitation d'assurance (non rattachables)	-124	-123
Total	-9 808	-9 259

31a Charges de personnel

	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements ⁽¹⁾	-3 436	-3 248
Charges sociales	-1 629	-1 543
Avantages du personnel à court terme	-3	-2
Intéressement et participation des salariés	-512	-457
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-437	-409
Autres	-2	2
Total	-6 019	-5 657

(1) Ce poste tient compte de l'effet des arrêts de la Cour de Cassation du 13 septembre 2023, en matière d'acquisition des congés payés pendant un arrêt de travail pour maladie ou accident non professionnel.

Effectifs

Effectifs moyens (en équivalent temps plein)	31/12/2025	31/12/2024
Techniciens de la banque	40 419	40 673
Cadres	33 279	31 679
Total	73 698	72 352
Dont France	60 811	60 088
Dont étranger	12 887	12 264

Effectifs inscrits ⁽¹⁾	80 218	78 312
-----------------------------------	--------	--------

(1) Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale.

31b Autres charges d'exploitation

	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	-270	-250
Locations	-359	-339
• locations à court terme d'actifs	-86	-88
• locations d'actifs de faible valeur/substituables ⁽¹⁾	-262	-238
• autres locations	-11	-13
Autres services extérieurs	-2 024	-1 901

Autres charges et produits divers	-192	-215
Total	-2 845	-2 705
<i>(1) Inclut le matériel informatique.</i>		

31c Dotations et reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	31/12/2025	31/12/2024
Amortissements :	-787	-786
▪ immobilisations corporelles	-675	-673
dont droits d'utilisation	-245	-243
▪ immobilisations incorporelles	-112	-113
Dépréciations :	-33	12
▪ immobilisations corporelles	0	0
▪ immobilisations incorporelles	-33	12
Total	-820	-774

31d Réconciliation des charges par nature versus destination sur les activités d'assurance

	31/12/2025	31/12/2024
	Total	Total
Charges de personnel	-1 079	-1 037
Salaires et traitements	-916	-891
Charges sociales	-81	-74
Avantages du personnel à CT	-8	-6
Intéressement et participation des salariés	-40	-32
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	-29	-27
Autres	-7	-7
Autres charges d'exploitation	-731	-740
Impôts & taxes	-45	-54
Locations	-21	-19
▪ location à court terme d'actifs	0	0
▪ locations d'actifs de faible valeur/substituables	0	0
▪ autres locations	-21	-19
Autres services extérieurs	-617	-624
Mécénat	-20	-19
Autres charges diverses	-29	-25
Dotations et reprises sur amortissements et provisions – immobilisations corp. & incorp.	-7	-8
Amortissements	-7	-8
▪ Immo. Corp	-7	-8
dont droits d'utilisation	-4	-5
▪ Immo. Incorp	0	0
Dépréciations	0	0
▪ Immo. Corp	0	0
▪ Immo. Incorp	0	0
Frais généraux liés aux activités d'assurance	-1 817	-1 785
Commissions, honoraires et autres dépenses assimilées	-276	-334
Frais d'acquisition de la période différés au bilan	21	21
Frais d'acquisition amortis	0	0
Frais d'acquisition dépréciés	0	0
Autres frais liés aux activités d'assurance	-255	-312
Total des frais des contrats d'assurance	-2 073	-2 098
dont Frais rattachés aux contrats d'assurance affectés en charges de services d'assurance	-1 949	-1 974
dont Frais non rattachés aux contrats d'assurance non affectés en charges de services d'assurance	-124	-123

Note 32 Coût du risque de contrepartie

	31/12/2025	31/12/2024
Pertes attendues à 12 mois (S1)	153	156
Pertes attendues à maturité (S2)	-39	-386
Actifs dépréciés (S3)	-1 942	-1 841
Total	-1 828	-2 071

Le coût du risque des instruments financiers des activités d'assurance est présenté dans le produit net bancaire (cf. note 29b).

31/12/2025	Dotations	Reprises	Créances irrecouvrables couvertes	Créances irrecouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
Pertes attendues à 12 mois (S1)	-1 073	1 226	0	0	0	153
• Prêts et créances	-1	1	0	0	0	0
Établissements de crédit au coût amorti						
• Prêts et créances clientèle au coût amorti	-917	1 084	0	0	0	167
dont location financement	-52	50	0	0	0	-2
• Actifs financiers au coût amorti – titres	-1	1	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	-16	13	0	0	0	-3
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
• Engagements donnés	-138	127	0	0	0	-11
Pertes attendues à maturité (S2)	-2 243	2 204	0	0	0	-39
• Prêts et créances Établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	0	0	0
• Prêts et créances clientèle au coût amorti	-2 131	2 080	0	0	0	-51
dont location financement	-63	61	0	0	0	-2
• Actifs financiers au coût amorti – titres	0	0	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	0	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
• Engagements donnés	-111	124	0	0	0	13
Actifs dépréciés (S3)	-3 159	2 788	-1 672	-131	232	-1 942
• Prêts et créances	0	0	0	0	0	0
Établissements de crédit au coût amorti						
• Prêts et créances clientèle au coût amorti	-3 041	2 708	-1 672	-127	232	-1 900
dont location financement	-37	23	-11	-4	1	-28
• Actifs financiers au coût amorti – titres	0	2	0	0	0	2
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	3	0	0	0	3
• Actifs financier à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
• Engagements donnés	-118	75	0	-4	0	-47
Total	-6 475	6 218	-1 672	-131	232	-1 828

31/12/2024	Dotations	Reprises	Créances irrecouvrables couvertes	Créances irrecouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Total
Pertes attendues à 12 mois (S1)	-1 159	1 315	0	0	0	156
• Prêts et créances	-1	2	0	0	0	1
Établissements de crédit au coût amorti						
• Prêts et créances clientèle au coût amorti	-1 027	1 175	0	0	0	148
dont location financement	-53	39	0	0	0	-14
• Actifs financiers au coût amorti – titres	-1	1	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	-10	12	0	0	0	2
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
• Engagements donnés	-120	125	0	0	0	5
Pertes attendues à maturité (S2)	-2 270	1 884	0	0	0	-386
• Prêts et créances	0	0	0	0	0	0
Établissements de crédit au coût amorti						
• Prêts et créances clientèle au coût amorti	-2 130	1 785	0	0	0	-345
dont location financement	-41	30	0	0	0	-11
• Actifs financiers au coût amorti – titres	0	0	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	0	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
• Engagements donnés	-140	99	0	0	0	-41
Actifs dépréciés (S3)	-2 881	2 065	-722	-406	103	-1 841
• Prêts et créances	0	0	0	0	0	0
Établissements de crédit au coût amorti						
• Prêts et créances clientèle au coût amorti	-2 713	1 907	-722	-400	103	-1 825
dont location financement	-27	19	-12	-6	1	-25
• Actifs financiers au coût amorti – titres	0	44	0	0	0	44
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – titres de dettes	0	0	0	0	0	0
• Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres – Prêts	0	0	0	0	0	0
• Engagements donnés	-168	114	0	-6	0	-60
Total	-6 310	5 264	-722	-406	103	-2 071

Note 33 Gains ou pertes sur autres actifs

	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles	2	2
▪ Moins-values de cession	-30	-32
▪ Plus-values de cession	31	34
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	4	22
Total	6	24

Note 34 Variations de valeur des écarts d'acquisition

	31/12/2025	31/12/2024
Dépréciation des écarts d'acquisition	-72	-2
Écart d'acquisition négatif passé en résultat	1	0
Total	-71	-2

Note 35 Impôts sur les bénéfices**Décomposition de la charge d'impôt**

	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt exigible	-1 784	-1 378
Charge/Produit d'impôt différé	-155	110
Ajustements au titre des exercices antérieurs	105	67
Total	-1 834	-1 201

La loi de finances pour 2025 a institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros en 2024 ou en 2025. Cette contribution est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2024 et 2025. S'agissant d'un impôt sur le résultat, elle est comptabilisée selon les principes d'IAS 12.

Le Groupe est soumis à cette contribution, à un taux de 41,2 %. L'impact de cette contribution 2025 est de 377 M€.

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

	31/12/2025	31/12/2024
Résultat taxable	6 022	5 302
Taux d'impôt théorique	25,83 %	25,83 %
Charge d'impôt théorique	-1 555	-1 369
Impact des régimes spécifiques des SCR et SICOMI	77	81
Impact du taux réduit sur les plus-values à long terme	53	35
Impact des taux d'imposition spécifiques des entités étrangères	-5	-27
Décalages permanents	15	49
Surtaxe exceptionnelle*	-377	0
Autres	-42	30
Charge d'impôt	-1 834	-1 201
Taux d'impôt effectif	-30,45 %	-22,65 %
* Loi de finances 2025		

Note 36 Encours des opérations réalisées avec les parties liées**Éléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées**

	31/12/2025		31/12/2024	
	Entreprises Consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises Consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Actifs				
Actifs à la juste valeur par résultat	43	552	61	611
Actifs financiers à la JVCP	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	5 619	1 359	5 308	1 630
Placements des activités d'assurance	0	264	0	168
Contrats d'assurance émis – Actif	0	0	0	0
Contrats de réassurance détenus – Actif	0	0	0	0
Actifs divers	19	15	29	13
Total	5 681	2 190	5 397	2 422
Passifs				
Passifs à la juste valeur par résultat	48	203	49	207
Dettes représentées par un titre	0	28	0	21

Dettes envers les établissements de crédit	690	1 045	641	780
Dettes envers la clientèle	2	0	1	0
Contrats d'assurance émis – passif	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	56	0	56
Passifs divers	10	1	4	1
Total	750	1 333	695	1 065
Engagements de financement donnés	588	0	198	0
Engagements de garantie donnés	19	4	22	3
Engagements de financement reçus	0	0	0	0
Engagements de garanties reçus	0	665	0	690

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	31/12/2025		31/12/2024	
	Entreprises Consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises Consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Intérêts reçus	133	57	173	108
Intérêts versés	-74	-26	-100	-41
Commissions reçues	0	13	0	13
Commissions versées	0	-10	0	-13
Gains ou pertes nets sur actifs financiers JVCP et JVR	28	1	48	3
Produits des contrats d'assurance émis	0	2	0	2
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	0	-128	0	-123
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus	0	0	0	0
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	0	0	0	0
Produits financiers ou charges afférents à des contrats de réassurance détenus	0	0	0	0
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	0	6	0	4
Autres produits et charges	87	70	54	58
Frais généraux	-56	-55	-30	-51
Total	117	-70	145	-38

Note 37 Hiérarchie de juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs et les comptes d'autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des prêts et créances à la clientèle est fondée sur un calcul d'actualisation des flux futurs estimés.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du type de prêts (crédits habitat, consommation, équipement et trésorerie) et des courbes de taux d'octroi constatées dans le trimestre précédant la date d'arrêt.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et des contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Nous attirons l'attention sur le fait que les prêts et créances comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas, dans la pratique, l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus-values ou les moins-values ne seront pas constatées.

Si toutefois les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 31 décembre 2025.

	31/12/2025					Total
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers au coût amorti	601 957	618 451	3 458	78 658	519 840	601 957
Prêts et créances sur établissements de crédit	66 935	73 066	0	65 939	996	66 935
Prêts et créances à la clientèle (2)	529 042	539 232	0	10 329	518 712	529 042
Titres	5 980	6 153	3 458	2 390	132	5 980
Placements des activités d'assurance au coût amorti	47	47	0	47	0	47
Prêts et créances	47	47	0	47	0	47
Passifs financiers au coût amorti	693 425	692 753	1 758	531 704	159 963	693 425
Dettes envers les établissements de crédit	30 261	30 406	0	30 200	61	30 261
Dettes envers la clientèle	487 635	486 795	0	327 900	159 735	487 635
Dettes représentées par un titre (1)	162 393	162 695	501	161 726	166	162 393
Dettes subordonnées	13 136	12 857	1 257	11 878	0	13 136

(1) La juste valeur des passifs financiers au coût amorti au bilan est communiquée ci-dessus en application d'IFRS 13

(2) En tenant compte des plus-values latentes sur swaps de couverture (0,5 Milliard d'euros), la moins-value latente sur les crédits ressort à 24,3 Milliards d'euros.

	31/12/2024					Total
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers au coût amorti	573 687	603 348	3 069	75 854	494 764	573 687
Prêts et créances sur établissements de crédit	65 697	70 565	0	65 697	0	65 697
Prêts et créances à la clientèle	502 371	527 104	0	7 757	494 614	502 371
Titres	5 619	5 680	3 069	2 400	150	5 619
Placements des activités d'assurance au coût amorti	1	1	0	1	0	1
Prêts et créances	1	1	0	1	0	1
Passifs financiers au coût amorti	692 822	692 506	1 767	386 742	304 313	695 270
Dettes envers les établissements de crédit	33 385	33 129	0	33 320	66	33 385
Dettes envers la clientèle	483 693	482 741	0	194 192	289 501	483 693
Dettes représentées par un titre (1)	162 952	164 104	511	147 802	14 640	162 952
Dettes subordonnées	12 791	12 532	1 256	11 428	106	12 791

(1) La juste valeur des passifs financiers au coût amorti au bilan est communiquée ci-dessus en application d'IFRS 13.
Au 31/12/2024, un reclassement de 2 030 millions de livres sterling (2 448 millions d'euros) a été effectué en niveau 2 par le CIC Londres de la ligne "Dettes représentées par un titre" (en note 37) vers la ligne "Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option" (note 8).

Note 38 Relations avec les principaux dirigeants du groupe

Le conseil d'administration de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du 20 février 2019 a mis en place un dispositif de rémunération et d'indemnité de fin de mandat au sein de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, pour le directeur général.

Suite à la nomination de M. Daniel BAAL en tant que Président du Conseil d'Administration, le conseil du 5 avril 2024 a acté le paiement, au titre de la fin de son mandat de Directeur Général, d'une indemnité de 1 852 500 euros, selon les règles et critères définis lors du conseil d'administration du 6 avril 2023. Le versement de cette indemnité est étalée sur 6 années.

Au 31 décembre 2025, les sommes attribuées et non versées à M. Daniel BAAL représentent un engagement estimé à 1.873.000 euros (charges sociales incluses).

Le conseil a également décidé d'attribuer au nouveau Directeur Général, M. Eric PETITGAND, une indemnité de cessation de mandat correspondant à deux années d'indemnité fixe de mandataire social sous conditions de performance. Les modalités d'exercice de cette indemnité ont été fixées lors de la même séance.

Au 31 décembre 2025, l'indemnité de cessation de mandat pour Monsieur Eric PETITGAND représente un engagement estimé à 2 596 000 euros (charges sociales incluses).

Les autres mandats et fonctions du président du conseil d'administration et du directeur général au sein des entités de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont exercés à titre bénévole à compter de cette date.

Les dirigeants du groupe ont également bénéficié au cours de l'exercice des dispositifs de prévoyance collective et du dispositif de retraite supplémentaire du groupe. En revanche, ils n'ont bénéficié d'aucun autre avantage spécifique. Aucun titre de capital ou donnant accès au capital ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital de la BFCM ou du CIC ne leur a été attribué. De plus, ils ne perçoivent pas de jetons de présence en raison des mandats qu'ils exercent, que ce soit dans les sociétés du groupe ou dans des sociétés autres mais en raison de leurs fonctions dans le groupe.

Les dirigeants du groupe peuvent par ailleurs détenir des avoirs ou des emprunts dans les livres des banques du groupe, aux conditions offertes à l'ensemble du personnel.

Rémunérations versées globalement aux principaux dirigeants (1)

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Rémunérations globales	Rémunérations globales
Mandataires Sociaux – comité de direction – Membres du Conseil touchant une rémunération	10 304	9 831

(1) Voir également chapitre sur le gouvernement d'entreprise.
Le montant des provisions pour indemnités de fin de carrière et pour médailles du travail s'élève à 3 234 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Note 39 Exposition aux risques

Les informations relatives à l'exposition aux risques demandées par IFRS 7 sont présentées dans le chapitre 6 sur les risques du rapport de gestion.

Note 40 Honoraires des commissaires aux comptes

	31/12/2025			
	KPMG		PricewaterhouseCoopers*	
	Montant (en millions d'euros HT)	%	Montant (en millions d'euros HT)	%
Certification des comptes				
• Entité mère	0,309	2%	0,243	4%
• Filiales intégrées globalement	9,600	64%	4,110	70%
Certification des informations en matière de durabilité				
• Entité mère	0,000	—%	0,000	—%
• Filiales intégrées globalement	0,573	4%	0,349	6%
Services autres que la certification des comptes				
• Entité mère	0,014	0%	0,000	0%
• Filiales intégrées globalement	4,479	30%	1,174	20%
Total	14,975	100%	5,876	100%
Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes	7,032		3,824	
Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes	1,513		0,631	

	31/12/2024			
	KPMG		PricewaterhouseCoopers*	
	Montant (en millions d'euros HT)	%	Montant (en millions d'euros HT)	%
Certification des comptes				
▪ Entité mère	0,093	1%	0,322	6%
▪ Filiales intégrées globalement	9,446	67%	3,711	70%
Certification des informations en matière de durabilité				
▪ Entité mère	0,000	—%	0,000	—%
▪ Filiales intégrées globalement	0,000	—%	0,000	—%
Services autres que la certification des comptes				
▪ Entité mère	0,000	0%	0,000	0%
▪ Filiales intégrées globalement	4,600	33%	1,292	24%
Total	14,139	100%	5,325	100%
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour la certification des comptes</i>	5,504		2,996	
<i>Dont honoraires versés aux commissaires aux comptes en France pour les services autres que la certification des comptes</i>	3,969		0,430	

* Les honoraires sont répartis entre les entités juridiques PricewaterhouseCoopers France et PricewaterhouseCoopers Audit.
Les principales natures de SACC concernent des attestations, lettres de confort et procédures convenues.

A la suite de la décision de justice du Tribunal administratif de Montreuil du 2 décembre 2021, le groupe applique depuis le 1er janvier 2024 l'EC 2006-36 de la CNCC. Ainsi, seules les prestations effectivement réalisées par les prestataires comptables et d'audit (légal ou contractuel) à la clôture de l'exercice sont dorénavant comptabilisées et mentionnées dans l'annexe.

Note 41 Événements postérieurs à la clôture des comptes et autres informations

Les comptes consolidés de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, clos au 31 décembre 2025, ont été arrêtés par le conseil d'administration du 5 février 2026.

Loi de finances

La loi de finances pour 2026, définitivement adoptée le 2 février 2026, a prorogé pour un an la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Les entreprises concernées en 2026 sont celles qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1,5 milliards d'euros en 2025 ou en 2026 (contre 1 milliard d'euros en 2025). Cette contribution 2026 est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2025 et 2026. A l'instar de l'année 2025, le groupe sera soumis à cette contribution en 2026 à un taux de 20,6 % ou 41,2 %.

Nouvelle acquisition

Dans le cadre de son développement en Allemagne, le groupe a définitivement acquis 100% des droits de vote de la banque Oldenburgische Landesbank AG (OLB) le 2 janvier 2026 après obtention de toutes les autorisations nécessaires.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale dispose ainsi avec TARGOBANK, ACM Deutschland et OLB de tous les métiers de la banque universelle et de l'assurance en Allemagne.

Cette acquisition devrait avoir un impact de 38 milliards d'euros sur le total bilan du groupe. L'exercice d'allocation du prix d'acquisition est en cours d'évaluation.

L'impact de cette acquisition sur le ratio CET1 est une baisse de moins de 1 point.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Caisse Fédérale de Crédit Mutuel,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des comptes Groupe.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et évaluation des dépréciations sur les portefeuilles de prêts à la clientèle

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Les banques du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont exposées à des risques de crédit inhérents à leurs activités, notamment pour ce qui concerne les prêts à la clientèle.</p> <p>A ce titre et comme indiqué dans le paragraphe 2.1.8 « Evaluation du risque de crédit » de la note 1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe comptabilise des dépréciations selon le modèle de la norme IFRS 9 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les encours sains non dégradés (statut 1) et sains dégradés (statut 2), le provisionnement est réalisé sur la base des pertes de crédit attendues respectivement à douze mois et à maturité. - Pour les encours douteux (statut 3), la dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif d'origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte notamment de l'effet des garanties. <p>Le classement des encours entre les différents statuts prévus par la norme IFRS 9 et l'évaluation des pertes de crédit attendues ou avérées pour les portefeuilles de prêts à la clientèle requièrent l'exercice d'un jugement accru et la prise en compte d'hypothèses par le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déterminer les modalités d'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours en statuts 1 et 2 ou du risque avéré (statut 3), en fonction notamment des secteurs d'activité ; - Estimer le montant des pertes de crédit pour les différents statuts. <p>Comme présenté dans la note 10c de l'annexe aux comptes consolidés, au 31 décembre 2025, le montant total des encours bruts de prêts à la clientèle s'élève à 550 701 millions d'euros et le montant total des dépréciations s'élève à 11 468 millions d'euros</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans l'appréciation du risque de crédit ainsi que dans la détermination du classement et des dépréciations sur prêts à la clientèle (statuts 1 à 3), en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que le classement des encours de crédit à la clientèle entre les différentes catégories prévues par la norme IFRS 9 et l'évaluation des dépréciations comptabilisées constituaient un point clé de l'audit.</p>	<p>S'agissant des encours classés en statuts 1 et 2, les travaux que nous avons réalisés ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Prendre connaissance, lors d'une revue critique, des conclusions des travaux réalisés par les commissaires aux comptes du groupe Crédit Mutuel sur les options méthodologiques et les modèles de dépréciations définis par la Direction. Ces travaux ont couvert en particulier : - Un examen du dispositif mis en place pour classer les créances entre les différents statuts et évaluer le montant des pertes de crédits attendues ; - Un examen des méthodes et des mesures retenues pour les différents paramètres et les modèles de calcul des pertes de crédits attendues, - L'analyse des modalités de détermination des différents scénarios macroéconomiques retenus pour le calcul des corrections de valeur, ainsi que l'information financière afférente ; - La réalisation de tests sur la qualité des données ainsi que des contrôles réalisés sur les systèmes d'information utilisés dans la détermination des pertes de crédit attendues ; - Réaliser des travaux d'analyse de données relatifs à la correcte classification des encours par catégorie (statuts 1 et 2) ; - Examiner les rapprochements réalisés entre les données des outils informatiques de calcul des pertes attendues et la comptabilité ; - Analyser les évolutions du portefeuille et des niveaux de dépréciation, par statut et pour une sélection d'entités entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 afin d'en apprécier la cohérence d'ensemble. <p>S'agissant des encours classés en Statut 3, nous avons examiné les processus et testé les contrôles mis en place par votre groupe pour identifier les prêts et créances présentant un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures d'estimation des dépréciations correspondantes. Les travaux ont principalement consisté à examiner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'application des règles de classement des encours en statut 3 sur un échantillon de créances ; - Les dispositifs qui garantissent la qualité des données utilisées en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d'information ; - Le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances en statut 3 et de la comptabilisation des dépréciations associées ; - Les principales hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations individuelles sur un échantillon de dossiers de crédits de la banque de financement, et contrôler la documentation de la note de crédit ; - L'évolution dans le temps des indicateurs clés : rapport des encours en statut 3 sur les encours totaux et taux de couverture des encours en statut 3 par des dépréciations. Chaque fois qu'un indicateur s'est écarté de la moyenne nous avons analysé les écarts constatés. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>

Evaluation des instruments financiers complexes classés en niveaux 2 et 3 de juste valeur

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Dans le cadre de ses activités de marchés pour compte propre et de trésorerie groupe et en lien avec son offre de services à la clientèle, votre groupe détient des instruments financiers à des fins de transaction.</p> <p>Ces instruments financiers sont des actifs ou des passifs financiers comptabilisés au bilan pour leur juste valeur ainsi que mentionné dans le paragraphe 2.1.1.1 « Prêts, créances, ou titres de dettes acquis » de la note 1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés. La contrepartie de la réévaluation au bilan en date d'arrêt de ces instruments financiers est comptabilisée en résultat.</p> <p>Comme présenté dans la note 8 « Hiérarchie de la Juste Valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan » de l'annexe aux comptes consolidés, au 31 décembre 2025, le montant total des actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat classés en niveaux 2 et 3 s'élèvent respectivement à 32 479 millions d'euros et 20 660 millions d'euros.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des instruments financiers complexes classés en niveaux 2 et 3 était un point clé de l'audit du fait d'un risque important d'anomalies significatives dans les comptes consolidés car elle requiert l'exercice du jugement, en particulier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La détermination des paramètres d'évaluation non observables sur le marché et la catégorisation des instruments selon la hiérarchie de la juste valeur des actifs et des passifs financiers ; - L'utilisation de modèles internes d'évaluation ; - L'estimation des principaux ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des risques de contrepartie ou de liquidité ; <p>L'analyse des écarts éventuels d'évaluation avec des contreparties constatés dans le cadre d'appels de marge.</p>	<p>Nous avons examiné les processus et testé les contrôles mis en place par votre groupe pour identifier et évaluer les instruments financiers complexes et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La gouvernance autour des modèles d'évaluation et les ajustements de valeur ; - Les contrôles relatifs aux processus de collecte des paramètres nécessaires à l'évaluation des instruments financiers complexes classés en niveaux 2 et 3 ; - La justification et la validation indépendante des résultats comptabilisés sur ces opérations. <p>Des spécialistes en évaluation d'instruments financiers complexes ont été inclus dans notre équipe d'audit. Avec leur assistance, nous avons également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisé nos propres tests d'évaluation sur un échantillon d'instruments financiers complexes ; - Analysé les processus internes d'identification et de validation des principaux ajustements de valeur appliqués sur les instruments financiers et leur évolution dans le temps. Nos analyses ont porté sur l'examen des méthodologies retenues sur les réserves de marché et les ajustements de valeur, et le dispositif de gouvernance mis en place pour contrôler les ajustements réalisés ; - Examiné les principaux écarts d'appel de marge, afin d'apprécier la cohérence des évaluations précédemment retenues ; <p>Évalué le caractère approprié des critères utilisés dans la hiérarchie de la juste valeur tels que décrits dans la note 8 « Hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan » de l'annexe aux comptes consolidés.</p>

Evaluation des participations comptabilisées en niveau 3 de juste valeur du pôle capital investissement

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Votre groupe détient, à travers des filiales de capital investissement, des participations comptabilisées à la juste valeur par résultat.</p> <p>Ces instruments sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur ainsi que lors des arrêts ultérieurs et jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».</p> <p>Pour estimer la juste valeur, lorsque les titres ne sont pas cotés sur un marché actif, votre groupe applique une approche <i>mark-to-model</i> fondée notamment sur des données non observables, comme indiqué dans le paragraphe 2.1.9 « Détermination de la juste valeur des instruments financiers » de la note 1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l'évaluation de la juste valeur par résultat des titres de participations (non cotés ou comptabilisés en niveau 3) constituait un point clé de l'audit compte tenu du recours au jugement de la Direction dans la détermination de leur juste valeur et de la complexité des modèles qui concourent à son estimation.</p>	<p>Nous avons actualisé notre compréhension du processus d'évaluation des titres par entretien avec la Direction et nous avons testé les contrôles mis en place par votre groupe associé à l'évaluation des participations comptabilisées en niveau 3 de juste valeur du pôle capital investissement.</p> <p>Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, et sur la base d'un échantillon, nos travaux ont également consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser les méthodes et les données de valorisation non observables retenues par votre groupe pour les lignes évaluées sur la base d'une approche <i>mark-to-model</i>, et apprécier la prise en compte du contexte dans les données utilisées pour la valorisation ; - Contrôler, le cas échéant, que la valorisation retenue par votre groupe était comparable au prix observé lors d'une transaction similaire et récente ; - Analyser les plus ou moins-values résultant des variations de juste valeur, et vérifier le cas échéant les dépréciations associées. <p>Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>

Evaluation des écarts d'acquisition

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Votre groupe a réalisé des opérations de croissance externe ayant conduit à la comptabilisation d'écarts d'acquisition. Ces écarts d'acquisition s'élèvent à 2 294 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2025 et sont présentés sur une ligne distincte du bilan et dans la note 19 Ecart d'acquisition de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe 1.8 « Ecarts d'acquisition » de la note 1 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés, les écarts d'acquisition correspondent à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs des entités acquises.</p> <p>Les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie</p>	<p>Nous avons pris connaissance des processus mis en place par le groupe pour mesurer le besoin de dépréciation des écarts d'acquisition.</p> <p>Les travaux effectués avec l'aide de nos experts en évaluation et modélisation pour examiner la valeur recouvrable déterminée par votre groupe ont notamment consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse de la méthodologie retenue ; - Une appréciation des principaux paramètres et des hypothèses utilisés par comparaison avec les données de marché disponibles.

<p>(UGT) et font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an ou dès la présence d'un indice de perte de valeur. Lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée. Comme indiqué dans la note 19 « Ecart d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés, la valeur recouvrable est déterminée selon deux méthodes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La juste valeur nette des coûts de vente, qui est fondée sur l'observation des multiples de valorisation sur des transactions comparables ou des paramètres de marché retenus par les analystes sur des entités aux activités similaires ; - La valeur d'utilité, qui repose sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus. <p>S'agissant de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie reposent sur les plans d'affaires moyen terme déterminés par la Direction, puis sur la projection d'un flux à l'infini en fonction d'un taux de croissance à long terme après prise en compte des exigences de fonds propres.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition constituait un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Leur montant significatif au bilan consolidé du groupe ; <p>L'importance du jugement de la Direction dans le choix de la méthode de détermination de la valeur recouvrable et, dans le cas de la valeur d'utilité, des hypothèses de résultats futurs des sociétés concernées et du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prévisionnels.</p>	<p>S'agissant de la méthode reposant sur la valeur d'utilité, nous avons également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effectué une étude des plans d'affaires prévisionnels à partir desquels ont été déterminés les flux de trésorerie prévisionnels ; - Procédé à un recalcul des valeurs d'utilité déterminées par votre groupe pour un échantillon d'écarts d'acquisition ; <p>Analysé les tests de sensibilité disponibles (tels que présentés en note 19) afin d'apprécier la valeur d'utilité retenue.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Evaluation des passifs liés aux contrats d'assurance

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Au 31 décembre 2025, le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale a comptabilisé des passifs liés à des contrats d'assurance pour un montant de 134 590 millions d'euros comme présenté dans la note 13c « Distinction des passifs d'assurance pour couverture restante et sinistres survenus » de l'annexe aux états financiers consolidés.</p> <p>Comme exposé dans la note 13c « Distinction des passifs d'assurance pour couverture restante et sinistres survenus » de l'annexe aux états financiers consolidés, les passifs relatifs à des contrats d'assurance sont évalués selon la norme IFRS 17 qui repose en particulier sur les principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La détermination de la meilleure estimation (ou « best estimate ») de la valeur actualisée des flux de trésorerie à payer ou à recevoir nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés : l'évaluation des flux de trésorerie futurs comporte des incertitudes significatives induites par le recours à des modèles actuariels complexes qui reposent sur des méthodologies d'évaluation des flux de trésorerie adaptées aux engagements ainsi que sur des données et des hypothèses relatives à des périodes futures ; - La définition de l'ajustement au titre des risques non financiers (ou « risk adjustment »), destiné à couvrir l'incertitude sur le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs à mesure que les contrats d'assurance sont exécutés. En particulier, le groupe a exercé son jugement dans le choix du niveau de confiance et de la maille de diversification appliquée. <p>La détermination de la marge sur services contractuels (ou « contractual service margin ») représentant la valeur actualisée des profits futurs différés attribuables aux actionnaires sur la durée de couverture des contrats d'assurance profitables et reconnue en compte de résultat sur la base des unités de couverture définies par le groupe et appropriées aux groupes de contrats d'assurance considérés.</p> <p>En raison de l'horizon long terme des engagements relatifs aux contrats d'assurance, de leur sensibilité à l'environnement économique et financier et du recours important au jugement de la direction dans le choix des hypothèses et des techniques complexes de modélisation des engagements pour refléter la situation future estimée la plus probable, nous avons considéré l'évaluation des passifs liés aux contrats d'assurance comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Avec le concours de nos spécialistes en modélisation actuarielle et en principes comptables IFRS, nous avons réalisé notamment les procédures d'audit suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance des processus et des méthodologies définis par la direction du groupe permettant de déterminer, selon les principes de la norme IFRS 17, la meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés de contrats d'assurance ; - Réaliser des procédures d'audit sur l'environnement de contrôle interne des systèmes d'information intervenant dans le traitement des données et dans les calculs actuariels concernant l'évaluation des engagements relatifs aux contrats d'assurance ; - Apprécier l'éligibilité des contrats d'assurance des branches « assurance vie » au modèle d'évaluation comptable des « honoraires variables » et apprécier la correcte application par la direction de ces méthodes d'évaluation aux contrats d'assurance « épargne et retraite » en conformité avec les dispositions de la norme IFRS 17 ; - Apprécier et tester les contrôles clés mis en place par la direction. Dans ce cadre, nous avons en particulier évalué les dispositifs de contrôle relatifs aux méthodologies, aux jugements et aux hypothèses clés formulées par la direction, ainsi que ceux portant sur la gouvernance et sur les contrôles relatifs aux processus et à la validation des modèles actuariels de projection des flux de trésorerie futurs actualisés appliqués aux engagements des contrats d'assurance « épargne et retraite ». Nous avons notamment apprécié le caractère adéquat des éventuels changements d'hypothèses, de paramètres ou de modélisation des processus actuariels intervenant dans l'évaluation des flux de trésorerie futurs ; - Tester, par sondage, les principales méthodologies, les hypothèses et les paramètres actuariels clés retenues dans la détermination des estimations des flux de trésorerie futurs actualisés (y compris ceux mis en œuvre dans le cadre de changements d'hypothèses ou de modélisation actuarielle des flux de trésorerie futurs), de l'ajustement au titre des risques non financiers et de la marge sur services contractuels. Apprécier, par sondage, le caractère raisonnable de ces estimations (y compris l'analyse de la sensibilité des résultats des évaluations obtenues par l'application des hypothèses et modèles retenus par la direction) ; - Tester, par sondage, la fiabilité des données sous-jacentes utilisées dans les modèles de projection et les calculs de la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs actualisés. Ces procédures de vérification comprennent l'évaluation des processus de détermination de la reprise en compte de résultat de la période au titre de l'ajustement pour risques non-financiers et de la marge sur services contractuels ;

	<p>- Réaliser des procédures analytiques sur les évolutions afin d'identifier le cas échéant toute variation incohérente ou inattendue significative ;</p> <p>Apprécier le caractère approprié de l'information communiquée dans les notes afférentes aux états financiers consolidés.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leurs sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale par votre assemblée générale du 10 mai 2022 pour le cabinet KPMG S.A. et du 4 mai 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers France.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers France dans la huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que

de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit et des comptes Groupe

Nous remettons au comité d'audit et des comptes Groupe un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des comptes Groupe figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 7 avril 2026

KPMG S.A.

Arnaud BOURDEILLE
Associé

Maxime VAN DEN BROEK
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 7 avril 2026

PricewaterhouseCoopers France
Jean-Baptiste DESCHRYVER
Associé

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur simple demande à l'adresse suivante :

Crédit Mutuel Alliance Fédérale
Pôle Finances – Communication financière
4, rue Frédéric Guillaume Raiffeisen
67913 STRASBOURG Cedex 9 - Tél. 03 88 14 88 14